

Radios communautaires de Dakar : communication pour le développement et
extraversion

Jeanne Dorelli

Mémoire

Présenté

au

Département d'Études en communications

comme exigence partielle au grade de
maîtrise es Arts (Études des medias)
Université Concordia
Montréal, Québec, Canada

Décembre 2010

© Jeanne Dorelli, 2010

CONCORDIA UNIVERSITY
School of Graduate Studies

This is to certify that the thesis prepared

By: Jeanne Dorelli

Entitled: Radios communautaires de Dakar: communication pour le
développement et extraversion

and submitted in partial fulfillment of the requirements for the degree of

Master of Arts
(Media Studies)

complies with the regulations of the University and meets the accepted
standards with respect to originality and quality.

Signed by the final Examining Committee:

<u>Nikos Metallinos</u>	Chair
<u>Paul Bandia</u>	Examiner
<u>Leslie Regan Shade</u>	Examiner
<u>Martin Allor</u>	Supervisor

Approved by _____
Chair of Department or Graduate Program Director

Dec. 16 2010 _____
Dean of Faculty

Résumé

Radios communautaires de Dakar : communication pour le développement et extraversion

Jeanne Dorelli

Au lendemain de la libération des ondes au Sénégal à la fin des années 1990, les radios communautaires, issues de mouvements sociaux et associatifs, émergent. Simultanément, les politiques de développement se redéfinissent autour du « développer local », devenant de façon circonstancielle le point d’ancrage des nouvelles radios à travers des « partenariats de développement ». S’inscrivant dans la continuité de l’histoire de la radio en Afrique, une histoire commencée sous l’égide coloniale, ces radios communautaires réarticulent des pratiques culturelles teintées d’extraversion et d’ambivalence. Ayant comme source principale des entretiens effectués au cours de l’automne 2009, ce mémoire s’attelle à explorer la réalité des radios communautaires de Dakar, la capitale du Sénégal. Plus particulièrement, il s’agit d’interroger les relations qu’elles entretiennent avec leurs « partenaires d’appuis » afin de dévoiler les codes et pratiques du milieu. En interrogeant les rapports de pouvoir, de collaboration et d’affirmation, ce mémoire se penchera sur les problématiques de « glocalisation » et d’ « extraversion ». Ces phénomènes propres à un local entrepris par un international seront appréhendés afin de mettre en avant les attitudes de négociations et d’appropriation des radios communautaires face au milieu du développement. Les travaux de Jean-François Bayart et Achille Mbembe appuieront notre propos pour une compréhension du milieu valorisant les acteurs et leurs modes d’action. Les réflexions

méthodologiques et théoriques s'efforceront de retranscrire la complexité du milieu représenté.

Mots clés : Communication participative pour le développement, glocalisation, extraversion, compromis, radios communautaires, Sénégal, Dakar, post/néo-colonial

Abstract

Community radio stations of Dakar : development communication and extraversion

Jeanne Dorelli

In the late 1990's, community radio stations emerged in Senegal. They were closely related to local movements fighting for greater social justice. Simultaneously, international development policies redefined their priorities and methods towards a more "local" development. The circumstances favored the encounter between community radio stations and more "people oriented" development programs. African radio history had started with colonialism. These community radio stations tend to reproduce cultural patterns embedded in ambivalence and extraversion. This work is mainly inspired by interviews conducted during the Fall 2009. It aims to describe the reality of community radio stations in Dakar, the capital of Senegal. More specifically, I attempt to interrogate the relationship between the community radio stations and their "development partners" in order to unveil the *milieu's* rules and patterns. With a particular attention given to the concepts of "glocalization" and "extraversion", I want to explore the relations of power, collaboration and affirmation at stake between the community radio stations and their partners. I will particularly stress the community radio stations' behavior leading to states of negotiation and appropriation *vis à vis* development partners' influence. I will draw my work on Jean-François Bayart and Achille Mbembe's writings that developed an understanding of African phenomenon based on the notion of agency. The goal of the thesis both in terms of methodology and theory will be to adequately represent the complexity of the community radios *milieu* of Dakar.

Keywords: Participatory development communication, glocalization, extraversion, compromise, community radios, Senegal, Dakar, post/neo-colonial

Remerciements

Je voudrais remercier mon directeur Pr. Martin Allor pour la liberté qu'il m'a donnée dans ma démarche, pour son écoute, sa présence et sa rigueur. Merci au professeur Paul Bandia pour ses nombreux conseils et connaissances sur les études africanistes. Merci au professeur Leslie Regan Shade pour son écoute, son énergie et son soutien tout au long du programme.

Merci à mes collègues du programme MA Media Studies, en particulier Valérie Khayat et Roxanne Girard pour les discussions enrichissantes et la prise de distance souvent nécessaire dans la conduite d'un projet de maîtrise.

Merci au professeur Jean-Marc Larrue pour son soutien, ses encouragements, pour avoir cru en « la petite » et lui avoir donné les moyens de devenir plus grande. Merci à mes collègues du CRI et amies Anne et Djemaa pour les discussions sans fin sur les tenants et aboutissants de la recherche, sur la mondialisation, le travail de terrain, la colonisation et le racisme.

Merci à Willy Colin d'avoir cru en ma persévérance et de m'avoir permis de découvrir les radios communautaires de Dakar.

Merci à toutes les rédactions des radios, à toutes les personnes qui ont accepté de me recevoir et qui ont pris le temps de me parler de leur expérience.

Merci à Moustapha Gueye pour les cours de wolof et l'amour du Sénégal et pour m'avoir si bien préparé à mon séjour à Dakar.

Merci à tous ceux qui ont permis à mon séjour au Sénégal d'être si plaisant, Marie et Bastos, Jenny, Pape Chérif, la famille Cissokho (Fatou, Néné, Counady, Aissatou, Yaya et les enfants), Grain, Éric, Marie Carré et Rififi, Émilie et Vincent.

Merci à ma famille pour son soutien. Merci Papa pour l'amour du voyage et de la découverte!

Merci à Christine pour m'avoir soutenue et encouragée comme personne depuis mon arrivée à Montréal. Always, everywhere and unconditionally!

Merci à mes voisins et amis, Anne et Ianick pour leur soutien et leur patience quotidienne. Merci Anne d'avoir lu ce mémoire de bout en bout!

Merci enfin à Rémi pour m'avoir poussé à réaliser mes aspirations et toujours dit ce qui était nécessaire même quand je ne voulais pas l'entendre. Merci pour ta patience et pour l'intérêt que tu as développé pour mon sujet. En souvenir de notre voyage sénégalais...

Maa ngi gërëm níépp. Jërëjëf!

Sommaire

Liste des figures.....	xii
INTRODUCTION.....	1
Chapitre 1 - DU PARADOXE À LA COMPLEXITÉ. COMMENT REPRÉSENTER LES RADIOS COMMUNAUTAIRES DAKAROISES?.....	9
1.1 - La recherche de la méthode.....	9
1.1.1 - Le choix du travail de terrain.....	10
1.2 - Les entretiens.....	12
1.2.1 - L'objet détermine la méthode.....	12
1.2.2 - Retour sur la rencontre avec un milieu.....	14
1.3 - Littérature.....	16
1.3.1 - Un outil de la communication pour le développement : les radios communautaires.....	16
1.3.2 - La littérature issue des organismes d'appui aux radios, des agences de développement ou d'institutions internationales.....	20
1.3.3 - Littérature académique.....	24
1.3.4 - L'absence de considération de la relation partenaires-radios.....	28
1.4 - Représentation.....	30
Chapitre 2 - AMBIVALENCE FACE À L'AUTORITÉ : LE PARADOXE DU SOUTIEN.....	37
2.1 - Historique des radios communautaires dakaraises. Diversification pour le développement et la démocratisation.....	38

2.1.1 - La diversification.....	38
2.1.2 - Des mouvements sociaux à la communication pour le développement	40
2.1.3 - Exemples de créations de radios communautaires	44
2.1.4 - Le cadre institutionnel sénégalais et les enjeux de pouvoir.....	49
2.2 - Les partenariats : nature et persistance d'un milieu	53
2.2.1 - L'ancrage inavoué : l'institutionnalisation des radios communautaires dans le milieu du développement.....	54
2.2.2 - La dépendance financière.....	58
2.2.3 - L'investissement démocratique.....	60
2.2.4 - La qualité du contenu.....	63
2.2.5 - Le problème de la rétribution des journalistes en lien avec l'organisation des séminaires.....	71
2.2.6 - Négociation pour le cahier des charges : symbole d'ambivalence.....	73
2.3 - L'ambivalence : une caractéristique récurrente des interactions	77
Chapitre 3 - NÉGOCIATION DE L'EXTRAVERSION: LE COMPROMIS COMME MODE D'ACTION.....	83
3.1 - Compromis comme mode d'action	83
3.1.1 - Une multitude de programmes et d'approches.....	83
3.1.2 - Le choix du contenu : la grille de programme et la conférence de rédaction	85
3.1.3 - La question de l'ancrage communautaire	88
3.2 - Extraversion, dépendance et autonomie	92
3.2.1 - Extraversion et dépendance.....	92

3.2.2 - Les limites de l'extraversion autonomisante. La cristallisation de la méthode active.....	95
3.3 - Processus d'appropriation.....	97
3.3.1 - Langue officielle, langues nationales.....	98
3.3.2 - Les conflits.....	100
3.3.3 - Les silences, la question de la religion : une omniprésence silencieuse.....	102
3.3.4 - Les initiatives participatives, la « capacité d'aspirer » en marche	103
3.4 - L'extraversion: symbole de la glocalisation . Le « vivre au monde concret » des radios communautaires dakaroises.....	105
3.5 - Conclusion	108
CONCLUSION	110
BIBLIOGRAPHIE	114
ANNEXE 1 - LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES ET INTERVIEWÉES DANS LE CADRE DE LA RECHERCHE ..	121
ANNEXE 2 - THÉMATIQUES ABORDÉES LORS DES ENTRETIENS.....	125
ANNEXE 3 - LISTE DES DOCUMENTS OBTENUS LORS DU TERRAIN DE RECHERCHE	127
ANNEXE 4 – EXEMPLES DE PARTENARIATS.....	130

Liste des figures

Figure 1 – Sources de la littérature de la communication pour le développement.	17
--	----

INTRODUCTION

28 octobre 2009, cela fait un mois exactement que je suis à Dakar, capitale du Sénégal. Un hôtel du centre ville, piscine intérieure, livrées en blanc, service à l'occidentale. Je viens assister à un séminaire sur les normes internationales et les bonnes pratiques en matière de communication et de gouvernance organisée par un des partenaires d'appui des radios communautaires. « Partenaires d'appui », l'expression m'a été donnée quelques jours après mon arrivée par un ancien employé de cet organisme justement. J'ai trouvé le terme éloquent : d'une neutralité et d'un pragmatisme exemplaires, j'en userai sans relâche! Je me présente à la responsable du séminaire qui s'affaire dans la salle de réunion où la climatisation règne. Je ressorts de la pièce pour me réchauffer dans la cour intérieure où sont servis thé en sachet, café et croissants. Je n'ai pas eu de tel déjeuner dans la famille qui me loge où le thé se boit à la menthe fraîche après le repas du midi et jusqu'à ce que la chaleur s'estompe à une heure avancée de la nuit, autorisant le sommeil, enfin. Autour du buffet, je croise un journaliste rencontré à plusieurs reprises d'abord dans la rédaction de sa radio communautaire, puis au cours d'autres séminaires comme celui auquel je suis venue assistée. Peu à peu, d'autres visages familiers apparaissent, ceux d'autres journalistes croisés dans les rédactions communautaires. Ce n'est pas la première fois que cela m'arrive. Les radios communautaires sont des outils de développement et les partenaires oeuvrant dans l'industrie du développement les côtoient sans cesse. Demain, ces journalistes rapporteront les conclusions du séminaire sur les normes internationales et les bonnes pratiques en matière de communication et de gouvernance. Elles les jouxteront aux annonces de la distribution de moustiquaires par le

Secours Islamique français et aux communiqués du Conseil National de Lutte contre le Sida (CNLS) pour lutter contre le VIH-SIDA. Elles jouxteront également les annonces de mariage et de décès, de combats de lutte - le sport national - et les magazines destinés aux ménagères.

À première vue, cette activité peut sembler paradoxale. D'une part la radio communautaire valorisant la langue, la culture, les valeurs, les problématiques locales selon une ligne de conduite propre et d'autre part, une existence rendue possible en grande partie grâce à des fonds internationaux (Organisations Non Gouvernementales (ONG), aides au développement), et engendrant la participation à des réseaux internationaux et/ou transculturels. Ce paradoxe, qui oppose le très local (les diverses communautés de Dakar) au très global (les multiples agences gouvernementales de coopération, les fonds de développement alloués par les grandes institutions transnationales (UNESCO, Union Européenne, etc.) est manifeste de l'ordre mondial contemporain et du statut des radios communautaires comme outil du développement. Ce paradoxe ou tension est au cœur d'une réflexion sur la mondialisation¹, cet ordre mondial multipolaire post-Guerre Froide. L'émergence d'organismes et d'institutions de développement au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale et/ou le renforcement de nombreuses ONG à travers le déploiement drastique de l'industrie du développement comme priorité des institutions internationales à partir des années 1990 sont des manifestations de cette mondialisation (Lewis 2001, 29-33; Mattelart 2005, 49).

¹ Nous userons en français du terme « mondialisation » et non « globalisation » pour mettre en avant les enjeux culturels plus qu'économiques de ce phénomène, distinction qui est faite dans l'usage francophone du terme. Néanmoins, nous conserverons le terme « globalization » dans les citations en anglais, renvoyant toujours aux aspects plus culturels qu'économiques, bien que les deux soient souvent intimement liés.

Dans un article sur les formes de communication interculturelles dans le contexte mondialisé, le sociologue Claudio Baraldi explique que le phénomène de

Glocalization is the result of a systematic intercultural communication, involving participants socialized in differently structured societies. It is produced by a communicative confrontation between specific cultural forms of differently structured societies (...) Globalization exists only in specific forms of intercultural communication, giving empirical evidence to the phenomenon called glocalization (Baraldi 2006, 54-55).

Les radios communautaires dakaroises illustrent doublement les principes énoncés par Baraldi. En effet, la communication interculturelle s'articule dans un premier temps à travers le dialogue entre les professionnels des ONG et ceux des radios et dans un deuxième temps, elle se cristallise à travers l'activité même des radios. Ainsi, les radios communautaires de Dakar deviennent ces « formes spécifiques » (*specific forms*)² de la mondialisation, de ce paradoxe apparent créant des tensions entre des espaces et des cultures appelé : la *glocalization*³. Mais ce type de relations n'est né ni avec les radios communautaires, ni avec l'industrialisation du développement. Il s'inscrit dans le contexte sénégalais, dans une continuité historique.

La radio n'est pas une technologie africaine. Elle est technologie importée par et pour le pouvoir colonial (Ojebode and Akingbulu 2009, 204-205; Péricard 2003, 14-15). Ses manifestations contemporaines sur le continent sont le résultat d'une rencontre, d'une appropriation du média. Utilisée à partir de 1911 au Sénégal comme outil militaire par le pouvoir colonial, elle ne commence à émettre des bulletins de nouvelles - souvent des

² Toutes les traductions sont libres lorsqu'elles ne sont pas autrement référencées.

³ Ce terme émerge dans le contexte des entreprises japonaises comme une « contraction de *global* et *local* » qui propose un modèle de production et de distribution dans lesquels interagissent trois niveaux préalablement considérés comme « imperméables l'un à l'autre », à savoir « le local, le national, l'international » (Mattelart 2004, 99). Le terme sera ensuite largement repris pour décrire les phénomènes de mondialisation tels que définis par Claudio Baraldi.

rediffusion de l'AFP (Agence France Presse) ou de Radio Paris - qu'à partir de 1939 avec la création de Radio Dakar (Tudesq 2002; Dia 2002, 6).

En période coloniale, les télécommunications ont ainsi servi d'instrument de contrôle du territoire (...) Cette extraversion suit les lignes d'intérêt de l'exploitation des colonies et de leur administration. Ainsi se dessinent nettement des relations entre le centre métropolitain et les colonies périphériques sur le modèle de la dépendance (Kane 2008, 71-77).

En effet, la radio est avant tout un outil colonial qui sert de relais entre la métropole et la colonie tout en assurant la pérennité de la présence française. Jusqu'en 1962, les postes de radios sont concentrés à Dakar, dans les milieux bourgeois, principalement des colons (Dia 2002, 6). Quelques postes se retrouvent disséminés en province chez des représentants du pouvoir colonial. Jusqu'en 1957, le contenu est strictement métropolitain. Le service des PTT du Sénégal qui avait alors le monopole de la radiodiffusion transfère cette compétence à la Société de Radiodiffusion de la France d'Outre Mer (SORAFOM) qui dirigea le service de radiophonie nationale en devenir (Dia 2002, 6). En 1959, le service d'information passe sous la tutelle du ministre de l'intérieur et de l'information, pour la première fois un sénégalais. Radio Sénégal devient à l'Indépendance, en 1960, la radio d'État. Le contrôle colonial passe la main à l'État sénégalais. En 1962, l'élimination de la taxe sur la radio (Dia 1987, 165) permet d'augmenter le nombre de postes sur le territoire. La même année, cent cinquante centres d'écoute collective sont ouverts dans plusieurs régions du pays (Dia 2002, 8). Bien que l'accès se généralise peu à peu, le contenu demeure à 90% en français avec quelques productions, principalement sur des sujets historiques en langues nationales⁴ (Dia 2002, 8). Il faudra attendre les années 1990 et l'avènement des radios privées et

⁴ Le français est la « langue officielle ». Les autres langues pratiquées au Sénégal sont appelées « langues nationales ».

communautaires pour que le contenu en langues nationales devienne plus important. Le monopole de la radio par l'État est altéré par l'écoute, surtout dans la région de Dakar, de stations régionales⁵ (Radio Mali, Radio Mauritanie, Radio Guinée) qui participent à l'animation d'un débat sous-régional et de crises politiques (Paye 2002). Le monopole de la radio d'État est également contourné par les radios internationales (Tudesq 2002, 12). Le rapport des populations à la radio est, jusque dans les années 1990 un rapport d'écoute passive d'une voix qui n'est pas la leur. Leurs modes d'expression (langues et médias traditionnels) ne sont pas représentés. La radio est avant tout un outil de pouvoir exogène aux populations.

Il en va des systèmes de communication comme de l'État précolonial en Afrique. Se développant auparavant selon un processus organique, quoique ouvert sur d'autres influences régionales, ils sont fondamentalement extravertis par l'expérience radicale de *contact* que constitue la colonisation et qui y transpose des institutions (l'administration coloniale) et des infrastructures (de télécommunications) répondant à un univers symbolique complètement différent (Kane 2008, 71).

L'importation des technologies telle que la radio et la masse de savoir, de modèles et de règles qui l'accompagnent participe de cette « expérience radicale de *contact* (...) [qui répond] à un univers symbolique complètement différent ». La tradition orale rencontre une technologie de l'oral qui n'est pas sienne, mais que les pratiques culturelles vont s'approprier.

The effects of media technology and representations can only be understood in relation to live, home-grown popular traditions and the long history of local appropriations, invasions and adaptations of imported media genres (Barber 2009, 4).

⁵ Le terme « sous-région », largement utilisé au Sénégal et que nous reprendrons à plusieurs reprises renvoie aux autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

Se met en place une dynamique singulière, ancrée dans la rencontre entre deux discours au travers de l'extraversion: la tradition et la modernité. Le concept d'extraversion permet de comprendre les manifestations locales d'influence ou d'importation étrangère, particulièrement dans ce contexte post- Indépendance.

« L'extraversion consiste à épouser des éléments culturels étrangers en les soumettant à des objectifs autochtones⁶ » (Bayart 1996, 80). L'état nouvellement indépendant s'est approprié la radio comme outil de diffusion de son point de vu et de contrôle du débat public, reprenant les tenants et aboutissants de l'usage colonial de la radio. L'extraversion se manifeste doublement dans le contexte de la radio communautaire au Sénégal.

S'inscrivant dans la « longue durée » de la radio en Afrique, elle est présentée comme l'outil idéal pour épouser l'oralité, ou la moderniser, alliant une technologie exogène à des expressions culturelles endogènes. De plus, la radio communautaire permet l'accès à l'information pour tous, alphabétisés ou pas. Elle demeure une technologie relativement peu onéreuse aux infrastructures légères. D'autre part, la qualification « communautaire » de la radio en tant qu'outil oral permet de légitimer son usage auprès des populations analphabètes dans le but de les intégrer au débat public, les initiant à la démocratie, modèle politique occidental. S.T. Kwame Boafo, alors membre du conseil exécutif du secteur Information et Communication de l'UNESCO, recense plusieurs aspects qui participent des stratégies de communication participative pour le développement dans le contexte africain et rappelle la nécessité d'allier « les médias traditionnels (théâtre, danse, chanson, contes, etc.) » aux « TIC (Technologies de l'Information et de la

⁶ Le terme d'« autochtone » est ici à comprendre dans sa définition originelle comme « personne originaire du pays qu'il habite, dont les ancêtres ont vécu dans ce pays » (dictionnaire Larousse) et non pas comme référant aux populations des premières nations selon l'usage québécois.

Communication) (...) à travers des plateformes communautaires et participatives (radios communautaires, CMC⁷, groupes de médias locaux) » (Kwame Boafo 2006, 44). Le milieu du développement perpétue l'extraversion par l'usage de technologies exogènes pour les populations, ces dernières doivent dès lors en faire leur propre outil de pouvoir. Comprendre la place des radios communautaires dans la société sénégalaise revient aussi à s'interroger sur le rapport du peuple à l'autorité. Malgré un rapport ambivalent, la radio demeure, pour les raisons énoncées précédemment, le média le plus approprié pour toucher la majorité des sénégalais et leur permettre d'exprimer leurs différentes cultures (Ojebode and Akingbulu 2009, 207-210).

Ma réflexion porte sur les rapports de pouvoir, les enjeux auxquels se confrontent les radios dans leur existence quotidienne, la dynamique qui anime leur activité, le sens qu'elles prennent dans la sphère sociale dakaroise et sénégalaise contemporaine.

Autrement dit, j'aimerais définir la radio communautaire dakaroise dans ce qu'elle est de catalyseur social, de lieu exemplaire de dynamiques spécifiques, d'un « local » entrepris par un « international » historique, financier et relationnel.

Dans le chapitre 1, nous nous interrogerons sur les enjeux méthodologiques et théoriques de notre recherche dans le but de mettre en place une approche consistante et éthique.

Nous exposerons notre démarche lors du travail de terrain effectué de septembre à décembre 2009 à Dakar. Dans un deuxième temps, nous ferons un état des lieux exemplaire, mais non exhaustif de la littérature sur les radios communautaires dans le contexte africain et plus spécifiquement ouest africain et sénégalais pour en dégager les

⁷ Les CMC, Centres Multimédia Communautaires sont le résultat d'une initiative de l'UNESCO. Initiés en 2001, ils cherchent à « renforcer l'acquisition de capacités et compétences par les communautés, et agit en faveur de la réduction du fossé numérique, en associant la radio de proximité avec l'Internet et les technologies associées » (UNESCO 2005).

principales tendances. Enfin, nous exposerons notre positionnement par rapport à ladite littérature afin de formuler la problématique du présent mémoire.

Partant de la constatation que les partenaires d'appui sont omniprésents dans le milieu des radios communautaires dakaroises depuis leur création, nous développerons un certain nombre d'exemples dans le chapitre 2, montrant les dynamiques d'ambivalences et zones de tension qui émergent des différentes priorités et centres d'intérêts en jeu.

Nous ferons un historique de la diversification des médias au Sénégal, période qui coïncide avec l'adoption massive de techniques de communication pour le développement par les bailleurs de fonds. Dans un deuxième temps, nous aborderons les situations problématiques de la dépendance financière, de l'investissement démocratique, des formations et séminaires et de la négociation d'un nouveau cahier des charges. Enfin, nous discuterons les implications de telles situations pour les radios communautaires vis-à-vis des figures d'autorité que sont les partenaires et l'État.

Dans le chapitre 3, nous questionnerons les enjeux de l'extraversion dans le milieu des radios communautaires dakaroises. Prenant pour exemples des situations quotidiennes de compromis (choix de partenaires, établissement de la grille de programmes, assurance de l'ancrage communautaire), nous verrons comment les radios communautaires développent des pratiques récurrentes de concession, faisant finalement du compromis leur mode d'action, au sein d'un processus d'appropriation de multiples influences. Nous discuterons ensuite ce mode d'action en relation à l'extraversion pour les mettre en perspective par rapport aux états de dépendance et d'autonomie.

Chapitre 1 - DU PARADOXE À LA COMPLEXITÉ. COMMENT REPRÉSENTER LES RADIOS COMMUNAUTAIRES DAKAROISES?

La notion générique de colonisation subsume une très grande variété de situations historiques. Mais, dans tous les cas, le régime colonial est allé de pair avec une forte mobilisation des sociétés qu'il avait soumises, soit que ses politiques publiques aient coïncidé avec des stratégies autochtones et aient été en quelque sorte portées par celles-ci, soit qu'elles les aient contredites et aient suscité des résistances plus ou moins directes. La réponse des sociétés africaines au « big bang » colonial a également différé d'un groupe social à l'autre, ou d'une région à l'autre, au gré des intérêts en jeu et des contingences de l'événement. Tant et si bien que la relation antagonique d'altérité radicale entre le colonisateur et le colonisé, que mettent en exergue la critique intellectuelle de l'impérialisme et le combat politique lui-même, se brouille inévitablement aux yeux de l'analyste. La mise en dépendance, puis l'occupation des sociétés africaines ont procédé par petites touches, par glissements successifs, par le biais d'alliances instables autant que par la méta violence de la conquête.
(Bayart 1999, 100)

1.1 - La recherche de la méthode

Dans un article publié en 1986 dans *Writing Culture. The Poetics and Politics of Ethnography*, George E. Marcus énonce l'idée que l'ethnographie n'appartient pas qu'à la seule discipline anthropologique, prônant une transdisciplinarité tant du point de vue des méthodes que des outils théoriques au sein des sciences sociales.

What the appropriate facts of social theory are and how to represent them combining both interpretation and explanation is thus a current topic of widespread interest that can be posed rhetorically and repetitively in theoretical discourse, but can only be pursued in the doing of fieldwork and the writing of ethnography. This is why ethno - hitherto widely viewed outside anthropology as marginal in both its practice (mere description) and its subject matter (the primitive, the exotic, alien other) – has been appropriated by a number of fields that sometimes recognize anthropology's labor in this vineyard and sometimes do not (Marcus 1986, 167).

Cet ouvrage majeur dans la remise en question des approches ethnographiques classiques offre de nouvelles possibilités méthodologiques qui encouragent la transdisciplinarité et l'adaptation de la méthode en fonction du sujet d'étude. Dans ce premier chapitre je décrirai ma démarche méthodologique et théorique autour de trois axes : 1) la méthodologie de terrain; 2) l'approche théorique et 3) la retranscription des données de terrain. Ces trois aspects m'apparaissent intimement liés autour d'une éthique de la recherche, à savoir une cohésion entre la méthode, l'approche et le rendu. Le souci de fidélité dans la représentation de la réalité culturelle conduira ma réflexion sur les enjeux méthodologiques de ma recherche.

1.1.1 - Le choix du travail de terrain

Lorsque je présentais mon projet de recherche incluant une étude sur le terrain aux premiers temps de ma démarche, la réaction et les conseils que j'obtenais me poussaient toujours vers l'ethnographie comme méthode. Étant alors très fortement attachée au paradigme post ou néo-colonial que mon sujet implique, je rejetais la possibilité que mon travail puisse être d'ordre anthropologique, ne distinguant alors pas la méthode de la théorie. Je considérais qu'une étude similaire sur les radios communautaires québécoises, par exemple, n'aurait pas nécessairement impliquée de telles orientations théoriques et méthodologiques. Le travail sur le terrain me semblait indispensable pour des raisons bien différentes. Premièrement, l'absence de documentation sur le sujet rendait le déplacement nécessaire. La communication à distance n'était, de plus, pas une option envisageable. D'abord parce que l'accès des radios à Internet est incertain (matériel

vétuste, délestage⁸), puis parce que le caractère oral de la culture sénégalaise confère au fait de se voir, de se rencontrer, de se parler, d'« être ensemble »⁹ une qualité indispensable à l'existence de toute relation. La motivation première de mon déplacement était donc liée à des raisons pratiques d'une part et culturelles de l'autre. Je ne pouvais envisager prétendre représenter ces radios – en autant que ce mémoire soit considéré comme une représentation d'une partie de leur réalité – sans les avoir rencontrées, sans m'être imprégnée, même peu, de leur quotidien, de leur culture, de leur environnement. De plus, les dynamiques relationnelles qui m'intéressaient ne pouvaient se simplifier à l'étude des programmes ou des politiques de développement. Il fallait rencontrer les gens qui participent à l'existence de ces programmes sur le terrain, ceux qui cristallisent les rapports de force engendrés par la mise en place de politiques à un niveau beaucoup plus global dans une réalité très locale (Escobar 1984-1985, 386). Ainsi, j'allais devoir faire de l'ethnographie au sens de retranscription de données culturelles, n'appelant pas nécessairement d'approche exclusivement anthropologique, ces données se manifestant sous la forme d'entretiens dans mon cas. Au moment de la préparation de mon séjour, je me suis beaucoup interrogée sur la possibilité d'effectuer une recherche active ou d'action (*action research*), mais après avoir considéré le temps disponible et les implications éthiques d'une telle recherche, j'ai préféré me concentrer sur la forme plus classique des entretiens. J'avais eu l'occasion de me rendre à Dakar au printemps 2008 avec l'association française Radio Sans Frontière (RSFradio), spécialisée dans la formation et l'accompagnement de radios communautaires francophones. Nous avons

⁸ Expression populaire au Sénégal pour identifier les coupures d'électricité très fréquentes, particulièrement durant l'hivernage, la saison des pluies allant de mai à octobre.

⁹ Expression populaire au Sénégal qui signifie « être du même côté, être solidaire ».

effectué des rencontres avec les radios ayant bénéficiées des programmes de formation de RSFRadio en 2006 afin de faire un point bilan sur les bénéfices et les manques de ces expériences passées. Parallèlement, nous récoltions des sons en français (reportages, émissions thématiques, etc.) auprès de ces radios que nous rétribuions pour les droits d'auteur. Je ne voulais, par conséquent pas ajouter de confusion en utilisant une méthode de recherche active dans laquelle les rôles de chercheur ou de membre d'une association partenaire auraient pu devenir problématique. Je choisis donc la forme d'entretiens semi-structurés.

1.2 - Les entretiens

Je me suis rendue de septembre à décembre 2009 à Dakar afin d'effectuer les entretiens qui seront, tout au long de ce mémoire, la source principale de connaissance et d'inspiration. J'ai choisi d'effectuer des entretiens semi-structurés afin de laisser la possibilité à de nouveaux sujets d'être abordés au cours des échanges, en fonction des réponses des intervenants, tout en respectant un canevas, non pas sous forme de questionnaire, mais selon des thématiques prédéterminées.

1.2.1 - L'objet détermine la méthode

Le choix de la seule ville de Dakar pour mon étude est lié à plusieurs raisons. La dynamique qui m'intéressait était celle de l'interaction entre les radios et leurs partenaires occidentaux. Dakar, ancienne capitale de l'Afrique Occidentale Française (AOF), de 1902 à 1958¹⁰ a conservé de l'époque coloniale une forte concentration de présence

¹⁰ L'AOF est créée en 1895 avec comme capitale St Louis. Le transfert politique et économique se fait à Dakar en 1902. En 1958, suite à un référendum, l'AOF est abolie pour laisser place à la future Communauté française. L'Indépendance du Sénégal sera proclamée le 20 juin 1960.

occidentale. De la période coloniale, Dakar a également conservé le caractère de capitale sous-régionale, anciennement l'AOF, s'étendant aujourd'hui à la totalité des états d'Afrique de l'Ouest. Ainsi, la majeure partie des sièges des institutions transnationales et des ONG se trouve à Dakar qui compte environ 20% de la population du pays et concentre la majeure partie de l'activité économique (United Nations 2007). À ceci s'ajoute le peu de littérature sur les radios communautaires urbaines. En effet, la plupart des études effectuées ou des textes rapportant des expériences de radios communautaires prennent comme exemple le milieu rural, la radio communautaire devenant très vite synonyme de radio rurale (Aw 1992; Da Matha 2001; Ilboudo 2000; Ilboudo 2003; Manyozo 2009; Myers 1998; Myers 2000; Paye 2002, 477; Tudesq 2002)¹¹. Cette tendance est certainement due d'une part à l'émergence des premières radios rurales et de la réflexion sur leurs activités dans les années 1940-1950¹². Une autre raison qui pourrait permettre de comprendre le peu d'intérêt pour les radios communautaires urbaines serait celle de la forte concentration des médias dans les zones urbaines (Manyozo 2009, 18-19). Les radios communautaires urbaines ne sont à ce titre pas exemplaires des « communautés marginalisées » selon un critère spatial et de très forte centralisation des infrastructures. Ainsi, elles passent inaperçues, noyées dans le trop plein médiatique au contraire de leurs sœurs rurales, exemplaires du paysage médiatique et porteuses de projets de développement à l'extérieur de la capitale. Pourtant, les radios communautaires

¹¹ La mise en place du CIERRO (Centre Interafricain d'Études en Radio Rurale de Ouagadougou) au Burkina Faso en 1974 cristallise l'importance donnée en premier lieu aux radios rurales (Da Matha 2001; Manyozo 2009). Voir Fig.1.

¹² Les premières expérimentations de radios intégrant les populations locales dans le processus de production prennent d'abord la forme de « Farm Broadcasting » ou « Farmcasting » dans les pays anglophones (Manyozo 2009, 6) et n'apparaîtront dans certains pays francophones que plus tard, ceux-ci préférant le renforcement des services publics avec, en terme de projets participatifs, des projets comme ceux des clubs d'auditeurs (Bonin and Opoku-Mensah 1998, 12; Gaba 1985; Leyris 2005; Robert, s.d.; Robert 2007).

urbaines sont fascinantes de par justement cette position particulière qui les mènent à négocier au quotidien les nombreux enjeux liés à la fois à leurs communautés et au paysage médiatique plus large. Au Sénégal, les radios rurales et urbaines ont émergé à peu près en même temps à partir du milieu des années 1990 (nous fournirons un historique précis de ces émergences dans le chapitre 2). Étant donné l'angle de lecture qui m'intéressait par rapport aux radios, à savoir l'apparent paradoxe de la production très locale mise en contraste par rapport à un financement et un soutien originaires d'institutions très globalisantes, les radios de Dakar me sont apparues exemplaires de l'interaction entre ces instances, de la glocalisation dont elles sont manifestes. En effet, elles sont au premier plan lorsqu'ils s'agit de négociation avec les bailleurs de fonds, le gouvernement, les ONG, mais aussi dans les dynamiques de création et renforcement de réseaux, elles sont au cœur d'un dialogue interculturel.

1.2.2 - Retour sur la rencontre avec un milieu

Je pensais effectuer des séries de deux entrevues par personne sur trois thématiques : 1) la place de la radio communautaire dans la communauté, 2) le type de programmes de soutien auxquels participent les radios, 3) l'opinion des praticiens de la radio sur leur relation avec les partenaires particulièrement les intervenants occidentaux. Dans un deuxième temps, je pensais m'entretenir avec les partenaires cités par les radios et les interroger de la même façon sur le type de programmes offerts, les conditions de mise en place et la nature de leurs relations avec les radios. C'est ainsi que je choisis de recontacter dans un premier temps trois des radios rencontrées lors de mon séjour en 2008 : Afia FM, Manoore FM et Oxy-jeunes. Je pensais les rencontrer pour qu'elles me mènent à leurs partenaires. Je ne parviendrais pas à effectuer les entretiens sur la base des

deux fois trois thématiques. En revanche, le choix de pratiquer des entretiens semi-structurés me permettra de 1) laisser l'espace nécessaire aux ajustements de la communication interculturelle et 2) laisser l'espace nécessaire à l'apparition dans la conversation de thématiques et informations que je n'avais pas anticipées. De plus, le fait de n'avoir volontairement contacté que les radios au préalable m'a permis de vérifier l'existence d'un réseau dynamique aux nombreuses ramifications. Mon projet initial de me concentrer sur trois radios s'est modifié une fois sur le terrain. En effet, en l'espace de trois mois, j'ai pu rencontrer des praticiens ou journalistes, directeurs, techniciens des radios qui m'ont mis en contact avec des consultants, formateurs et gestionnaires de projets dans des ONG et organisations spécialisées dans le développement des médias ou médias pour le développement, qui eux-mêmes m'ont permis de m'entretenir avec de hauts fonctionnaires des agences gouvernementales de régulation et des ministères (voir annexe 1 pour la liste détaillée des personnes interviewées). Ce réseau de personnes qui n'a pas été choisi sur une base échantillonnaire, mais bien par « réseautage » m'a permis de couvrir une grande partie des acteurs présents dans ce milieu. Les entretiens se déroulèrent comme une exploration de milieu et non pas par une étude de radios en particulier, chaque rencontre me révélant de nouvelles informations sur son fonctionnement et ses dynamiques et me donnant de nouveaux contacts. Un milieu prenait forme au fur et à mesure des rencontres.

Les thématiques abordées lors des entretiens demeurèrent celles que j'avais escomptées, s'affinant et se précisant au fur et à mesure de ma prise de connaissance avec le milieu (voir annexe 2 pour détail des thématiques abordées). Trois types de questions s'alternaient, structurant les entretiens et rythmant les discussions : 1) des questions

d'ordre informationnel, pratique, d'appoint, de détail sur le fonctionnement des radios, des institutions, des programmes de soutien; 2) des questions de fond, d'opinion, de synthèse permettant d'obtenir le point de vue de mes interlocuteurs, mais également de recouper et vérifier des informations; 3) des commentaires dans lesquels j'exprimais mes impressions, où je me permettais de synthétiser des informations recueillies ailleurs afin d'éprouver l'opinion de mon interlocuteur sur la question. Très vite, je me rendais compte de ma tendance à articuler les questions de façon trop académique, et également à tirer des conclusions trop hâtives afin de conformer les dires de mes interlocuteurs à mes hypothèses de recherche. Je tâchais alors d'affiner mes questions et surtout de tirer le moins de conclusions possibles, finalement de « comprendre » le moins possible, mais plutôt de récolter les dires, les contradictions, les tensions, les non-dits, les silences, les informations, bref de m'imprégner d'un discours, d'une pratique, d'un milieu, d'une culture. Ce ne sera qu'au stade de la transcription que je prendrais la distance nécessaire qui me permettra d'articuler la complexité du milieu et de finalement choisir comme angle de description les dynamiques entre sphères d'influences et composition de compromis comme signe d'autonomie.

Ces entretiens m'ont également permis d'obtenir un certain nombre de documents produits à l'interne des organismes et radios. Ils feront partie des sources exploitées dans ce mémoire et seront listés en annexe 3, sauf lorsque les organismes ont jugé nécessaire de conserver l'anonymat.

1.3 - Littérature

1.3.1 - Un outil de la communication pour le développement : les radios communautaires

La littérature sur les radios communautaires africaines et sénégalaises s’inscrit dans le champ plus large de la communication pour le développement, champ appartenant à la communication internationale, issue d’une approche mêlant relations internationales et études des médias.

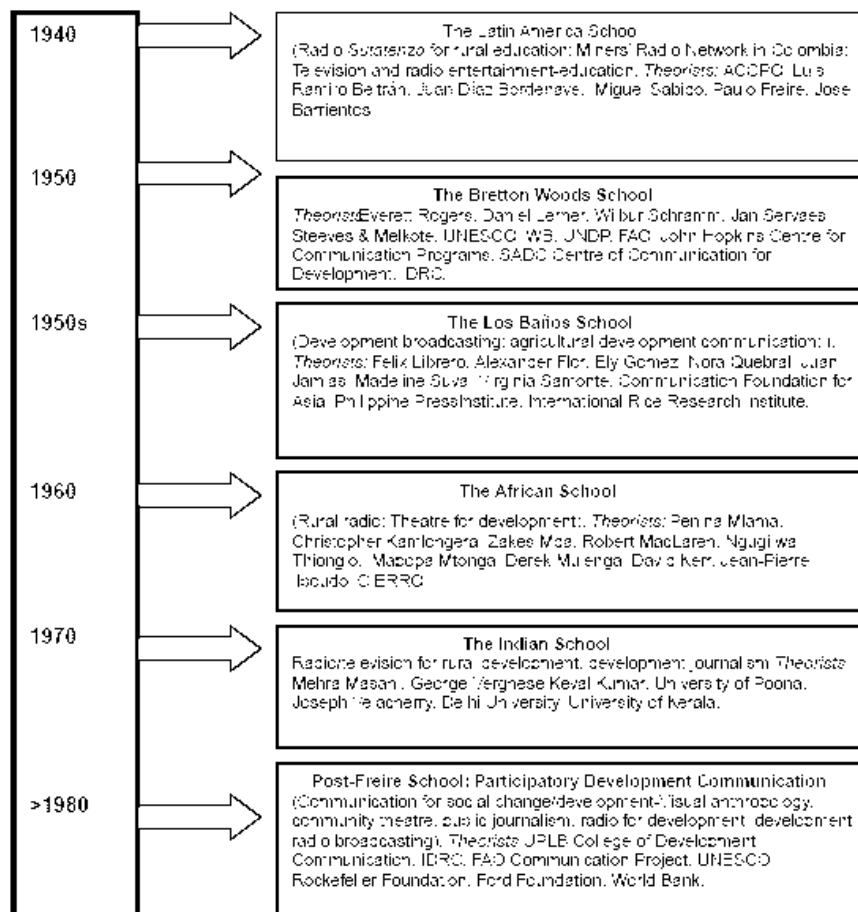


Figure 1 Mapping Out the Emergence of Development Communication.

Figure 1 – Sources de la littérature de la communication pour le développement.

(Manyozo 2006, 80).

Ce schéma met en avant les différentes sources et inspirations de la communication pour le développement, portées à la fois par des chercheurs, des fondations et/ou des organismes de développement et de pratiques de terrain à la fois endogènes aux populations bénéficiant des outils de communication et du développement ou étant à

l'initiative des organismes de développement. À ce propos, certains auteurs ont dénoncé l'absence de reconnaissance des origines variées de l'approche de la « communication pour le développement » au sein de l'industrie du développement dominée par les institutions de Bretton Woods (Manyozo 2006, 87-94-95; Lewis 2001). Néanmoins, l'origine du terme « communication pour le développement » provient d'un groupe de chercheurs de l'UPLB (University of the Philippines Los Baños) - College of Agriculture comprenant entre autre Nora Quebral, auteure du *Manifesto for Development Communication* (Manyozo 2006), source rarement référencée par les publications occidentales sur le sujet énonçant pourtant les jalons de ce champ d'études et de pratiques (Quebral 1972/73).

Nora Quebral (...) among others [was] the first to use the term 'development communication' in reference to an organized and systematic art of 'human communication applied to speedy transformation of a country and a mass of its people from poverty to a dynamic state of economic growth' so as to achieve 'greater social equality' (Manyozo 2006, 84).

La communication pour le développement, nouveau champ d'études et de pratiques trouva son ancrage premier dans les études agricoles, le journalisme rural pour le développement et la mise en place d'émissions éducatives (Manyozo 2006, 87).

Parallèlement, cette dimension du « développement alternatif » prend en considération le savoir local comme base d'appui, prenant le contre pied des approches développementalistes classiques.

Part of alternative development logic is that as development is people-centred, genuine development knowledge is people's knowledge and what counts is local rather than abstract expert knowledge » (Pieterse 2010, 91).

La représentation qui prédomine dans la littérature sur le sujet des radios communautaires est celle de l'objet de et pour le développement, en position constante d'utilité, mais très peu ancré culturellement. Les pratiques et la théorisation de ces pratiques vont de pair, faisant écho à la dimension utilitariste de la théorie du développement et par conséquent des outils qu'elle développe (Pieterse 2010). La radio, en tant que technologie « moderne » est signe de développement, elle participe à combler la fracture numérique tout en donnant la parole aux communautés, les investissant ainsi de leur propre développement (UNESCO 2008).

Au centre de cette conception linéaire de sortie du sous-développement [conception de l'histoire comme une succession de paliers vers le développement] trône le média comme vecteur des modèles de la modernité (...). La culture dite traditionnelle ne commence son intégration à l'archétype qu'en satisfaisant aux standards minima d'exposition aux médias : dix exemplaires de journaux, cinq appareils de radio, deux téléviseurs, deux sièges de cinéma pour cent habitants. Dans les programmes d'action de l'UNESCO, le concept de communication va prendre l'ascendant sur celui de culture, alors qu'il ne figure même pas dans le sigle de l'institution (Mattelart 2005, 49).

Quelques études de cas sur le Nigéria, l'Afrique du Sud, le Mali ou l'Afrique de l'Ouest en général (AMARC 2008; Mhlanga 2009; Myers 2000; Myers 1998; Ojebode and Akingbulu 2009) nous informent sur les spécificités de ces radios dans des contextes culturels particuliers certes, mais la radio communautaire demeure majoritairement comprise comme un outil de communication pour le développement et non pas comme permettant l'affirmation culturelle. Plusieurs sources de littérature appuient cette représentation des radios communautaires comme outil de développement plutôt qu'acteur culturel dans le contexte africain et plus particulièrement sénégalais. Nous tâcherons d'en faire un panorama non exhaustif, mais exemplaire selon les catégories

suivantes : 1) la littérature émanant des organismes spécialisés, souvent partenaires et organismes de soutien aux radios communautaires et 2) la littérature académique qui s'articule autour de deux axes de compréhension, entre communication pour le développement et un spectre plus idéologique autour de la question de la légitimité du développement.

1.3.2 - La littérature issue des organismes d'appui aux radios, des agences de développement ou d'institutions internationales

Il émane des bailleurs et organismes de soutien une littérature pratique, sous forme de manuels à usage des praticiens de la radio communautaire. Ces manuels y déclinent les différents savoir-faire nécessaires à la pratique de la radio : l'ancrage dans la communauté, la mise en onde, la programmation, le recrutement de l'équipe, les instances de gouvernance, le matériel, la formation, les études prospectives d'audience, les sources de financement, la budgétisation, la maintenance, le lien avec les autres technologies de l'information et de la communication (TIC), les formats radiophoniques (témoignage oral pour le documentaire, débat, magazine, reportage, etc.), les relations avec les autorités gouvernementales (AMARC 2000; Deflander and Sané 2006; Brosseau et Soncin 1998; Traoré Abdoulaye 2006; Traoré Mamadou Hady 2006)¹³.

Des études émanant de ces mêmes organismes permettent d'obtenir des informations relativement précises sur les situations nationales, les cadres législatifs (AMARC 2008, 52-62). Les auteurs sont parfois des acteurs de la radio communautaire¹⁴. Cette littérature

¹³ Voir page consacrée à ces manuels sur le site de l'AMARC : <http://amarc10.amarc.org/index.php?p=Manuels&l=FR>

¹⁴ Les auteurs des pages sur le Sénégal dans *L'empouvoirement citoyen pour la bonne gouvernance à travers la radio communautaire en Afrique de l'Ouest. Cadres législatifs et réglementaires* sont Daouda

regorge d'informations factuelles et précises, elle est certainement la mieux renseignée car émanant de personnes sur le terrain (Bonin and Opoku-Mensah 1998). Néanmoins, elle demeure assez peu critique sur ses pratiques et ses objectifs. L'ensemble des publications des organismes de soutien aux radios communautaires fait état de la réalité de ces radios, de leur nécessité et de leurs manques, mettant en avant les atouts de la radio communautaire pour le développement des communautés.

D'autres publications émanant des mêmes organismes mettent en lien la mise en place de programmes de développement et la recherche. Par exemple, le Centre de recherche pour le développement international (CRDI), organisme d'état canadien¹⁵, organise en février 1995 une rencontre entre universitaires et praticiens sur la communication participative pour le développement en Afrique de l'Ouest. S'en suit une publication faisant état des réflexions menées sur la question pour établir les futurs enjeux (Bessette and Rajasunderam 1996). Les thématiques abordées tournent autour des pratiques participatives, de l'éducation populaire ou non-formelle, de la place des femmes dans ces mécanismes, de démocratisation. Ces problématiques se retrouvent ensuite dans les programmes des organismes de soutien aux radios communautaires qui sont une autre source d'information sur les radios communautaires. Il ne s'agit plus de « publications » au sens strict. Ce type de document renseigne néanmoins sur les objectifs précis des programmes, tout en donnant à voir le discours officiel sur ce que doit être la radio

Gueye, actuel coordonnateur général d'Oxy-jeunes, Omar Seck Ndiaye, ancien directeur d'Oxy-jeunes et Babacar Diouf, directeur de Ndef Leng, radio communautaire seereer de Dakar (AMARC 2008).

¹⁵ Le mandat de cet organisme est d'« aider les pays en développement à se servir de la science et de la technologie pour trouver des solutions viables aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux auxquels ils font face. L'appui du CRDI sert en particulier à consolider les capacités de recherche locales afin d'appuyer les politiques et les technologies susceptibles de contribuer à l'édification, dans les pays du Sud, de sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères » (http://www.idrc.ca/fr/ev-8513-201-1-DO_TOPIC.html).

communautaire. Dans ses brochures disponibles en ligne, la RNTC par exemple, radio internationale néerlandaise, décline les fonctions de la radio communautaire en Afrique selon les objectifs suivants :

Favoriser un large dialogue et la démocratisation; promouvoir le développement et le progrès social; instaurer la diversité des voix et d'opinions à l'antenne; refléter et promouvoir l'identité et la culture locales; offrir une diversité de programmes et de contenus; encourager le rôle de la société civile; stimuler la bonne gouvernance; encourager la participation, le partage de l'information et l'innovation; donner la voix à ceux qui en sont privés; contribuer à l'établissement de la paix et la reconstruction (RNTC, s.d., 5-6).

Ces objectifs font écho directement aux thématiques abordées par les canadiens en 1995, ce qui permet déjà de comprendre les liens discursifs entre les agences de recherche pour le développement et les organismes de soutien sur le terrain. La RNTC a mis en place en 2000 un programme, Informorac, qui est le principal prestataire de formations techniques pour les radios communautaires sénégalaises¹⁶. Volontairement, je ne distingue pas les origines de ces organismes pour montrer l'importance de l'harmonisation internationale du discours autour de la question des radios communautaires plus que l'imposition de visions culturelles particulières. Les entretiens confirmeront cette idée selon laquelle les partenaires ont une vision relativement similaire de ce que devrait être la radio communautaire. Viennent ensuite des ouvrages de réflexion dans certains organismes, mais ils se font rares. Enda Graf est un exemple d'ONG qui mène de front des programmes et une réflexion sur ses actions (Enda Graf Sahel 2001; Enda Graf Sahel

¹⁶ Site Informorac : <http://www.informorac.org/index.php>

2005)¹⁷. Il nous semble essentiel de mettre cette littérature en avant, bien que peu abondante, de part le haut caractère réflexif qu'elle détient. Les ouvrages d'Enda Graf sont, à ce titre, exemplaires d'une réflexion de fond qui a orienté au fil des années les politiques et programmes inédits de cet organisme. De la même façon, les publications de l'IPAO¹⁸, avec *Médi@ction, le Bulletin trimestriel sur les enjeux des médias en Afrique*, paru jusqu'en 2004, disponible en ligne et dont les nombreux articles sur le sujet nourrissent une réflexion sur les pratiques de la radio communautaire (IPAO 2001; IPAO 2003a; IPAO 2003b; Ngom 2004). L'AMARC, Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires se concentre sur la recherche action, publiant des études de terrain critiques en vue d'améliorer les conditions de production et d'existence des radios communautaires (AMARC 2007; AMARC 2008). S'ajoute ici les textes fondateurs de ces organismes, les manifestes et les définitions qui posent les jalons d'un idéal de la radio communautaire (aspect qui sera développé dans le chapitre 2).

Radio communautaire, radio rurale, radio coopérative, radio participative, radio libre, alternative, populaire, éducative. Si les stations de radio, les réseaux et les groupes de production qui constituent l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires se présentent sous une variété de noms, leurs profils et leurs pratiques sont encore plus variés. Certaines sont musicales, certaines sont militantes et certaines sont à la fois

¹⁷ Enda Graf est une des branches de l'ONG sénégalaise Enda Tiers Monde créée en 1972 comme programme conjoint du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, de l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification et de l'Organisation Suédoise pour le Développement International. Elle mène de très nombreux projets au Sénégal et depuis 1978 dans de nombreux pays du monde (pour plus de détails, voir le site Internet de l'organisme Enda Tiers Monde : <http://www.enda.sn/>). Elle fut entre autre à l'origine de la création de la radio Afia FM, une des radios étudiées. Elle abrite toujours les studios de la radio.

¹⁸ IPAO, Institut Panos Afrique de l'Ouest est une ONG créée en 2000 qui appartient au réseau international Panos et qui vise à « bâtir un espace démocratique de communication en Afrique pour le changement et la justice sociale ». L'Institut est un des acteurs les plus actifs auprès des radios communautaires dakaroises. Pour plus de détails, voir site Internet : <http://www.panos-ao.org/ipao/spip.php?rubrique1>

musicales et militantes. Elles sont situées tantôt dans des villages isolés, tantôt au coeur des plus grandes villes du monde. Leur signal peut être transmis dans d'autres parties du monde par ondes courtes. Certaines stations appartiennent à des groupes sans but lucratif ou à une coopérative dont les membres sont les auditeurs. D'autres appartiennent aux étudiants, à des universités, à des municipalités, à l'Église ou à des syndicats. Il existe des stations financées par des dons provenant de l'auditoire, par des agences de développement international, par la publicité et les gouvernements (AMARC 1995).

Community broadcasting is broadcasting which is for, by and about the community, whose ownership and management is representative of the community, which pursues a social development agenda, and which is non-profit. There should be a clear recognition, including by the international community, of the difference between decentralized public broadcasting and community broadcasting. The right of community broadcasters to have access to the Internet, for the benefit of their respective communities, should be promoted (UNESCO 2001).

La radio communautaire donne une voix à ceux qui n'en ont pas. Elle permet aux gens de s'exprimer et de faire connaître leurs opinions, leurs griefs, leurs idées aux décideurs. Pour stimuler le processus de démocratisation, il faut que les organisations de la société civile participent activement aux débats publics. La radio communautaire peut largement contribuer à établir le dialogue entre autorités locales, société civile et communauté (RNTC, s.d., 3-4).

1.3.3 - Littérature académique

Viennent ensuite des publications provenant uniquement de l'académie (dans les publications mentionnées précédemment, particulièrement les études et les dialogues praticiens-universitaires, les universitaires peuvent être présents, mais au nom des partenaires). Elles forment le champ de la communication pour le développement, regroupant des études appartenant au domaine des communications ou étude des médias et des études en développement (Vargas 1995, 257).

Cette littérature académique autour des radios communautaires en Afrique semble s'articuler le long d'un spectre qui les positionne plus ou moins vers les pôles « études de développement » ou « études des médias » d'une part et selon les pôles idéologiques de deux écoles de pensées majeures d'autre part, à savoir le développementalisme et les *critical development studies* (Pieterse 2010). Ainsi, aucun des textes rencontrés ne peut se revendiquer d'un puritanisme disciplinaire ou idéologique, mais chacun se positionne selon ces paradigmes, mettant toujours en avant l'étude de l'objet : la radio communautaire. S'articulent à partir de ces deux lignes directrices un ensemble de thématiques et de caractéristiques propres aux radios communautaires : l'approche participative (AMARC 2007, 26; Bonin and Opoku Mensah 1998, 8-24; Manyozo 2009; Myers 2000; RNTC, s.d.), la communauté (AMARC 2007; Manyozo 2009 : 2-4; Mhlanga 2009; Myers 2000; RNTC), le financement (AMARC 2007; Boulc'h 2008; Bonin and Opoku Mensah 1998, 16-24; Da Matha 2001; Manyozo 2009, 8-10-18; Tudesq 2002, 85), l'usage des TIC (AMARC 2007, 75; Bonin and Opoku Mensah 1998, 16-24; Da Matha 2001; Ilboudo 2003; IPAO 2004; IPAO 2008; Ngom 2004; UNESCO 2005; Tudesq 2002, 11-13), la démocratie (AMARC 2007, 56-63; AMARC 2008, 60-62; Diagne 2005; IPAO 2001; Myers 2000; RNTC, s.d.), l'éducation (AMARC 2007, 36-56; Diagne 2005; Tudesq 2002, 161-169), l'histoire du mouvement (AMARC 2008, 52-54; Bonin and Opoku Mensah 1998, 8-16; Diagne 2005; Mhlanga 2009; Myers 2000), l'oralité (Da Matha 2001; Diagne 2005), l'aspect technique (Bonin and Opoku Mensah 1998, 16-24; Tudesq 2002, 29-37), l'audience (Ilboudo 2000; Tudesq 2002, 197-281), l'évaluation (AMARC 2007, 12-19-87-94; Manyozo 2009, 13-15-17), les langues (IPAO 2003), les législations (AMARC 2007; AMARC 2008, 54-57; Diagne 2005; Manyozo

2009, 14). Les radios communautaires y sont toujours représentées comme des acteurs du développement. Les études varient sur les composantes, les défis, les enjeux, les finalités et les contextes. Ce lien avec le développement semble aller de soi de par la vision originelle des radios communautaires sur l'*empowerment*¹⁹ des communautés par la communication participative. La présence du deuxième spectre plus « idéologique » renvoie à une autre compréhension du développement : sa manifestation institutionnalisée. Dès lors, il ne s'agit pas seulement de la radio et de sa communauté, mais des rapports de force qui régissent l'existence de cette radio en tant qu'élément appartenant à l'industrie du développement. Une extrémité du spectre ignore l'existence de tout rapport de force (Ogan et al. 2009, 656; Pieterse 2010, 29) et ne voit en la radio qu'un outil pour obtenir une finalité (des résultats positifs ou une transformation) – participant d'une vision très déterministe du média et de ses effets - quand l'autre extrémité appréhende le média comme une imposition, une manifestation d'une présence oppressante, un écho au passé colonial, faisant du présent et du développement une manifestation néo-coloniale (Chae and Gwinn Wilkins 2007; Chakravartty 2007; Irogbe 2005; Leye 2007; Shafiul Alam Bhuiyan 2008; Winston 2007).

La dimension « participative » semble être néanmoins le point de rencontre de ces différentes tendances. Elle est mise en avant comme élément indispensable par les études « développementalistes » qui considèrent cette approche comme un mécanisme démocratique et d'amélioration économique.

Les *critical development studies* appliquées aux médias y voient quand à elles une option valide, non imposée, incluant la population locale et ses spécificités culturelles

¹⁹ Ce terme est souvent traduit par « empouvoirement », mais l'Office québécois de la langue française conseille l'utilisation d' « autonomisation ».

(particulièrement les médias traditionnels) autour de ce média perçu de façon unanime comme une alternative viable aux secteurs privés et publics. Finalement les *critical development studies* critiquent principalement le développement comme entité, institution oppressante, toutefois les radios communautaires, de par leur caractère participatif contredisent les arguments d'instrumentalisation et sont proposées comme des solutions. À l'opposé de cette vision, les études pro-développement produisent une vision relativement déterministe de la radio communautaire comme outil, source de développement et de procédés démocratiques. Il semble néanmoins qu'un manque réside dans la littérature sur les radios communautaires pour comprendre d'une façon non utilitariste les enjeux culturels émanant de ces radios, considérant le lien entre ces radios, les communautés et les institutions de développement non pas comme une finalité, mais comme une manifestation aux implications culturelles, chacune des instances existant indépendamment des autres. L'ensemble de ces textes forme une vision de la radio communautaire comme un outil de développement, indépendant de l'État, ancré dans les communautés pour leur donner accès à l'information et leur permettre d'élever leur voix, de devenir des citoyens engagés dans l'accès à la démocratie. Elles sont souvent décrites comme se définissant en marge des secteurs médiatiques publics et privés, étant une « alternative », un « tiers médias » qui apparaît rédempteur, gageur de transparence. Elles caractérisent l'espoir démocratique, lui-même porté par le milieu du développement comme condition *sine qua non* pour s'extraire du statut « sous développé ». Il est néanmoins intéressant de noter que la présence de la notion d'idéal, de principes pas nécessairement en adéquation avec les manifestations dans la littérature académique et dans les textes réflexifs de certains partenaires d'appui :

Community radio provides people with an ideal platform for debate, dialogue, and discussion of various issues affecting the community, without any form of external influence. Ideally it is meant to provide an alternative voice to local communities, and to encourage them to participate fully in bringing about the development they want. Based on a modicum of community ownership, such radio stations are commonly classified under the ambit of independent media and alternative media. (...) The challenge of setting up a community radio station entails community participation in policy formulation, implementation, and programming. This includes the creation of a community-oriented board to run and manage the affairs of a community radio station (Mhlanga 2009, 61-62).

Community radio signifies a two-way process, which entails the exchange of views from various sources and is the adaptation of media for use by communities. In an ideal world community radio allows members of a community to gain access to information, education and entertainment. In its purest sense, it is media in which the communities participate as planners, producers and performers and it is the means of expression of the community, rather than for the community (Bonin and Opoku-Mensah 1998, 9).

1.3.4 - L'absence de considération de la relation partenaires-radios

Il n'existe à notre connaissance pas d'études portant spécifiquement sur les radios communautaires et les relations qu'elles entretiennent avec leurs partenaires dans le contexte sénégalais. Il existe des études sur les relations transculturelles ou interpersonnelles au sein du milieu du développement international qui mettent en avant les enjeux et pratiques liés soit aux conditions de travail (Lewis 2001), soit liés aux relations interculturelles en général (Kothari 2006; Milhouse et al. 2001)²⁰. Ne pas prendre la présence des partenaires en considération dans les définitions des radios communautaires nous renseigne sur plusieurs choses : 1) ceux qui écrivent ces définitions

²⁰ Ces références ne sont pas exhaustives, seulement exemplaires du type de littérature que l'on peut trouver sur le sujet.

sont souvent eux-mêmes partenaires, nous faisons donc face non pas à une rencontre entre deux instances, mais à un milieu, ce qui sera confirmé par notre étude de terrain; 2) l'histoire de l'avènement des radios communautaires, particulièrement au Sénégal est intimement liée aux modifications des politiques de coopération et à l'« industrialisation » du développement d'une part et l'usage massif des techniques participatives, les radios n'existent pas sans les partenaires qui leur ont donné naissance, ce qui mène à la question de savoir si elles survivraient sans ces partenaires; 3) l'inspiration « participative » qui a donné naissance à la fois aux politiques de développement et par conséquent aux radios communautaires réfléchit le partenaire comme un facilitateur temporaire. Cette dernière considération entre en contradiction complète avec la première selon laquelle nous faisons face à un milieu et non à une rencontre. En effet, comment être à la fois simple facilitateur et partie intégrante du milieu? Dans la littérature sur le développement, rares sont les textes traitant du rapport direct entre « développeurs » et « développés » au-delà de la différence culturelle. Le sujet par exemple de la question du racisme apparaît quasiment tabou (Kothari 2006). Dans le cas de la communication pour le développement, et plus particulièrement des radios communautaires, le « développeur » apparaît principalement comme une des options possibles, mais jamais comme source unique de financement (Bonin and Opoku-Mensah 1998, 18). Il n'est jamais responsable du développement, mais partenaire, facilitateur. Lorsqu'il apparaît dans les descriptions, ce qui est rare, il travaille comme entité et non individu en collaboration avec la radio pour accompagner la communauté dans son propre développement, son autonomisation. Jamais l'investissement du partenaire, qu'il soit d'ordre financier ou dans les diverses activités de la radio n'est

questionné en lien avec le niveau d'autonomie, d'*empowerment* de la radio. En effet, cette dernière n'existe que par rapport à l'État. Les instances préférées pour décrire les dynamiques des radios communautaires résident dans la communauté et l'État. L'argument reliant ces deux instances à la radio est majoritairement celui du processus démocratique. La communauté apporte la légitimité de la radio en tant qu'outil démocratique. La radio donne la parole aux populations, se devant d'être « ancrée » dans sa communauté tandis que l'État apparaît comme une instance autoritaire dont les intérêts ne reflètent pas ceux du peuple, ce qui est contraire aux principes de base de la démocratie.

1.4 - Représentation

La littérature sur les radios communautaires africaines et plus généralement sur la communication pour le développement et approches critiques s'inscrit dans une réflexion sur les pratiques et manifestations la glocalisation, portant des projets et idéaux globaux vers des manifestations locales. Cette littérature nous informe des programmes en place, des idéaux qui les animent. Un certain pan, plus critique de cette littérature explore les rapports de pouvoir nord-sud, mais tend souvent à les résumer à un rapport hégémonique. Il n'existe que peu de place pour une représentation non-utilitariste des radios communautaires, non pas comme un objet du développement, mais comme un objet culturel. Il existe également peu de place pour dépasser le fantasme idéologique, ce que Foucault nomme l'« idéologie » tel que rapporté par Paul Rabinow (1986, 240). Foucault propose dès lors d'étudier les « régimes de vérité ». Il s'agit dès lors de dépasser la nature culpabilisante ou bienveillante pour faire place à une lecture et une retranscription qui se veulent autant que possible fidèles non pas à la réalité en tant que dimension objective,

mais bien à la complexité des éléments, affects et dynamiques qui la composent. Je tâche de m'inscrire dans un système de pensée qui me semble consistant tant en terme de méthode que de théorie.

Lucila Vargas, dans *Social Uses and Radio Practices. The Use of Participatory Radio in Ethnic Minorities in Mexico*, une étude des radios communautaires amérindiennes mexicaines, considère que l'étude des radios communautaires appelle l'élaboration d'une méthodologie propre aux nombreuses disciplines qui coexistent dans la pratique radiophonique (Vargas 1995). Bien que le contexte mexicain et plus généralement latino américain dans lequel se place Vargas soit bien distinct de notre contexte d'étude sénégalais et africain, l'adaptation de la méthode au sujet étudié demeure pertinente de par la multitude de discours à convoquer pour représenter les radios communautaires. De plus, un rapport entre ces radios et le développement des populations qui les utilisent (les communautés en étant à la fois les producteurs et les auditeurs) nous invite à nous inscrire dans le champ encore « hybride » des communications pour le développement.

Development communications is a hybrid area with a corpus of theoretical knowledge coming from two interdisciplinary fields, development studies and media research. During the last few years in these two fields, there has been a shift either toward the readers of media texts and toward the beneficiaries of development projects. While in development studies the need for the active participation of the intended beneficiaries in the projects has been underscored, in media studies reception processes have become the foci of much research (Vargas 1995, 257).

De la même façon, dans sa thèse de doctorat sur le secteur des télécommunications dans le contexte postcolonial sénégalais, Oumar Kane, s'interrogeant sur les outils théoriques qu'il s'apprête à utiliser se positionne ainsi :

La transdisciplinarité (...) se rapporte à notre sens à la construction d'un cadre théorique au sein duquel l'objet de recherche prend le dessus et impose pour son étude le recours à des disciplines distinctes sans que celles-ci n'informent plus qu'il ne faut sa construction. Par opposition à un cadre théorique, nous aurions ici un cadre conceptuel qui fusionne les héritages heuristiques dans des concepts spécifiquement forgés pour saisir la singularité de l'objet de recherche considéré (Kane 2008, 18).

Ces considérations pour des approches méthodologiques et théoriques mixtes au profit de la connaissance de l'objet rejoignent les réflexions de Achille Mbembe et Jean-François Bayart, historiens africanistes, sur la représentation des sujets africains. S'interrogeant sur les références théoriques permettant d'élaborer une historicité singulièrement africaine, ces auteurs s'opposent à l'utilisation unique des sources occidentales, problématiques de par les positionnements vis-à-vis de l'Afrique que les courants de pensée classiques ont pu avoir (Bayart 2008, 9-16). De la même façon, ils ne souhaitent pas suivre les approches afro-radicales ou nativistes qu'ils jugent inadéquates dans leur usage unique de sources africaines (Mbembe 2004). Ainsi, ils proposent une méthode-approche dite *ad hoc* permettant d'allier les sources sans autre pression idéologique que celle dictée par l'objet d'étude (Kane 2008, 6).

Ces observations à propos du dépassement des carcans disciplinaires, idéologiques et d'écoles de pensée m'ont permis d'éclairer mes intuitions à la lumière de discours variés. Dans le cas de radios communautaires dakaroises, les *development studies* côtoient l'étude des médias alternatifs, de proximité, citoyens, les études post/néo-coloniales, l'approche participative, la communication pour le développement, les études africaines, l'étude de la culture orale, les *cultural studies*, l'anthropologie, l'Histoire. Les approches ou disciplines citées détiennent chacune des exigences méthodologiques qui peuvent être contradictoires. La solution réside donc, ainsi que l'avait déjà observé Lucila Vargas au

milieu des années 1990 dans l'adaptation de la méthode à l'objet. Ainsi, introduire une dimension ethnographique dans le cheminement méthodologique n'est pas synonyme d'aborder l'objet dans une perspective purement anthropologique. Il s'agit plutôt de travailler l'objet selon les sources qu'il offre, dans le cas présent les sources étant principalement la parole des praticiens. De considérations méthodologiques en questionnements théoriques, les unes nourrissant les autres et vice-versa, j'articulerai ma méthode de travail dans un premier temps autour du travail effectué sur le terrain pour ensuite me concentrer sur le choix des ouvrages sur le sujet.

Je m'intéresse à rapprocher la vision singulière de Bayart et Mbembe sur la représentation des sujets africains avec le champ de la communication internationale, mêlant théories du développement et relations internationales, afin de documenter une réalité africaine très localisée et très manifeste de trajets internationaux, très glocalisée.

Se positionnant contre la simplification du rapport de pouvoir et de la position de l'oppressé, Mbembe affirme:

Ainsi croit-on avoir tout dit dès lors qu'opérant sur la base de dichotomies qui n'existent guère dans le vécu lui-même [toute oppression n'est pas physique, toute autorité n'est pas hurlante], l'on a indiqué que les sujets de l'action, soumis au pouvoir et à la loi (le colonisé, la femme, le paysan, l'ouvrier, le réfugié, bref le dominé), disposent d'une conscience riche et complexe; qu'ils sont capables de remettre en question l'oppression qui pèse sur eux; et que le pouvoir, loin d'être total, est sans cesse contesté, dégonflé et réapproprié par ses « cibles ». Il ne s'agit pas de dire que cela est faux, mais de ne pas « tout réduire, soit à une question de « résistance », soit à un calcul quantifiable », car ce serait « faire fi de la pluralité qualitative des fins de l'action humaine en générale » (Mbembe 2000, 15).

Mbembe rappelle ici la nécessité de reconnaître la complexité des relations humaines dans des structures même oppressantes, de définir le sujet africain comme « producteur

d'actes signifiants » et non simple récipiendaire d'actes oppressants. Il se positionne contre la tendance à placer tous les actes des oppresseurs comme hégémoniques et de ne positionner ceux des « opprimés » qu'en terme de résistance. Ce serait leur dénier toute indépendance de pensée, réduire toutes leurs actions à des ré-actions, nier toute initiative, finalement observer des phénomènes comme renseignant les identités et complexités du nord en sursimplifiant celles du sud. Penser les radios comme productrices d'actes signifiants face à une omniprésence occidentale permet de penser la relation en terme de complexité où de multiples rôles sont à jouer et non plus comme la somme de deux rôles figés. Cela permet alors de contrebalancer des tendances sclérosantes dans lesquelles les rôles d'opresseur et d'opprimé semblent souvent rigides et immuables (tendances ayant nourries à la fois la branche de l'afro-radicalisme et du nativisme, mais aussi celle de l'approche critique aux théories du développement).

Achille Mbembe, réfléchissant la représentation caricaturale de l'africain sub-saharien dans l'imaginaire occidental, se demande :

Qu'est-ce qu'un animal dans l'entendement occidental sinon cette chose qui vit une certaine *pulsion* et qui, en comparaison avec l'humain, toujours apparaît sous le signe de l'incomplétude ? (Mbembe 2000, 8).

Il fait ici référence à une oppression coloniale évidente, mais qui nous renseigne sur certaines convictions que l'on retrouve dans la nature des politiques internationales de développement. Qu'est-ce que cette incomplétude sinon une certitude que nous, occidentaux sommes complétés donc développés? En rester là reviendrait à s'inscrire dans la lecture binaire précédemment remise en cause. Penser les radios comme productrices d'actes signifiants nous permet d'aller plus loin en considérant cet héritage discursif comme composante de la relation certes, mais soumise à une réappropriation

constante. Mbembe, paraphasant Fanon dans *Peau noire, masque blanc* dit (Fanon 1952, 182) :

Et refusant de se laisser enfermer dans le regard de l'autre, l'on travaille à créer les conditions pour que l'histoire demeure toujours ouverte et le sujet jamais clos (Mbembe 2000, xiv).

Ainsi, nous essayerons de comprendre comment le milieu des radios communautaires de Dakar compose avec cet héritage discursif, ses multiples acteurs et ses communautés pour mieux envisager la place qu'il occupe dans la société dakaroise. Notre problématique tentera de travailler les radios communautaires comme des lieux de médiation et de négociation de rapports de force et non comme récipiendaires d'influences ou résistantes à quelque oppression venue d'ailleurs.

Vu du « bas », il n'est point d'exotisme possible, et les « modes populaires d'action politique », au sud du Sahara, ne sont pas dans une relation d'altérité radicale avec ceux dont les historiens allemands, britanniques, français ou italiens ont fait l'un de leurs objets de prédilection depuis une cinquantaine d'années. Plus que l'alternative univoque entre la résistance et l'obéissance, ils nous disent l'ambivalence des rapports de pouvoir (Bayart 2008, 11-12).

Considérer les radios communautaires comme parties prenantes ou constituantes de leur milieu d'évolution permet également de nouer avec cette école de pensée portée entre autre par Bayart et Mbembe sur les problématiques africaines qui met en avant l'historicité particulière à l'aide d'une méthode spécifique dans laquelle les concepts occidentaux et « du sud » se mêlent de façon *ad hoc* afin de nourrir une réflexion sur des objets précis, les autonomisant et les intégrant dans des dynamiques plus vastes, mais pas exclusives. Nous pourrions ainsi interroger l'instrumentalisation éventuelle de la radio communautaire, de la notion de « communauté » par les acteurs de développement pour

justifier des politiques internationales tout en mettant en avant le rôle de médiateur des radios à travers des processus de compromis entre les exigences des partenaires et les spécificités culturelles sénégalaises. Considérer les radios communautaires comme productrices d'actes signifiants apparaît dès lors comme l'aboutissement de la réflexion éthique lié au souci de fidélité de représenter la complexité d'un milieu rencontré, fait de contradictions, de paradoxes, de zones d'ombre et de tension, d'accomplissements et de luttes. Nous aimerions pour notre réflexion partir du principe que ces liens entre radios communautaires et partenaires d'appui ne sont pas chose acquise ou naturelle, mais bien le résultat d'une relation construite, avec son histoire et ses enjeux.

Chapitre 2 - AMBIVALENCE FACE À L'AUTORITÉ : LE PARADOXE DU SOUTIEN

La communication participative pour le développement dont est issue la radio communautaire au Sénégal est un des aboutissements de la réflexion sur les rapports de force entre communautés, populations « à la base »²¹ et instances gouvernementales. Elle appuie les processus démocratiques et d'autonomisation des populations dans leurs choix politiques dans des contextes où la main mise de l'État sur l'opinion publique est souvent présente. La force de persuasion ou d'influence des organismes et institutions « non-étatiques » ou « non-gouvernementales » n'est jamais mise en cause ou simplement invoquée comme source d'autorité dans la littérature et rarement dans les entretiens. Nous mettrons en avant dans ce chapitre l'omniprésence des partenaires dans la réalité des radios communautaires dakaroises. Depuis leur création, les partenaires locaux ou internationaux issus du milieu du développement participent à l'organisation de multiples activités avec les radios. Tantôt portant ses fruits, tantôt instaurant des situations paradoxales, une relation se tisse aux enjeux multiples, dont l'ambivalence et le compromis. Nous dresserons un historique des radios communautaires dakaroises en lien avec les politiques de développement ayant intégrées les principes de communication pour le développement et des méthodes participatives dans leurs programmes. Ainsi, nous réaliserons un portrait du milieu des radios communautaires de Dakar prenant en compte les quatre composants : les radios elles-mêmes, les partenaires – qu'ils soient locaux ou internationaux – la communauté et les instances gouvernementales non

²¹ Expression communément employée dans le contexte du développement ouest africain pour désigner les populations en bas de l'échelle sociale, celles à qui s'adressent les programmes de développement.

partenaires des activités des radios. Dans un deuxième temps, nous illustrerons les interactions problématiques de ces quatre instances pour enfin discuter la situation d'ambivalence dans lesquelles se trouvent les radios face à leur propre statut d'autonomie.

2.1 - Historique des radios communautaires dakaroises. Diversification pour le développement et la démocratisation

2.1.1 - La diversification

Tout au long des années 1990, le Sénégal s'est préparé au changement - « Sopi » en wolof -, à l'alternance²² portés par Me Abdoulaye Wade élu en 2000. L'émergence des radios privées d'abord, puis communautaires participa d'un renouveau dans le fond comme dans la forme du débat politique. Depuis l'Indépendance en 1960, Léopold Sédar Senghor (1960-1980) avait tenu la presse, Abdou Diouf (1981-2000) fut le président de l'ouverture forcée et Abdoulaye Wade arriva au pouvoir pendant le processus de diversification médiatique (Paye 2002, 470-475). La libération des ondes avait commencé au début des années 1990 pour se transformer en dix ans de bras de fer entre le gouvernement, les militants sociaux et les journalistes. La bande FM se généralisait alors en Afrique, donnant la possibilité technique de diversifier le paysage médiatique (Dia 2002, 11; Tudesq 2002, 11-12). Malgré une succession de gouvernements socialistes, le Sénégal était en train de libéraliser son secteur des télécommunications, suivant les phases de stabilisation économique et de privatisation dictées par les

²² Terme communément utilisé en référence à l'arrivée au pouvoir d'Abdoulaye Wade. Le « Sopi » était le slogan de sa campagne présidentielle de 2000.

programmes d'ajustements structurels de la Banque Mondiale (Kane 2008, 217-259)²³.

En septembre 1991, Radio France Internationale (RFI) lança sa première station FM au Sénégal²⁴. Profitant de ce signe d'«ouverture» vers la diversification des médias, un groupe de journalistes issu de la presse écrite et ayant pris conscience de la nécessité d'un accès plus démocratique à l'information dans un contexte d'analphabétisme très élevé, fit pression sur le gouvernement pour finalement obtenir une fréquence en 1994 menant à la création de la première radio privée sénégalaise : Sud FM (Paye 2002, 476-477).

J'ai commencé à travailler comme journaliste dans la presse écrite indépendante, privée. (...) C'étaient des moments de conquête de liberté au Sénégal. C'était au moment des batailles pour la liberté de la presse, d'expression, etc. C'était au début des années 1990. On se battait pour exister en tant qu'organisme de presse écrite indépendante, c'était ça la bataille. Très vite, on s'est rendu compte que même si on avait le droit d'exister, on ne s'adressait jamais qu'à une élite alphabétisée et éduquée, (...) que si véritablement, il était question de libérer l'information pour qu'elle aide à du changement et de la justice sociale, il fallait que l'information puisse s'adresser à tous. Donc la radio. Notre groupe Sud Comm a mené la bataille pour la libération des ondes (Sophie Ly Sow, Consultante sur les conditions du dialogue social).²⁵

Le parti au pouvoir était acculé à une pression locale – les journalistes menant le combat faisaient preuve d'une notoriété certaine – et internationale – au-delà de l'accès de RFI à la FM, le débat sur la diversité des médias comme garante de la démocratie, modèle majoritaire de gouvernance depuis la chute de l'URSS, se généralisait. L'État n'avait pas

²³ Pour plus de détails sur le Programme d'ajustement structurel au Sénégal, particulièrement sur les conséquences dans le domaine des télécommunications, voir la thèse de doctorat d'Oumar Kane intitulée « Économie de la régulation postcoloniale du secteur des télécommunications sénégalaises dans le cadre de la gouvernance globale : le cas des ressources communes » (Kane 2008).

²⁴ RFI partageait alors une fréquence avec la radio publique sénégalaise, l'ORTS - Office de Radio-Télévision Sénégalaise, renommée RTS - Radio-Télévision Sénégalaise en 1992 (Tudesq 2002, 23), passant de la tutelle du ministère de l'Information au statut de compagnie nationale (Dia 2002, 12-13) : six heures d'ORTS étaient diffusées pour dix-huit heures de RFI par jour jusqu'en 1994 lorsque RFI obtint sa propre fréquence FM (Paye 2002, 476; Tudesq 2002, 16).

²⁵ Toutes les citations extraites d'entretiens seront référencées par le nom de la personne interviewée, son statut et son organisme d'attache. Pour la liste complète des entretiens, voir annexe 1.

d'autre choix que de donner les ondes au peuple. La libération des ondes ne fut pas une réforme imposée, mais un mouvement endogène, les circonstances internationales permettant son essor et sa légitimité. La diversification du paysage médiatique, bien que participant aussi des prérogatives d'instauration d'une démocratie libérale n'empêcha pas le gouvernement sénégalais de conserver son autorité dans la diffusion de l'information à travers d'incalculables jeux de pouvoirs et d'intimidation au sein d'un environnement institutionnel qu'il n'avait pas eu le choix de créer pour s'adapter à cette nouvelle situation médiatique²⁶.

2.1.2 - Des mouvements sociaux à la communication pour le développement

Des militants sociaux, jeunes, moins expérimentés, moins nantis et moins formés que leurs pairs journalistes, avaient combattu aux côtés de la presse écrite. Leur lutte soulevait un débat autour de la justice sociale et culturelle: de la jeunesse bercée par les rêves de l'immigration (légale ou non), à l'accès des femmes à tous les niveaux de la sphère sociale et à l'égalité des chances, au renforcement des cultures locales, leurs combats étaient divers. Ils étaient issus du milieu associatif, de rassemblements citoyens, ils étaient actifs dans leurs communautés. Ces communautés étaient pauvres, en majorité analphabètes, ne comprenant que partiellement le français, langue alors unique des ondes. Lorsqu'elles ne vivaient pas en milieu rural, le milieu urbain dans lequel elles évoluaient était sans cesse marginalisé car périphérique. Il s'agissait à Dakar des banlieues et des quartiers les plus populaires, loin du centre ville et des sphères d'influence. Ces mouvements rencontrèrent des partenaires prêts à les soutenir. La création de radios

²⁶ Pour plus de détails sur les luttes de pouvoir entre l'État sénégalais et les organes de presse dans le contexte post-Indépendance, voir l'article « De *Radio Mali* aux stations FM » (Paye 2002).

communautaires fit partie de ce soutien. En juin 1996, la première radio communautaire sénégalaise commença à émettre dans la région de Thiès, à Fisselle sous le nom de Penc Mi (Dia 2002, 27).

Au cours des années 1990, les politiques néolibérales de développement par les ajustements structurels avaient fait face à leur propre échec. Parallèlement, la chute du Bloc soviétique porta le système de gouvernance démocratique au rang de modèle pour l'industrie du développement en pleine phase de professionnalisation (Lewis 2001, 20-22). Simultanément à l'adoption de ce modèle comme référence, le domaine du développement adopta des techniques de gestion alternatives tant pour ses structures internes que pour la conduite de ses projets. L'approche participative apparut dès lors comme un des outils pour une nouvelle gestion plus *bottom-up*, le citoyen étant devenu le centre d'intérêt principal. Des méthodes issues de recherches conduites dans des universités du Sud déjà expérimentées s'étaient révélées efficaces dans plusieurs projets périphériques au cours des années 1960 (Pieterse 2010, 85-91). Ces approches jusque là relativement en marge se généralisèrent dans le milieu du développement international qui se professionnalisait et prenait de plus en plus d'ampleur. L'École de Los Baños, à l'origine de la communication pour le développement travaille aujourd'hui en lien avec les institutions de Bretton Woods, principaux bailleurs de fonds de projets de coopération internationale qui ont adopté le modèle de communication pour le développement *people centred* (Manyozo 2006, 92). Ces approches mettaient en avant des outils trouvant leur légitimité dans la société civile, prônant un développement plus orienté vers les localités plus que vers les systèmes structurants, plus sur le participatif que sur l'imposition de solution, plus sur le *bottom-up* que sur le *top-down*. Ces approches participatives

revisitent en effet les rapports de pouvoir hiérarchisés en intégrant les principaux intéressés – ceux qui bénéficieront directement des retombées du projet – dans le processus de prise de décision et de mise en place d'un projet. Dans le milieu du développement, l'approche participative se retrouve dans les moyens alternatifs par rapport aux autres paradigmes qui jalonnent la discipline et le secteur et qui font référence à des techniques plus classiques et structurelles, moins axées sur le développement de la communauté par elle-même, mais plutôt sur l'imposition de structures et de réformes menant à l'instauration d'un système dit « développé » (Pieterse 2010, 90-91). Les outils de la communication pour le développement furent élaborés à partir de nombreuses autres disciplines permettant de favoriser la mise en place de projets participatifs puisant leurs dynamiques dans l'alliance des cultures, traditions et savoir-faire locaux et d'outils pas nécessairement endogènes (TIC, multimédia, radio). En Afrique, l'école participative pour le développement a été particulièrement utilisée par la mise en œuvre des radios communautaires comme supports favorisée dans un environnement où les infrastructures étaient vétustes et les taux d'analphabétisme très élevés (Manyozo 2006, 82). La radio devint dans de nombreux cas, et particulièrement dans le contexte africain un symbole de cette alliance, une sorte d'oralité « technologisée ». L'approche participative telle qu'appliquée au développement va dès lors se concentrer sur des projets de développement dans lesquels ce sera la communauté qui se diagnostiquera et amènera des solutions pour son propre développement (Chambers 1994c, 1437).

Participatory development communication (PDC) puts accent on the process of planning and using communication resources channels, approaches and strategies in programs designed to bring about some progress, change and development and on the

involvement of the people or community in change efforts. (...) In the African context just as elsewhere, participation translates into individuals being active in development programs and processes; they contribute ideas, take initiative and articulate their needs and their problems, while asserting their autonomy (Kwame Boafo 2006, 42).

Le partenaire de développement n'est que facilitateur et présent, en théorie, que pour un temps. De nombreux outils et méthodes proviennent de cette approche. Nous reviendrons en détail sur l'une d'entre elles, la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP) dans le chapitre 3 lorsque nous discuterons l'ancrage communautaire. Les radios communautaires furent une des plateformes favorisées par les bailleurs pour intégrer ces méthodes.

Dès la fin des années 1970, la Banque Mondiale avait ordonné des études sur le rôle des radios rurales dans les processus de développement (Manyozo 2006). Cette initiative faisait écho aux nombreuses expériences de radios communautaires africaines qui avaient commencé, ainsi que nous les connaissons, dans les années 1980, mais dont les expérimentations et premiers souffles dataient des années 1940-1950 (Bonin and Opoku-Mensah 1998; Manyozo 2006, 89-91; Robert 2007 ; Spain et al. 1977). Se concentrer sur les médias comme facteurs de développement permettait d'intégrer les pays « en voie de développement » à la société de l'information. Le débat avait été initié à la fin des années 1970 à travers la réaction des pays non-alignés au cours de la conférence générale de l'UNESCO à Nairobi dont Ridha Najar rapporta les propos:

Que l'information cesse d'être considérée comme une « marchandise » mais devienne « un bien social » au service de l'humanité. [Ainsi,] l'instauration d'un nouvel ordre mondial dans le domaine de l'information doit passer par la consolidation des moyens d'information des pays du tiers monde. Il s'agit, une fois de plus, de poser les problèmes en terme de coopération internationale, dans l'intérêt réciproque des parties et non en

termes de vaines confrontations ou d'inutiles surenchères verbales (Najar 1977).

Dans les années 1990, le débat s'était déplacé vers l'intégration dans la société de l'information pour se concentrer à la veille du nouveau millénaire sur la réduction de la fracture numérique (intégration massive des TIC), symptôme de « non développement » de nombreuses régions²⁷. La communication est devenue une préoccupation majeure dans la mise en place des programmes de développement (Kwame Boafo 2006, 42).

2.1.3 - Exemples de créations de radios communautaires

La forte présence des organismes de coopération internationale au Sénégal a favorisé l'interaction entre les mouvements d'émancipation sociale et le domaine du développement²⁸. Dès les années 1990, de nombreux partenariats entre ONG et mouvements populaires menèrent à la création de radios communautaires (Tudesq 2002, 17). La rencontre ne pouvait mieux tomber. Les mouvements sociaux émergents de la « base » trouvèrent des interlocuteurs prêts à les soutenir et à financer leurs initiatives. Le bouillonnement intellectuel, libertaire et social de diversification médiatique avait lieu en même temps qu'une réflexion de fonds des politiques de développement international.

Avec les vagues de démocratisation en Afrique, la radio communautaire est devenue un volet important de ce qu'on a fait en terme d'éducation civique et citoyenne comme une façon de multiplier notre impact et l'impact des communautés. C'est aussi un laboratoire d'expérimentation de la démocratie, du fonctionnement démocratique de l'organisation elle-même, mais

²⁷ Pour une étude approfondie de « la fracture numérique » dans le contexte sénégalais voir la thèse *Le Sénégal, les Sénégalais et Internet : médias et identité* (Guignard 2007).

²⁸ Le développement est une des manifestations du *Soft Power* défini par Joseph Nye, chercheur en relations internationales en opposition au *Hard Power*, caractérisé par la force militaire, et au pouvoir économique. Nye encourage la relation entre les pays à travers la figure de la séduction et plutôt qu'à travers des méthodes coercitives. Les politiques de développement, la société de l'information et l'impérialisme culturel participent des stratégies séductrices de cette *realpolitik* (Nye 2004a; Nye 2004b).

aussi de l'information des pauvres pour les pauvres. C'est assez important depuis une dizaine d'années (Julie Perreault, Chargée de programmes Afrique, Développement et Paix).

Le mouvement des radios communautaires venait de cristalliser son existence africaine avec la création en 1995 de l'AMARC Afrique, suivie en 1997 par la création du premier bureau continental à Johannesburg (Bonin & Opoku-Mensah 1998 : 36). Les radios communautaires se renforçaient.

Toutes les radios rencontrées lors de l'étude de terrain allient des initiatives locales à des partenariats qui, s'ils ne sont pas directement internationaux, cherchent leur financement à l'international et dans le secteur du développement. Voici quelques exemples de partenariats ayant permis l'essor de ces radios communautaires. Nous présentons ici les radios selon leur ordre chronologique de création.

2.1.3.1 - Oxy-jeunes

Un des combats des mouvements sociaux des années 1990 s'adressait à la jeunesse migrant clandestinement vers une Europe Eldorado. Il s'agissait de transposer cette énergie et ce courage portant alors des projets d'immigration périlleux vers la création de projets pour l'avenir du Sénégal. À l'issue d'un forum de jeunes organisé par une association locale, Forum Jeunesse Sénégal (FoJeS) sur le problème du chômage chez les 18-35 ans, Développement et Paix, ONG catholique canadienne, finança l'installation d'une radio en 1999 après s'être assuré e de l'ancrage communautaire (Yoyaba 2000). Oxy-jeunes devint la deuxième radio communautaire sénégalaise. L'obtention de la fréquence fut difficile, mais l'appui de la communauté, la mobilisation de l'opinion publique et les pourparlers auprès des élus locaux permirent l'ouverture de la radio à Pikine, banlieue très pauvre de Dakar. Le choix de la localisation de la radio participait

de son ancrage communautaire, correspondant dès lors aux principes de Développement et Paix.

Développement et Paix a pour option préférentielle les pauvres et le fait qu'ils veuillent s'organiser pour revendiquer leurs droits et améliorer leur condition. C'est la philosophie de base. Ensuite viennent les stratégies de démocratisation, de pacification et de participation des citoyens. (...) Nous choisissons des partenaires qui ont le même esprit que nous, c'est à dire qui travaillent avec les personnes appauvries pour améliorer leurs conditions et s'organiser pour revendiquer ces améliorations. On n'a pas un programme qu'on impose à nos partenaires, mais on recherche des partenaires dont les actions nous semblent bien orientées et qu'on va vouloir appuyer dans leur développement et actions. Une radio comme Oxy-jeunes, c'était l'idée de jeunes qui se sont mis ensemble pour réagir à un phénomène social, pour changer leur condition. Les radios communautaires pour nous sont un moyen d'augmenter la démocratisation dans les pays et la voix des populations appauvries, de s'informer, de s'éduquer (Julie Perreault, Chargée de programmes Afrique, Développement et Paix).

La fréquence fut délivrée par la RTS dont ce fut un des mandats jusqu'en 2001. Oxy-jeunes devint une des radios exemplaires du mouvement naissant.

Oxy-jeunes est devenu une école de formation. Dans les radios commerciales et à la RTS, il y a des journalistes de Oxy-jeunes. C'est une fierté pour nous d'avoir encadré des jeunes et qui ont aujourd'hui un statut social qui leur permet de prendre en charge leurs familles (Daouda Gueye, Coordonnateur général, Oxy-jeunes).

2.1.3.2 - Ndef Leng

Il s'agit de la seule radio rencontrée qui se définit par son identité ethnique. Elle a été créée en 2001 au cours d'un partenariat entre l'Association du même nom et le Programme International pour le Développement de la Communication (PIDC) de

l'UNESCO²⁹ qui luttait depuis 1994 pour la conservation de la culture et de la langue seereer par l'entremise entre autre de programmes d'alphabétisation, de journées culturelles annuelles et de la publication d'un journal bilingue français/seereer « Nqel Ne », signifiant « arbre à palabre » en seereer³⁰.

2.1.3.3 - Manooré FM

Créée en 2002 à l'initiative d'une association de femmes engagées sénégalaises, l'Association pour les femmes et la communication alternative (ALTERCOM), et soutenue financièrement par deux organismes internationaux, Oxfam America et Oxfam Grande Bretagne, Manooré FM (« savoir-faire » en wolof) commença à émettre autour d'une ligne éditoriale dédiée à la voix des femmes et au développement durable³¹.

L'objectif de cette radio était de devenir une référence nationale en la matière. Couvrant actuellement la grande région de Dakar, la couverture nationale continue d'être un des objectifs de la direction.

2.1.3.4 - Jokkoo FM

Née à Rufisque, à 30kms de la ville de Dakar en 2002 et commençant à émettre en 2003 de l'initiative de l'Association Fréquence Jokkoo alors soutenue par l'ACDI (Agence Canadienne pour le Développement International) et l'UNESCO, elle a la particularité d'être composée de communautés urbaines et rurales. Elle a commencé ses activités sous forme de radio-bus, sillonnant les communautés pendant plusieurs mois avant de

²⁹ http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL_ID=18654&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

³⁰ Pour plus de détails sur la mise en place de cette radio, voir l'article « Sénégal. Une radio pour défendre l'identité de la minorité seereer » de Babacar Diouf, directeur de la structure (Diouf 2009).

³¹ Pour un témoignage détaillé sur les premiers temps de cette radio, voir la thèse de DEA de Yacine Diagne ayant participé à la création de la radio (Diagne 2005, 140-154).

s'installer à côté de la mairie, devant son principal partenaire. Omar Seck Ndiaye, alors directeur d'Oxy-jeunes fut responsable de la formation des premiers permanents de Jokkoo. Un projet de télévision communautaire est en cours.

2.1.3.5 - Afia FM

En 2003, la radio s'installa à Grand Yoff, un des quartiers les plus populaires de Dakar, dans les locaux d'Enda Graf, une ONG locale qui coopta sa création en collaboration avec l'UNESCO-BREDA (Bureau Régional pour l'Éducation en Afrique) qui assigna Ibrahima Sané, ancien dirigeant de la RTS à la formation des premiers volontaires. Signifiant « épanouissement, bien être, santé » en wolof, cette radio se voulait le prolongement d'un projet majeur d'Enda Graf : les mutuelles d'épargne et de crédit (Enda Graf Sahel 2001 : 25-39). Chaque mutuelle, affiliée à un quartier de Dakar envoya un représentant pour faire partie du conseil d'administration.

On m'a recruté à Ouakam, mon quartier à travers la mutuelle d'épargne et de crédit des femmes de Ouakam. Ils m'ont proposé pour que je sois un des membres d'Afia. (...) 17 caisses dont celle de Ouakam. Au début on était 12 agents. (...) J'avais proposé une émissions sur le dynamisme des femmes. On s'est rendu compte qu'au niveau de la base, il y avait des activités que les femmes faisaient qui n'étaient pas visibles. J'anime toujours cette émission, seul le nom a changé: de *xelenu jigeen* qui signifie "Dynamisme des femmes", maintenant c'est *ndugegun jigeen*, « la vie de la femme »: comment elle mène sa vie au niveau de son ménage, dans ses activités sociales, etc. Tous les lundis, on les invite de 16h à 17h car elles sont plus disponibles à cette heure là (Thiané Diop, Journaliste, Afia FM).

2.1.3.6 - Jappoo FM

Signifiant « l'union » en wolof, cette station fut créée en 2003 d'un partenariat entre une ONG locale, Connexion sans frontière et la municipalité du quartier populaire des

Parcelles Assainies. Au moment de l'enquête de terrain la radio venait de sortir d'une bataille juridique avec l'ONG Connexion sans frontière accusée d'avoir détourné des fonds sous couvert de la radio. Ce type de situation d'instrumentalisation d'une radio par un organisme local existe et renforce l'argument de contrôle de la part des bailleurs. Nous n'utiliserons pas les données relatives à cette radio pour la présente étude à cause de l'immédiateté des faits au moment de l'étude. Néanmoins, il faut noter que la radio continua à émettre pendant tout le temps de la bataille juridique. Une équipe reste en place et compte travailler à la remise en marche du processus communautaire (voir annexe 3 pour plus de détails sur la situation de la radio).

Ceci ne sont que des exemples de radios et la liste est loin d'être exhaustive, néanmoins, ces différentes expériences permettent de mettre en avant l'omniprésence des organismes de développement dans la création des radios communautaires. Au Sénégal, il s'agissait donc de travailler parallèlement la mise en place d'une diversification médiatique et de la participation dans certains de ces médias des populations. Les politiques d'ajustements structurels étaient lancées et le processus de régulation et de réforme courrait toujours (Kane 2008, 108-109 ; Pieterse 2010, 26). À ceci devait s'ajouter l'amélioration de la liberté d'expression, de la participation citoyenne et de l'intégration de toutes les couches de la société, minoritaires et majoritaires. Les radios communautaires seraient les outils de la diversité langagière et des couches de la population les plus pauvres et les moins éduquées.

2.1.4 - Le cadre institutionnel sénégalais et les enjeux de pouvoir

Les radios privées et communautaires florissant, le cadre institutionnel s'adapta partiellement à ces nouvelles venues. À partir de 2001, la RTS passa la main à l'ARTP

(Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes) pour l'attribution des fréquences. Dès sa création, cette nouvelle agence distingua les fréquences allouées au public, au privé et au communautaire, donnant une place importante à ces dernières. Certains soutiennent que la facilité d'obtenir des fréquences pour radios communautaires par opposition aux fréquences privées après 2001 a été en partie due à une manœuvre politique qui visa à affaiblir les radios privées. Ces dernières étaient reconnues pour avoir dénoncé les abus de pouvoir et les mauvaises pratiques du gouvernement précédent, ayant ainsi façonné l'opinion publique à la veille de l'alternance. Cette pratique jusque là inexistante avait ouvert la porte à la critique des politiques gouvernementales sans parti pris partisan. En allouant de nombreuses fréquences communautaires, l'État pensait diminuer l'importance de ces radios privées extrêmement populaires et critiques des pratiques de l'État (Paye 2002, 484). La reconnaissance de l'État pour les radios communautaires n'était néanmoins que partielle. Le cahier des charges les régissant³² restreignait déjà leur activité : pas de publicité et pas de contenu politique (Articles 18 et 19 du Cahier des charges applicable aux radios communautaires)³³.

Au moment de la création des radios communautaires, l'État n'était pas prêt, il n'y avait pas de légalisation. Ils ont calqué ceux du privé. Nous aussi, on était pressés, on voulait nos fréquences, on n'a pas bien regardé les textes qui sont très contraignants (Daouda Gueye, Coordonnateur général, Oxy-jeunes).

³² Nous n'avons pas de date pour la mise en application du cahier des charges. Le texte nous a été remis à plusieurs reprises par nos interlocuteurs et il est disponible sur le site de l'URAC (relativement difficile d'accès : www.uracs.org) ou à l'adresse : http://www.information-citoyenne.org/IMG/pdf/26_Cahier_des_charges_Radio_com.pdf. Aucune des copies disponibles n'était datée, mais il fait l'unanimité chez les praticiens du milieu qu'il a régi leur activité depuis les débuts, soit la fin des années 1990.

³³ « Article 18 : La radio communautaire ne peut diffuser des informations, messages ou débats à caractère politique. Article 19 : La radio communautaire n'est pas autorisée à diffuser de la publicité commerciale. Toutefois, elle peut diffuser des avis et communiqués n'ayant pas un caractère commercial » (Cahier des charges régissant l'activité des radios communautaires au Sénégal)

Ces restrictions teinteront le cheminement de ces radios jusqu'à aujourd'hui, l'État poussant les radios communautaires à n'exister que grâce à un soutien extérieur, comme en attestent les critères à remplir pour obtenir une fréquence :

Les radios envoient une demande au ministère. Il faut que leur projet repose sur un partenariat solide, sur un financement visible et la demande doit être accompagnée d'une étude de faisabilité. (...) L'ARTP voit ensuite la faisabilité technique (Papa Atou Diaw, Directeur de la Communication, Ministère de la Communication).

Dès 1999, l'ARPAC (Association de Radios et Projets de Radios Associatives et Communautaires) représente les radios communautaires (Dia 2002, 14 ; Tudesq 2002, 81). Prises pendant des années dans une relation conflictuelle avec une autre entité oeuvrant selon un agenda relativement similaire, l'ARC (l'Alliance des Radios Communautaires), leurs missions respectives tendaient à piétiner. En 2006, elles fusionnent pour créer l'URAC (Union des Radios Associatives et Communautaires du Sénégal). Avec un bureau de quatre membres et un conseil d'administration de quinze responsables de radios, l'URAC est composée fin 2009 de cinquante-deux radios communautaires et associatives, rurales et urbaines.

[L'URAC] cherche à fédérer toutes les initiatives développées dans le secteur afin de le rendre plus dynamique (...) [et à] mettre en place un cadre de réflexion, d'échange et d'harmonisation entre les différentes radios membres. (...) Les radios communautaires suscitent (...) beaucoup d'intérêt au niveau des populations et elles peuvent diffuser régulièrement des programmes dans les zones éloignées dans l'arrière pays et dans toutes les langues locales contrairement aux médias privés commerciaux qui assurent leurs productions dans la langue officielle et dans une langue locale dominante au niveau des zones urbaines. Média de proximité par essence, les radios communautaires ou associatives assurent, incontestablement donc, une mission de service public. Mais la réussite de cette mission (que l'on peut qualifier à juste titre de

« salut public ») est entravée car, les radios communautaires qui en sont les vecteurs tardent encore à être valorisée au Sénégal (Site de l'URAC)³⁴.

L'URAC définit les radios communautaires dans leur ambivalence : entre une nécessité, un « service public » oeuvrant comme un droit des populations tout en luttant pour plus de « valorisation ». En 2010, l'URAC a déjà réussi à faire obtenir le versement de l'aide à la presse³⁵ et à enclencher des négociations avec le Ministère de la Communication pour l'amendement des articles 18 et 19 du cahier des charges, débats en cours depuis des années sur lesquels nous reviendront.

La reconnaissance institutionnelle et légale des radios communautaires n'était que partielle de la part de l'État sénégalais. L'émergence de la radio communautaire à Dakar prit place au sein d'un mouvement plus large de diversification des médias et de modification de l'agenda politique des organismes de développement international. La radio communautaire développa son propre créneau aux côtés des médias privés et de la tradition publique. Deux principales tendances étaient en jeu dans ce mouvement de diversification: l'une, découlant d'une certaine élite intellectuelle et menant à la formation du secteur privé et l'autre, plus populaire, plus jeune et moins expérimentée qui initia, avec l'appui d'acteurs internationaux et d'ONG le mouvement des radios communautaires du Sénégal. La radio communautaire se fit dès lors l'outil de référence en milieu pauvre, grandement analphabète et où les infrastructures de communication sont souvent absentes ou obsolètes. Elle devint la radio de la communauté, par la communauté, pour la communauté. Ce mouvement de diversification fut soutenu par des

³⁴ <http://www.uracs.org/>

³⁵ Subvention gouvernementale allouée à l'ensemble de la presse et que les radios communautaires n'avaient réussi à obtenir dans un premier temps qu'officiellement mais pas de façon monétaire.

personnes et des professionnels d'horizons différents, du public comme du privé, dans un élan d'émancipation de la société civile par rapport à l'État. La liberté d'expression nouvellement acquise flirtait avec la libéralisation économique telle qu'entendue par les ajustements structurels, l'innovation technologique (l'arrivée de la FM, puis des TIC) et le changement d'orientation politique. Au sein de ce contexte, un milieu se créait dans lequel de nombreuses tendances se rencontraient, s'affrontaient, collaboraient au service de la communication pour le développement et dans la tentative de faire participer les communautés jusque là muselées. Bien que les ajustements structurels et la philosophie de gestion néo-libérale préconisaient la moindre implication de l'État, la tradition de gouvernance sénégalaise impliquait un fort investissement étatique dans les affaires publiques et une certaine tradition démocratique. À travers une reconnaissance et un encouragement très partiels des initiatives communautaires, l'État jouait le jeu de la diversification médiatique et de la démocratie « participative » tout en conservant une marge de contrôle. Parallèlement, les radios communautaires recevaient un soutien total des organismes non gouvernementaux et internationaux.

2.2 - Les partenariats : nature et persistance d'un milieu

Les « partenariats » sont nombreux et, au-delà du soutien originel aux radios, ils régissent et organisent de nombreux aspects de la réalité des radios. Au cours des dix années d'activité du domaine des radios communautaires sénégalaises, les relations, alors circonstanciées au moment de leur création, se sont façonnées, structurées, typées, jusqu'à créer un véritable milieu avec ses propres codes, savoir-faire, pratiques, non-dits et discours, ses règles légales et implicites, ses rouages et ses façons de faire, ses zones de fierté et ses zones de silence.

2.2.1 - L'ancrage inavoué : l'institutionnalisation des radios communautaires dans le milieu du développement

Le discours des praticiens de la radio communautaire est extrêmement bien ancré dans le milieu du développement. L'exemple d'un vocabulaire commun non propre au contexte culturel ni à l'usage sénégalais de la langue française est tout à fait édifiant. Des expressions fortement utilisées par les praticiens des radios communautaires appartiennent au milieu du développement. Il s'agit d'une extraversion langagière. La mission de la radio est d'« accompagner les initiatives à la base », les formations sont faites pour « renforcer les capacités » des journalistes.

La radio communautaire a un contenu différent des radios privées commerciales. Les radios privées commerciales ont un statut particulier et la radio communautaire a un statut propre et particulier. Les contenus diffèrent forcément. Vous ne verrez jamais parler de *scoop* ou concernant la politique ou le sensationnel. Nous on mettra l'accent sur le changement de comportement. Nous viserons l'éducation de la population. (...) La radio communautaire c'est une radio qui émane d'abord d'une communauté ou d'une association. (...) Il faut que la radio soit citoyenne, qu'elle travaille pour le progrès de la communauté, qu'elle soit une radio de proximité, qu'elle remplisse au moins cinq fonctions : informer, éduquer, sensibiliser, promouvoir et mobiliser (Souleymane Bâ³⁶, Président de l'URAC).

Une radio communautaire c'est une radio de proximité, de développement qui a besoin d'un ancrage communautaire. 80% de ses activités doivent être consacrées aux activités locales (Moussa Niang, Rédacteur en chef, Jokkoo FM).

³⁶ M. Souleymane Bâ cumule les fonctions de Directeur d' Afia FM et de Président de l'URAC, l'Union des Radios Associatives et Communautaires du Sénégal. Ces deux fonctions expliquent la présence importante de la parole de M. Bâ dans le présent mémoire. Lorsque les citations ne s'appliquent qu'à une des deux fonctions de M. Bâ, la fonction en question est indiquée. Dans le cas où la citation ne s'adresse pas en particulier à une des deux fonctions, les deux fonctions sont mentionnées pour identifier M. Bâ.

Ce n'est pas une radio privée commerciale, ce n'est pas une radio publique, c'est une radio de proximité qui fait de l'information pour les populations de son environnement, (...) notamment celles des couches défavorisées (Oumy Cantome Sarr, consultante).

Une radio communautaire, c'est une école. Tu peux y apprendre beaucoup. Tous les grands journalistes qui sont dans les chaînes de télévision, dans les radios, ils nous viennent des radios communautaires (Adja Aïdara, Journaliste Oxy-jeunes).

La radio communautaire est définie par ses praticiens comme l'alternative, la différence, un lieu de formation, un tremplin social, une voix pour les préoccupations des populations. Ces définitions renvoient clairement à celles des manuels précédant déjà la mise en place de ces radios. Elles peinent à sortir des sentiers battus pour se redéfinir dans leur contexte culturel propre. Elles sont colportées par les consultants, les intervenants du milieu. L'écho est manifeste dans le discours des radios communautaires et permet de confirmer un ancrage très fort dans le milieu du développement.

Nous pouvons noter deux utilisations majeures de la radio communautaire par les partenaires : 1) en tant que structure validant l'idée d'émergence démocratique, en d'autres termes « labellisant » le message auprès des bailleurs et 2) comme outil de communication auprès des populations par la diffusion de messages conformes aux programmes menés. Les radios communautaires sont à la fois le produit et les outils du développement.

Faisons un point sur les différents acteurs en jeu dans ce milieu :

- La communauté, notion généraliste qui renvoie à l'ensemble des auditeurs potentiels des radios selon les contenus diffusés dans certaines radios (les jeunes, les aînés, les femmes), selon la ligne éditoriale dans d'autres (la communauté seereer, les femmes);

- Les « acteurs de la société civile » ou « Acteurs Non Étatiques » (ANE), concept fortement utilisé dans le domaine du développement. Ces catégories regroupent pour le Sénégal les syndicats, les religieux, les associations à but non lucratif, les mouvements populaires, les coopératives, les groupements de citoyens (femmes, jeunes, aînés, etc.). Les radios communautaires sont considérées comme en faisant partie. Ces acteurs ont une fonction représentative par rapport à la communauté;
- Les agences gouvernementales de l'État qui diffusent des messages aux populations par le biais des radios communautaires;
- L'État sénégalais, responsable du cadre législatif qui régit les radios communautaires;
- Les organismes sources de financements : les bailleurs de fonds, les services de coopérations nationaux, les ONG internationales qui financent les programmes de développement. Des professionnels du développement travaillant pour ces structures sont les interlocuteurs des partenaires de soutien et, plus rarement, directement des radios communautaires;
- Les partenaires de soutien des radios communautaires : les bureaux locaux d'ONG internationales ou les programmes de ces ONG, les ONG locales : des professionnels de la communication pour le développement. (voir annexe 4 pour la liste des partenaires dans le contexte sénégalais).

Les *spots*³⁷ sont un exemple d'interaction de ces différents partenaires. Les agences gouvernementales ou les ONG commandent pour un moindre coût des annonces

³⁷ Terme employé sur le terrain pour décrire des courtes annonces. Il est intéressant de noter l'usage d'un terme publicitaire dans un contexte où 1) la publicité est interdite et 2) le contenu de ces annonces est uniquement destiné à informer les populations à propos de thématiques liées au développement.

thématiques ou des émissions sur les sujets qui concernent leurs activités (lutte contre le SIDA, contre le paludisme ou la tuberculose, lutte contre la violence faite aux femmes et aux enfants, mais aussi émissions thématiques sur la bonne gouvernance ou l'importance des ANE). Ces productions peuvent parfois être précédées de formations thématiques et/ou techniques pour les journalistes des radios. Les productions issues de ces partenariats donnent lieu à la diffusion sur les ondes de la radio participante, mais peuvent également être soumises à un échange à partir de plateformes d'échange de contenu en ligne³⁸. Les partenaires demandent souvent une copie de l'émission ou du spot pour leurs archives et comme justificatif de dépense auprès de leur bailleur. (voir Annexe 4 pour exemples détaillés). Le développement est ainsi présent à tous les niveaux de la radio.

Les radios communautaires dakaroises savent difficilement se définir autrement que comme des outils de développement. Le lien entre les radios communautaires et le développement semble tellement évident, que les acteurs ne font plus la différence entre les manifestations concrètes de ce développement et l'institutionnalisation du domaine et ce pour plusieurs raisons. D'abord l'accompagnement initial que nous avons vu, qui a entraîné un état de dépendance financière lié aussi à la réglementation imposée par l'État sénégalais. Vient ensuite l'investissement d'une mission : le renforcement des bonnes pratiques démocratiques. Pour cela, la qualité du contenu doit être assurée, se développe dès lors une dynamique de formations incessantes et de participations à des séminaires qui, en plus d'assurer la diffusion de connaissance assure la survie financière des journalistes et des radios.

³⁸ L'AMARC et RSFRadio possèdent de telles plateformes disponibles sur leurs sites aux seuls membres.

2.2.2 - La dépendance financière

Le cahier des charges handicapant imposé par l'État sénégalais aux radios communautaires les poussent à se tourner principalement vers trois autres sources de revenu : les appels sur le serveur téléphonique SONATEL³⁹, les populations locales pour la plupart en situation de grande précarité financière et les partenaires internationaux, seule option viable pour le financement de projets d'envergure. Cette situation est accentuée au Sénégal par l'interdiction de faire de la publicité, mais elle est courante dans le milieu des radios communautaires qui est, par définition, une activité à but non lucratif. Le problème de la précarité et de la dépendance financière auprès des partenaires d'appui est courant dans le domaine des radios communautaires (Manyozo 2009, 8-10; Tudesq 2002, 85).

Pour le bon fonctionnement de la radio, on est obligé de se rabattre sur les partenaires parce qu'on n'est pas autorisé à faire de la publicité, on n'a pas d'argent (Amadou Samba Camara, Journaliste – Présentateur, Manooré FM).

On existe grâce aux bailleurs de fonds (Mame Diarra Da Sylva, Directrice Manooré FM).

Les partenariats nous permettent d'aller de l'avant (...) Il y a 10% de commission pour ceux qui apportent des partenaires à la radio (Daouda Gueye, Coordonnateur général, Oxy-jeunes).

Afin de conserver leur identité communautaire, rares sont les radios qui se tournent vers la publicité privée pour financer leur activité, préférant l'option des partenaires de développement. À propos des radios dans le milieu urbain malien, Mary Myers affirme :

The better established studios often negotiate sponsorship from international bodies like United Nations agencies for specific

³⁹ Les auditeurs qui appellent les radios paient un supplément remis ensuite à la radio.

public services programs. Capital investment is relatively low and is seen by backers as a cost-effective way to reach thousands of listeners (Myers 1998, 203)

Le soutien financier de la part des partenaires de développement internationaux est aussi un gage de sérieux puisque seules les « meilleures stations » obtiennent ce type de soutien. Les radios connaissent cette marque de prestige qui s'ajoute alors au soutien financier (Bonin and Opoku-Mensah 1998, 34). Avoir l'appui d'un partenaire, c'est survivre en tant que bonne radio, c'est obtenir le prestige d'être soutenue. Les partenaires sont la garantie de la bonne qualité du travail de la radio: une radio non soutenue n'a pas bonne réputation, elle n'appartient pas au milieu.

Il y a des partenaires qui reviennent, mais le marketing se faisant, il y a des partenaires qui nous sollicitent. Ça ça veut dire que ce que nous faisons n'est pas mauvais (Souleymane Bâ, Directeur d' Afia FM).

L'État entretient un rapport tout à fait ambivalent vis-à-vis du financement des radios communautaires. Ainsi, à l'instar de l'URAC, il les considère comme participant au service public.

L'État participe donc à accompagner l'implantation de ces radios avec un important volet d'aide à hauteur de 100 millions CFA par an qui est octroyé aux radios communautaires. C'est ce qu'on appelle l'aide à la presse, mais destinée exclusivement aux radios communautaires. C'est une sorte de contre partie de leur mission de service public qu'elles effectuent quotidiennement au grand bonheur des populations (Papa Atou Diaw, Directeur de la Communication, Ministère de la Communication).

Le gouvernement accule les radios communautaires à obtenir des financements de partenaires par le cahier des charges et par le non déblocage des fonds de l'aide à la presse. En effet, ces 100 millions de CFA (203 604CAD) seront débloqués pour la première fois en 2010 et distribués entre les cinquante-deux radios communautaires

recensées par l'URAC proportionnellement selon des critères d'éloignement, de charges et de diversité.

2.2.3 - L'investissement démocratique

La déferlante contestatrice de 1989-1991 s'est rapidement brisée. (...) En définitive, la démocratie, ou plutôt le discours de la démocratie n'est guère qu'une rente économique de plus, comparable à ce qu'était jadis la dénonciation du communisme (ou de l'impérialisme) dans le cadre de la Guerre froide, mais mieux adaptée à l'esprit du temps (...) L'un des premiers bénéficiaires de l'aide publique au développement en Afrique subsaharienne, le Sénégal, est passé maître dans ce jeu de dupes, et il n'est pas exagéré de dire que l'exportation de son image institutionnelle, nonobstant quelques évidences casamançaises, a supplanté en importance celle de l'arachide. En tant que telle, la fée Démocratie est un nouvel avatar du « transformisme » qui a caractérisé l'État colonial puis postcolonial. (...) En débauchant les meilleurs intellectuels africains grâce à l'attrait des salaires dont jouissent les fonctionnaires internationaux, en célébrant, financements à l'appui, les vertus éthérées de la « société civile » et de la *good governance*, la Banque mondiale et le FMI reprennent à leur compte la cooptation des contreélites potentielles au sein de la problématique légitime du « développement » (Bayart 1999, 102).

Les radios communautaires ont été investies d'une portée démocratique unique aux côtés d'un système public et d'un réseau privé jugés trop biaisés, victimes de luttes de pouvoir internes et d'incompétences professionnelles. Elles sont très souvent impliquées dans des programmes qui voudraient faire d'elles les médias exemplaires du pays. La fabuleuse capacité des radios à donner la parole aux « sans voix », à investir la communauté de ses devoirs civiques apparaît souvent comme déterminante dans l'application des principes de bonne gouvernance et de développement de la communauté. Plusieurs niveaux sont à prendre en considération pour comprendre les conséquences de l'« investissement démocratique ». Les organismes sources de financements, porteurs idéologiques de la démocratie comme système à implanter s'adressent aux spécialistes de la communication

pour le développement, les partenaires d'appui pour développer le volet « communication » de leurs programmes de développement. Les radios communautaires ont un double emploi : 1) diffuser les messages auprès des populations et 2) valider l'ancrage des programmes dans les communautés, « labellisant » du sceau démocratique la nature des financements des bailleurs. L'appui aux radios communautaires est le volet communication des programmes de démocratisation. Parallèlement, les organismes sources de financements sont en constante position d'influence vis-à-vis de l'État sénégalais, dictant depuis longtemps une partie des principes législatifs et des réformes à opérer pour la bonne conduite démocratique et libérale du pays (Kane 2008). L'État sénégalais se retrouve à travers ses agences gouvernementales qui commandent des *spots* aux radios communautaires, dans la même position que les organismes d'appui. Ils sont dans la même sphère d'influence, celle des organismes sources de financement, les radios communautaires leur permettant de diffuser les messages et les valeurs de ces organismes tout en labellisant ces messages allant ensuite jusqu'à comparer les radios communautaires à un « service public » quand les conditions de financement sont encore si précaires. Pour justifier l'usage légitime de la transmission de messages par les radios communautaires, les organismes d'appui ont la responsabilité devant les organismes de financements de s'assurer de leur ancrage communautaire. C'est pourquoi les radios sont souvent sélectionnées, chaque acteur travaillant comme un filtre. Par exemple, RFI passe par la coopération française au Sénégal qui consulte l'URAC pour sélectionner les radios bénéficiant d'un programme de RFI financé par l'Union Européenne ou l'Agence Internationale de la Francophonie. Dans ces sélections, la communauté n'est jamais consultée, pourtant elle assure par sa simple présence le « label démocratique ».

Une autre contradiction apparaît dans le contexte sénégalais. Comment investir des radios communautaires d'une mission démocratique quand ces dernières n'ont pas le droit de parler de politique ? Comment demander aux radios communautaires de vulgariser le concept de « bonne gouvernance »⁴⁰ quand ces dernières n'ont pas le droit de parler de politique ? Alors que les bailleurs encouragent, en principe, les pratiques de bonne gouvernance, donc la représentativité des opinions du peuple, l'État s'y oppose, allant jusqu'à fermer certaines stations en pleine campagne municipale⁴¹ quand des candidats y sont invités. Quelle est donc cette « politique » pour laquelle les radios communautaires reçoivent du financement mais n'ont pas le droit de parler ? Entre « politique politicienne » et « gestion de la cité », voici quelques exemples :

Du Canada à Dakar, on définira la politique comme vivre ensemble pour bâtir la cité. La construction de la cité et de la citoyenneté (...) Nous visons la santé de la population, que les élèves aillent à l'école, nous visons à cimenter l'unité des communautés multinationales (...) Nous avons cinq fonctions comme radio communautaire: Informer, sensibiliser, éduquer, promotion, mobilisation. Quand vous avez ces cinq fonctions, vous pouvez les utiliser en organisant des émissions décentralisées pour pouvoir permettre aux autres de parler (...) La radio communautaire n'est pas une radio de sensation, pas une radio de scoop, pas une radio d'information divertissante. Elle n'endort pas, elle cherche à éveiller la conscience, à éclairer pour une participation responsable en tout point. Elle cimenter l'unité, elle aide à construire, pas autre chose. (...) La cité elle a besoin d'être construite (Souleymane Bâ, Directeur d'Afia FM et Président de l'URAC).

Nous on ne fait pas de la politique politicienne, on fait de la politique de développement. Avec la décentralisation, on a neuf compétences décentralisées: le cadastre, la santé, l'éducation, le

⁴⁰ Une des directives des neuvième et dixième Fonds Européens de Développement, un des bailleurs principaux au Sénégal.

⁴¹ Les émetteurs de trois radios communautaires, dont Afia et Oxy-jeunes à Dakar furent mis sous scellés au cours des élections municipales de mars 2009, nous reviendrons en détail sur ce point.

tourisme, aménagement de l'espace (planification), tourisme, culture, sport, agriculture, environnement. (...) On va discuter sur le terrain de ces compétences. On le fait à travers des reportages, dans les journaux. Ensuite on invite le maire, on lui donne les reportages, le maire commente, les journalistes peuvent lui poser des questions supplémentaires (Ahmet Bâ, Responsable des partenariats, Jokkoo FM).

Mais la politique, ce sont les affaires de la cité. On est des radios de proximité, si on nous interdit de faire la promotion de la bonne gouvernance. On ne prend pas partie, on ne fait pas de la politique politicienne. Les populations ont un droit de regard (Bédy Mbow Konté, Directrice, Jokkoo FM).

La politique c'est la gestion de la cité. (...) On avait trouvé un terme pour dire qu'on faisait de la « socialisation ». On disait qu'on avait un oeil social qui nous permettait d'analyser, de reformuler et de voir quelles étaient les perceptions par rapport à ces questions. (...) On ne voulait pas un débat contradictoire, mais plutôt informatif sur les stratégies à adopter pour que la promotion politique des femmes soit une réalité (Oumy Cantome Sarr, Consultante).

2.2.4 - La qualité du contenu

Les radios communautaires sénégalaises sont vues comme le « tiers média », cernées par trois types considérations : 1) la reconnaissance partielle de l'État, 2) une certaine condescendance de la part des acteurs des médias privés et publics et 3) l'engagement démocratique et de développement dont les partenaires les investissent. Lorsque la question de la qualité des productions radiophoniques se pose, c'est une réponse unanime que l'on obtient : une mauvaise qualité (d'après des normes journalistiques inspirées d'écoles occidentales). Rares sont les considérations positives sur le travail des journalistes des radios communautaires. Cette critique n'est dite qu'à mi-voix, avec une certaine complaisance. Pour pallier ce manque de qualité, de nombreuses formations sont offertes, principalement proposées et soutenues par les partenaires d'appui. Il s'agit d'une part de former les nouveaux praticiens (le milieu n'a que dix ans) et d'autre part de

« renforcer les capacités » de ceux déjà en place. Les permanents de ces radios n'ont pour la plupart pas suivi de formations de journalisme⁴², bien qu'ayant dans la grande majorité, obtenus des diplômes de premier voire de deuxième cycle universitaire. Ils viennent souvent du milieu associatif, ont été investis dans leur communauté au préalable. Ils sont conscients de leurs faiblesses dans le domaine radiophonique et sont en demande constante de formations, ce qu'ils expriment soit de façon autonome soit dans le cadre de « diagnostics organisationnels » organisés par les partenaires.

La coordinatrice souvent nous demande « Qu'est-ce qu'il vous faut? » Ensuite, elle voit avec les partenaires comment mettre en place un programme adapté (Amadou Samba Camara, Journaliste – Présentateur, Manooré FM).

Certains pourtant ne se sentent pas à l'aise lorsqu'il s'agit d'aborder de nouveaux sujets.

En général, quand les partenaires viennent, ils nous disent l'objectif de leur déplacement : soit pour nous appuyer, soit ils nous demandent de quoi on a besoin. « Qu'est-ce que la radio peut attendre de nous ? ». Là on peut répondre. Mais tu ne peux pas demander à un partenaire quelque chose qu'il n'a pas abordé (Mame Coumba Diagne, Responsable technique, Afia FM).

La majeure partie des journalistes de radios communautaires considère que l'on peut toujours apprendre, qu'aucune formation n'est vaine et que souvent ils progressent à l'issue de ces formations.

Tu te rends compte que tu naviguais dans l'erreur quand tu suis la formation. Si je prends les reportages simplement dans le cadre du journal. Il nous est arrivé de couvrir beaucoup de choses qui

⁴² Le CESTI est l'école publique de journalisme, rattachée au campus de l'Université Cheick Anta Diop. D'autres écoles privées assurent également des formations en journalisme traditionnel. Ces formations sont destinées aux futurs professionnels des médias publics et privés (presse écrite, radiophonique et télévisuelle).

n'intéressaient pas forcément notre société (...) C'était en ville, à Dakar (...) C'était un peu loin de notre zone de couverture. Même s'il y avait des éléments communautaires, la plupart on copiait un peu les autres radios généralistes (Baldé Alassane, Rédacteur en chef, Afia FM).

Toute formation qu'on reçoit c'est un bonus, c'est un plus. Parce que en matière de connaissance, on n'en a jamais assez. On en a toujours besoin. Ça permet de s'aguerrir, de comprendre et de maîtriser. (...) Si on se rassemble quelque part pour une formation ou un atelier, cela permettra d'accroître ces connaissances et de les utiliser à bon escient (...) Ce sont des connaissances qui sont là et qui te permettront de pouvoir voir un peu plus grand. (Abdoulaye Timera, Journaliste-Présentateur, Afia FM).

C'est du propre gré des formés, ce sont des gens très motivés qui ne demandent qu'à être formés. Vous savez que c'est difficile d'être dans une radio communautaire, donc les gens qui restent, c'est qu'ils aiment cela et ils veulent des formations qui leur permettent de faire correctement leur boulot. On ne les force pas. C'est d'ailleurs ça qui facilite la pratique sur le terrain parce qu'ils vont y aller facilement. (Yacine Diop, Formatrice, Informorac).

Néanmoins, certains reconnaissent que les formations ne sont pas toujours adaptées à leurs besoins. En effet, la plupart des formations offertes adressent les techniques de base du journalisme, mais sans suivi de niveau adapté aux progrès. De plus, elles sont généralement très courtes (deux ou trois semaines grand maximum, se limitant généralement à une semaine), ne permettant pas d'évaluer les progrès ou les lacunes sur le long terme. D'autres formations sont proposées par le gouvernement sur le plus long terme dans le cadre de l'aide à la presse. Il s'agit de pallier les manques des journalistes, tous domaines confondus, formés sur le tas et n'ayant pas bénéficiés de formations solides en journalisme. Cela participe d'un désir national de renforcer la qualité du journalisme sénégalais qui a mauvaise réputation (politique politicienne, corruption, sensationnalisme, etc.). Ainsi, certains journalistes ont pu suivre des formations au CESTI et à l'Université Gaston Berger de St Louis (deuxième ville plus importante du

Sénégal), par intermittence sur des périodes d'un à deux ans. Ces formations ne sont néanmoins pas adaptées à la communication pour le développement ou sociale. La directrice du CESTI, Eugénie Aw, longtemps investie dans le domaine des radios communautaires, ancienne directrice de l'AMARC International, exprime le souhait de mettre en place des formations adaptées aux radios communautaires, mais aucun projet ne s'est pour l'instant concrétisé en ce sens, bien que de nombreux soient en cours de conceptualisation.

Les formations actuelles se divisent en quatre aspects, plus ou moins axés sur la pratique ou la théorie en fonction de l'institution offrant la formation et du formateur :

- Techniques : familiarisation avec le matériel, éventuellement quelques notions de maintenance, mais impossibilité de former en profondeur les techniciens par exemple sur la maintenance des émetteurs ou l'électricité (les nombreux délestages et variations de tension étant un véritable désastre pour tout le matériel électronique) par manque de temps, montage sur plusieurs types de logiciel (Adobe Audition étant le plus utilisé, mais connaissance aussi de Cool Edit et Audacity).

- Techniques de production radiophonique : techniques de prise de son, magazine, débat, table ronde, écriture radiophonique, reportages (en direct, enregistrés, pour le journal, pour un magazine, etc.), culture radiophonique, la documentation, les questionnaires, l'identification des personnes ressources, les principes d'éthique et de déontologie, etc.

Ici les formats enseignés sont relativement classiques et peu de place est faite à l'improvisation ou à l'appropriation des styles d'un point de vu culturel. Par exemple, il est courant de demander à un journaliste peu expérimenté de cesser les directs et de préférer écrire ce qu'il y a à dire. De la même façon, les journaux quotidiens en français

et en wolof sous forme écrite limitent l'accès des membres de la communauté en grande partie analphabète à cette pratique de la radio.

Peut-être aussi comme certaines personnes ne savent pas lire, si vous laissez un document comme aide mémoire par exemple à la fin de la formation, elles ne pourront pas l'utiliser parce qu'elles ne savent pas lire. Tout ce qu'ils vont avoir c'est ce qu'on a dit pendant la formation dans la langue qu'ils comprennent, sinon ils devront demander à d'autres gens dans la radio (Yacine Diop, Formatrice, Informorac).

Une grande partie de l'activité de la rédaction se concentre sur la production des journaux :

C'est le temps de préparation qui pose souvent problème. Les gens ne donnent pas beaucoup de temps. Si c'est le journal, c'est pas trop grave, mais pour des émissions c'est plus compliqué. Le problème c'est que les gens font beaucoup plus de reportages pour le journal que pour un magazine ou pour une émission. (Yacine Diop, Formatrice, Informorac).

- Communication pour le développement : Les notions sont souvent diffusées dans les formations de techniques de production radiophoniques, mais l'appropriation totale des techniques est rarement encouragée malgré les nombreux exercices pratiques qui jalonnent les formations. La production en langues nationales est un des points forts de la radio communautaire. Les techniques de la MARP pour assurer l'ancrage communautaire sont connues de beaucoup des praticiens de la radio communautaire. Les outils de la MARP sont nombreux. Nous nous limiterons ici à ceux utilisés par les radios communautaires d'après les entretiens⁴³. L'objectif de la MARP est de « renforcer l'autonomie de la population locale, en encourageant les gens à partager, améliorer et

⁴³ Voir site de la FAO pour détails des outils.
http://www.fao.org/participation/french_website/content/MARP_fr.html

analyser leurs connaissances et conditions de vie, et à planifier, agir, contrôler et évaluer » (FAO). Les prémises des réflexions à son propos eurent lieu à l'Université de Khon Kaen, en Thaïlande au milieu des années 1980. Les origines disciplinaires de cette méthode sont multiples, alliant pédagogie alternative, écologie et anthropologie (Chambers 1994a, 954-57)⁴⁴. Il faut noter que certains de ces outils axés sur la prise de connaissance avec la communauté correspondent à certaines techniques journalistiques. De plus, ils s'adressent principalement à des professionnels d'ONG dont la mission est d'ancrer leur projet dans une communauté qu'ils ne connaissent pas nécessairement au préalable, ce qui n'est pas le cas des journalistes des radios communautaires. Les outils les plus utilisés sont 1) la documentation; 2) les entretiens semi-structurés; 3) les *transects* (coupes transversales); 4) les *chapati* ou diagramme de Venn 5) les jeux et 6) la participation dans les activités de la communauté.

1) Les formateurs encouragent les journalistes à se documenter sur leurs sujets avant les interviews, la production de magazines ou l'animation de débats. Cette méthode fait écho aux outils de la MARP qui permettent de prendre connaissance avec les populations concernées. Ces outils sont souvent appelés « données secondaires » et apparaissent sous forme de bibliographie ou d'historique.

2) 3) Viennent ensuite les entretiens semi-structurés qui peuvent se rapprocher des techniques d'interview. Les *transects* - des graphiques, coupes transversales permettant d'avoir une idée de différents aspects de la région, favoriser l'observation et l'enquête

⁴⁴ Pour plus de détails sur l'historique de cette méthode voir série d'articles publiés par Chambers dans *World Development* en 1994 (Chambers 1994 a-b-c). Il faut noter que la documentation sur cette méthode est rare et principalement sous forme de manuels pour usagers. Voir sites de la FAO et du PSEP : http://www.fao.org/participation/french_website/content/MARP_fr.html et <http://portals.wi.wur.nl/ppmefr/index.php?MARP>

pour obtenir les données - et les *chapati*⁴⁵ ou diagramme de Venn- représentation des organisations extérieures et intérieures de la zone et des relations qui se tissent entre elles – permettent les études d’audience et sont principalement utilisés au cours des formations, sans être systématisés ensuite dans les activités des radios.

5) 6) Enfin, l’organisation de jeux et l’implication dans les activités de la communauté sont certainement les aspects les plus intégrés dans le quotidien des radios. En effet, la grille de programme fait apparaître un certain nombre de programmes divertissant pour les populations, ce qui permet de s’assurer une certaine audience. Les radios participent aux activités de la communauté soit en les couvrant soit en en organisant. Ces outils de communication permettent dès lors de mettre en place la dynamique participative escomptée, d’assurer l’ancrage communautaire du projet, dans le cas présent le projet est caractérisé par la radio communautaire.

- Les formations thématiques : la santé, la violence faite aux femmes, le micro-crédit, la lutte contre paludisme (moustiquaire, lutte contre les eaux stagnantes, etc.), la lutte contre la prolifération du VIH-SIDA (usage de préservatif), la lutte contre la stigmatisation dans la production sur des sujets sensibles, thématiques touchant des problèmes sociaux et de santé publique. D’autres formations thématiques abordent les sujets de « bonne gouvernance », de « société civile », d’ANE, de « régulation entre société civile et politique publique ».

Les principes participatifs de la communication pour le développement voudraient que chaque membre de la radio ayant suivi une formation partage ensuite ses connaissances avec le reste de la rédaction. Cette pratique a le plus souvent lieu de façon informelle

⁴⁵ Nom d’une galette indienne donné à cause de sa forme ronde.

(entraide entre les journalistes), bien qu'encouragées par les directions à travers des restitutions auprès des membres de la rédaction. Le savoir se partage au sein des rédactions en fonction des affinités et des circonstances de production. Les plus expérimentés accompagnent les novices.

Beaucoup des formations offertes par les organismes publics ou internationaux sont sanctionnées par un certificat ou même parfois un diplôme, sources d'un grand prestige. Une des conséquences néfastes de ces certifications se manifeste à travers la fuite des journalistes. Une fois formés, les plus doués s'en vont vers les médias privés ou publics où leur travail sera récompensé d'un salaire. Dans d'autres cas, ce seront les partenaires d'appui eux-mêmes qui engageront les meilleurs journalistes des radios en tant que consultants. Ce type de dynamique appartient au domaine des radios communautaires en général : dans de nombreux pays, elles participent à la formation de futurs journalistes. Dans le cas du Sénégal, cette dynamique devient problématique dès lors que les radios communautaires sont investies d'un engagement démocratique fort doublé d'une critique constante de leur incompétence pour laquelle de nombreuses formations sont financées. Nous sommes dans une situation des plus paradoxales.

C'est sûr qu'en appuyant une radio communautaire on est conscient de ça. Il y a l'idée de former, de faire un renforcement des capacités de toutes les personnes qui vont passer dans la radio. On part de personnes qui viennent d'un milieu pauvre et qui vont dans la radio communautaire prendre des ressources, ce qui va leur permettre de mieux défendre leur cas personnel. On espère que dans l'esprit de la radio communautaire, de le défendre avec d'autres, de façon organisée, donc d'accumuler des forces comme milieu et non pas uniquement comme individu. On sait que des individus se forment et deviennent des leaders. Certains vont sortir de la logique communautaire, mais si on arrive à poursuivre cette logique, on va voir des gens qui vont mettre leur talent au profit de la communauté. C'est notre parti pris quand on appui des radios communautaires ou des organismes de la société civile. (Julie

Perreault, Chargée de programmes Afrique, Développement et Paix).

Le risque d'imposer une façon de penser néanmoins demeure, ainsi que le remarque Enda Graf dans un de ses ouvrages réflexifs :

Ce que l'on appelle la « formation » est ainsi devenue l'instrument que met en place la hiérarchie pour diffuser son « ordre » (Enda Graf Sahel 2001 : 21-22)

2.2.5 - Le problème de la rétribution des journalistes en lien avec l'organisation des séminaires

En plus des formations, les journalistes sont souvent sollicités par les partenaires pour participer à des « séminaires ». Par séminaire, nous entendons conférences et conférences de presse sur des thématiques précises ou à propos de problématiques dans lesquelles les partenaires veulent voir apparaître les radios communautaires comme outils de communication participative pour le développement. Pour leur présence et la couverture médiatique qu'il feront de l'évènement, les journalistes sont dédommagés : 5 000CFA, (10CAD⁴⁶) lorsque c'est à Dakar, 22 500CFA (47,50CAD) par jour (pour couvrir tous les frais de transport, de logement et de nourriture) dès qu'il faut se rendre à l'extérieur de la capitale. Les rédactions des radios communautaires à Dakar accueillent chaque jour entre 10 et 20 personnes. Le journalisme est leur activité principale, elle est bénévole. Bénévole et à temps plein, donc il s'agit d'un emploi non payé qui ne laisse pas de temps pour quelque activité lucrative annexe. Les radios remboursent néanmoins les dépenses liées au déplacement. Ces remboursements vont de 20 000 à 100 000CFA (de 42CAD à 211 CAD) par mois, en fonction des rédactions et des périodes. L'alternative pour « arrondir les fins de mois » consiste alors à assister aux nombreux séminaires. Ce type

⁴⁶ Taux de change au 16 novembre 2006, 1 CAD = 473.899 CFA

de rémunération participant d'une certaine « économie informelle » (Mor Faye - Professeur en sociologie des médias, Université Gaston Berger, St Louis) est une part importante des revenus des familles des journalistes.

Jeanne : Personnellement, comment faites-vous pour joindre les deux bouts?

Moussa : Il faut toujours rester légal avec soi même. Les journalistes sont souvent appâtés par une quelconque entité. Il ne faut pas se laisser happer. Se limiter au salaire, ensuite on va aller dans une formation, un séminaire, la couverture médiatique d'un reportage et retourner avec un petit transport de 2000CFA, on reçoit des *per diems*, on peut épargner quelque part pour la famille (Moussa Niang, Rédacteur en chef, Jokkoo FM).

Deux types de thématiques sont issues de ces séminaires : celles touchant le quotidien des populations (la santé, le paludisme, le sida, la violence faite aux femmes, le micro-crédit, etc.), il s'agit de conférences ou formations thématiques qui font partie des nombreuses formations offertes aux radios. Ces sujets informent la « communauté » sur des réalités qui sont les siennes, la radio communautaire joue son rôle de diffuseur de messages. Certains séminaires traitent quant à eux de « bonne gouvernance », de « société civile », d'« ANE », de « régulation entre société civile et politique publique », concepts théoriques complexes et sujets à débat qui seront diffusés de la même façon, sur le même ton. Ces thématiques font partie de l'agenda des acteurs du développement. Les neuvième et dixième Fonds Européens de Développement (FED) (2000-2007 et 2008-2013) de l'Union Européenne sont des fonds de développement parmi les plus importants au Sénégal⁴⁷. Un des objectifs de ces FED, qui touche directement le domaine des médias, est la vulgarisation du principe de bonne gouvernance. De nombreux programmes ont été

⁴⁷ Pour plus de détails sur ces fonds de financement : http://europa.eu/legislation_summaries/development/overseas_countries_territories/r12102_fr.htm

mis en place dans cette direction⁴⁸. Nous sommes là dans la « labellisation démocratique ».

Le partenaire te parle de choses qui ne concernent pas directement la communauté. Par exemple, de bonne gouvernance : c'est vrai, c'est bon, tout part de là, mais le gars il a un caniveau qui coule à côté, il ne peut pas t'écouter parler de bonne gouvernance parce que lui c'est comment faire évacuer cette saleté là dans la maison parce que ça risque d'infecter sa famille, ça peut causer des problèmes de santé. Il faudra qu'il prenne ses enfants pour les amener à l'hôpital, il n'a pas de quoi manger. Tu lui parles de bonne gouvernance ou de collectivité locale ou de décentralisation, c'est bien beau, mais pourvu qu'on ait au moins le minimum chez soi (Baldé Alassane, Rédacteur en chef, Afia FM).

Ils font partie de l'agenda politique des organismes de développement et se retrouvent tels quels sur les ondes, en français. Au-delà du problème de la non-traduction littérale et/ou culturelle de ces concepts, c'est à dire de la non-vulgarisation, ce paradoxe est manifeste de la dynamique qui se met en place : les développeurs ont des auditeurs et une couverture médiatique (donc un écho dans les communautés), justifiant ainsi leur présence et les journalistes une rétribution.

2.2.6 - Négociation pour le cahier des charges : symbole d'ambivalence

Les deux objectifs majeurs de l'URAC en 2009 étaient de mener les négociations autour de l'aide à la presse et du cahier des charges. Elles ont été partiellement résolues par la tenue de négociations et la mise à disposition des fonds convenus. Les radios communautaires au Sénégal et plus particulièrement à Dakar, par le biais de leur association nationale, URAC (Union des Radios associatives et communautaires du Sénégal) se battent depuis des années pour réformer le cahier des charges. En dehors du

⁴⁸ Entre autre le Kurukan Fugan, programme d'Enda Graf incluant les radios communautaires. Voir documents remis à l'interne pour détails (annexe 3) et le site du programme : <http://www.forumkf.net/>

cahier des charges et de la réglementation ARTP d'allocation de fréquences qui considère les radios selon leur appartenance publique, privée ou communautaire, il n'existe aucune législation particulière quant à l'activité des radios communautaires, donc pas de reconnaissance. Elles sont régies, au même titre que les autres médias par la loi 96.04, une loi généraliste ne distinguant pas les différentes instances médiatiques. Il s'agit d'un problème récurrent que rencontrent les radios communautaires à travers le monde que l'AMARC a souligné en 2007 à travers une évaluation participative s'adressant à l'ensemble de ses membres internationaux (AMARC 2007).

Au cours de la campagne pour les élections municipales de mars 2009, le CNRA mis sous scellés trois émetteurs de radios communautaires, dont Oxy-Jeunes et Afia à Dakar (Diallo 2009 ; Ndong 2009)⁴⁹. Pendant une semaine, les radios ne purent émettre et les échanges avec le CNRA aboutirent à la réouverture des stations la veille des élections et à la tenue de négociations du cahier des charges avec des représentants des radios, de l'ARTP, du Bureau Sénégalais du Droit d'Auteurs (BSDA) et du Ministère de la Communication, financées par Enda Graf. Les radios semblaient avoir entravé l'article 19 de l'actuel cahier des charges, elles devaient donc « cesser de s'immiscer dans le débat politique conformément aux dispositions du cahier de charges applicables aux radios communautaires » (lettre de mise en demeure reçue par Afia FM et Oxy-jeunes – voir dans dossier chapitre 2 pour références).

Non, mais la politique c'est quoi? Jeanne?! La politique c'est très vaste. Ce sont des prétextes. Ils ont fermé, il y a eu une levée de bouclier de par le monde. Les gens ont contesté, en ont parlé, le ministère a appelé pour qu'on aille là-bas. On est parti à 11h. On a

⁴⁹ La troisième radio, Djoloff FM, ne se trouvant pas dans la région de Dakar n'a pas retenu notre attention pour des questions de limitation de la zone étudiée.

pondu une lettre pour dire que fermer les radios, parce que vous êtes l'autorité, ça on y peut rien, on s'engage à respecter le cahier des charges, mais vous vous engagez à ce qu'on fasse des rencontres pour régler le problème de ce cahier des charges Souleymane Bâ, Directeur d' Afia FM et Président de l'URAC).

Qu'est-ce qui est politique et qu'est-ce qui ne l'est pas? On est en période d'élection locale. Nous on est une radio locale. Les gens aspirent à diriger nos conseils municipaux, il faut qu'ils déclinent leurs programmes. Nous leur avons donné cette occasion, on n'a jamais dit « votez pour celui-là! ». Nous avons posé des questions critiques. Peut-être que l'État était désavantagé par rapport à notre façon de poser les questions. Le CNRA est rentré dans la danse pour fermer les radios, mais il avait sous estimé le niveau d'ancrage de la radio Oxy-jeunes. Pendant quatre jours, les gens ont tellement menacé, finalement on a trouvé un arrangement avec le CNRA et le ministère pour rouvrir les radios et ouvrir des négociations pour mettre en place un nouveau cahier des charges (Daouda Gueye, Coordonnateur général, Oxy-jeunes).

On a animé beaucoup d'émissions politiques avec des femmes et on a pas eu de problème contrairement à nos amis de Afia et Oxy-jeunes, on a soutenu des candidatures féminines, on a eu aucun problème, bizarrement. Malheureusement la majeure partie de ces femmes n'ont pas été élues. Mais on a fait notre travail, on leur a donné la parole (Mame Diarra Da Sylva, Directrice Manooré FM).

Les négociations ont eu lieu pour l'amendement de cet article et de celui sur la publicité.

Elles sont toujours en cours (voir projet de nouveau cahier des charges sur le site de l'URAC). Les raisons qui ont poussé les autorités à agir de la sorte sont floues. Il semblerait que dans les rédactions d' Afia et d'Oxy-jeunes l'investissement politique personnel de certains membres de la rédaction et direction ait été plus important que dans d'autres stations.

Vous savez qu'il y a une soixantaine de radios communautaires. Si sur cette soixantaine, il y en a trois qui ont fait l'objet de suspension de programme pour deux mois, je pense au bout d'une semaine, nous avons finalement rouvert, c'est parce qu'elles ont violé de façon systématique leur cahier des charges et quand on le leur a rappelé, elles ont persisté. Ça c'était une remise en cause

fondamentale de la législation. Tant qu'elle n'est pas abrogée, elle est valable. Ils doivent donc la respecter, même s'ils en demandent l'abrogation. On a procédé à la suspension des programmes et ils se sont ravisés, aussi bien l'URAC que les radios concernées prises individuellement. Elles se sont regroupées pour dire nous sommes fautifs, tant que ce n'est pas réviser, c'est valable. Ils ont signé un engagement. Ils nous ont même demandé de les aider à trouver un consensus avec les autorités autour d'un cahier des charges réactualisé. On a donc autorisé la reprise des programmes et ils ont réfléchi à des projets de nouveau cahier des charges tout en nous associant à la réflexion, mais nous étions là bas seulement comme facilitateur, sans nous engager. Le projet est déposé au ministère. C'est ce qu'on a appelé la crise. Je pense qu'ils vous en ont parlé de long en large, mais c'est ça la réalité. Qu'ils se battent pour le changement, mais en attendant ça ne change rien. (Modou Ngom, Responsable du secteur des Médias, de la Publicité et des Radios, CNRA).

Les radios communautaires semblent, malgré les fâcheux événements commencer à obtenir gain de cause auprès de l'État.

Nous travaillons, au niveau du ministère, de l'ARTP et du CNRA sur une harmonisation des législations en ce qui concerne le cahier des charges, les conventions de concession, la procédure même d'assignation de fréquences. On va vers un toilettage des textes. C'est un secteur en plein boom. Les professionnels aussi bien des radios communautaires que les institutions et les agences de régulation travaillent à une meilleure organisation du secteur, à un assainissement, que les procédures soient bien édictées et que la loi soit appliquée dans sa rigueur. C'est un secteur où l'on sait que la radio a un rôle éminemment important dans la conscientisation des populations. C'est un média très puissant, qui peut avoir des travers si on n'y prend garde. Il n'est pas question d'abandonner ce secteur comme dans une jungle où chacun viendrait faire ce qu'il veut. Dans quelques mois on devrait arriver à l'adoption de textes clairs. (...) Il y a une concertation nationale sur la presse en ce moment dans laquelle les RC sont invitées pour aboutir à un code de la presse consensuel. (...) Au Sénégal qui est un pays de liberté, ce secteur des médias a connu une expansion et la législation a du mal à suivre le rythme imposé notamment par ces médias, et aussi à Internet. La loi 96.04 qui régit le secteur est largement dépassée. Il est question de mettre la loi à hauteur de ce qui se fait (Papa Atou Diaw, Directeur de la Communication, Ministère de la Communication).

2.3 - L'ambivalence : une caractéristique récurrente des interactions

Les nombreux exemples exposés précédemment nous ont montré certaines récurrences dans les relations entre les différents acteurs du domaine : une affirmation face à un gouvernement et un paysage médiatique plutôt hostile ou du moins peu reconnaissant du travail des radios communautaires et une ambivalence face aux partenaires liée à une précarité financière tant des journalistes que des radios communautaires en tant que structure.

Dans l'article, *The Capacity to Aspire: Culture and Terms of Recognition*⁵⁰, Arjun Appadurai, anthropologue indo-américain rappelle le paradoxe souvent observé dans les contextes de pauvreté qui veut que les populations démunies, ne se positionnant pas contre la norme, la reproduise, reproduisant par là même les raisons de leur assouvissement (Appadurai 2004). Appadurai donne l'exemple des castes dans la société indienne. Il parle alors d'ambivalence face à la norme dominante. Trois types de réaction sont observées, reprenant la typologie d'Albert Hirschman (Appadurai 2004, 63-69) : la loyauté, soit la reproduction de la norme; la sortie, soit le refus de la norme mais non le changement du statut de marginalisé; et la voix, le statut préféré par Appadurai qui consiste en la confrontation de la norme pour initier un processus de changement : « the voice as a cultural capacity » (Appadurai 2004, 66). Ce processus est celui de la « capacité d'aspirer »⁵¹. Son objectif est d'obtenir la reconnaissance sociale à savoir une considération non plus abstraite, mais manifeste qui s'articule autour d'une intégration et

⁵⁰ Les recommandations formulées par Appadurai dans son article s'articulent autour de la mise en place de programmes de développement. Nous utiliserons le cadre conceptuel d'Appadurai dans le but d'illustrer théoriquement les dynamiques communes de reconnaissance et d'expression de la voix étant donné que notre objet d'étude s'attache justement à la réflexion critique des politiques de développement telles que pratiquées dans le domaine des radios communautaires à Dakar.

⁵¹ Nous conserverons la traduction littérale dans le but de conserver les implications et la formulation poétique d'Appadurai. « Aptitude à se projeter dans l'avenir » aurait pu être une autre option.

d'une prise en compte tangible du groupe s'étant élevé au statut de voix. Ce processus nécessite la possession de la capacité. Il faut être capable de ne plus être en état d'ambivalence face à la norme, mais de s'en extraire pour articuler une différence. Dans un contexte de pauvreté, la dimension de survie est si forte que la prise de distance nécessaire à l'articulation de la différence est difficile de la même façon qu'il est compliqué pour le père de famille d'écouter parler de bonne gouvernance dans sa maison inondée. Appadurai compare la capacité d'aspirer à la faculté de se déplacer sur une carte, la carte portant les différentes possibilités de vie, propositions, alternatives à la norme (Appadurai 2004, 69-80). Pouvoir se déplacer sur cette carte signifie pouvoir varier les expériences, tantôt prendre de la distance, tantôt affronter les problématiques. De plus, cette navigation permet d'explorer certains aspects culturels qui se manifestent plus comme des évidences que comme des processus construits consensuels et d'en révéler la construction. La capacité d'aspirer est donc une troisième voie, entre reproduction des normes et donc perpétuation du statut d'oppressé et celui du refus de la norme, donc renforcement des dissensus et du statut de marginalisé. Bien entendu, le contexte culturel qui nous intéresse est très différent de celui dont s'inspire Appadurai qui s'intéresse dans cet article aux bidonvilles de Mumbai. Néanmoins, le cadre conceptuel qu'il développe nous apparaît tout à fait pertinent dès lors que notre objet a à faire avec la prise en main d'un groupe marginalisé. La dynamique d'émergence semble à bien des égards représenter le processus du passage au statut de voix (ici au sens littéral) dans un contexte de pression où le consensus s'obtient au terme d'une lutte sur de nombreux fronts. Au Sénégal, la reconnaissance des mouvements sociaux et culturels s'est faite à travers le financement des radios par des ONG internationales, mais pas par l'État. Ainsi,

le dissensus demeure dans la sphère culturelle locale. Les radios se retrouvent alors au cœur de deux dynamiques : 1) à travers leur relation avec les partenaires internationaux qui bien que d'abord teintée par la reconnaissance va articuler au fil du temps ses propres dissensus et 2) d'autre part, la non reconnaissance par l'État à travers un cahier des charges des plus handicapant et un accès à l'aide à la presse bafoué. Ce cahier des charges est la manifestation même de la reconnaissance « abstraite » dont parle Appadurai (2004, 62-66), une reconnaissance partielle (ici à travers la délivrance de fréquences) sans réel soutien donc considération pour la réalité des radios. En effet, un soutien financier public relatif et incertain et une interdiction d'obtenir des fonds privés. Cette précarité ne fait qu'encourager le renforcement des relations entre les radios et leurs partenaires internationaux, source majeure de reconnaissance. Elle se fait ressentir à nouveau dans la façon dont le gouvernement et les autres médias perçoivent les radios communautaires.

L'ancrage communautaire d'une radio à Tambacounda ou à l'extrême Est où les préoccupations sont purement rurales, c'est différent d'une radio qui se trouve à la Sicap Liberté [quartier de Dakar] où les questions sont à peu près les mêmes que celles évoquées par les radios commerciales.

Jeanne : Quelle est la spécificité à ce moment là des radios communautaires?

Modou Ngom : S'il ne tenait qu'à moi, les radios communautaires seraient réservées aux zones rurales ou semi-rurales. (...) Ils peuvent parler de culture, de folklore, de terroir. Ici [à Dakar] les gens sont surinformés. Dans d'autres zones, ils sont sous informés. Ici, c'était des radios soit féministes, soit des radios où les gens créaient pour créer, la différence est tenue, on les oblige quand même à ne pas concurrencer les radios commerciales sur le terrain publicitaire et politique. Ce qui fait que leur marge est très petite. Mais c'est eux qui ont voulu avoir une radio en plein cœur de Dakar. (Modou Ngom, Responsable du secteur des Médias, de la Publicité et des Radios, CNRA).

La casquette « radio communautaire » n'a pas encore de poids devant les autorités nationales. C'est un peu sectaire de leur part: communautaire, public, privé. La personne derrière le micro peut être formée dans une école ou sur le tas, on le sait. Dans le milieu, c'est ça. On n'est pas très bien vu (Moussa Niang, Rédacteur en chef, Jokkoo FM).

Les radios se retrouvent dès lors dans une nouvelle situation ambivalente. Au fil des années, le désir d'aspirer s'est forgé et les radios se sont peu à peu organisées pour remettre en question ce cahier des charges, luttant ainsi pour une reconnaissance, travaillant leur propre ambivalence face au pouvoir étatique. À travers de nombreux exemples tels que la fermeture de stations en temps d'élection et les négociations pour la réouverture, la prise de position pour l'obtention de la part promise de l'aide à la presse et les nombreux séminaires visant à la facilitation du dialogue entre les instances gouvernementales et la société civile (dont les radios sont un des porte-parole majeurs), nous pourrions avancer l'idée que les radios communautaires dakaroises ont peu à peu construit leur capacité d'aspirer à travers ce processus de demande de reconnaissance de l'État sénégalais. Néanmoins, les structures partenaires demeurent ambivalentes par rapport à l'autonomie des radios : elles ne leur assurent pas la pérennisation de leurs activités. Avoir un partenariat peut être synonyme de prestige car souvent les radios sont sélectionnées parmi d'autres radios dans le pays ou la sous-région. Il y a une sensation d'accomplissement et de correspondance avec les critères des partenaires. La communauté ne fait pas forcément le poids dans ces dynamiques de reconnaissance, elle n'est d'ailleurs plus tant considérée en dehors du discours sur les radios communautaires si l'on en juge le contenu des formations et séminaires que suivent les radios en dehors de la diffusion de messages à travers l'outil labellisant qu'est devenu la radio communautaire. Il existe une contradiction de la part des organismes sources de

financements : entre un désir de faire de ces radios des acteurs démocratiques exemplaires, tout en continuant de les qualifier de mauvaise qualité, renforçant la vision condescendante du milieu des médias sénégalais. Les radios aussi sont ambivalentes par rapport à leur communauté dans le sens où elles ne remplissent plus leur mandat initial d'être leur voix, trop préoccupées par la conservation de leurs partenariats.

Sommes-nous dans une simple situation d'instrumentalisation? Je pencherais plutôt pour une interaction d'enjeux : 1) les circonstances d'émergence dans le milieu du développement de la communication pour le développement a porté la radio communautaire au rang d'outil de communication participative; 2) la professionnalisation du milieu du développement a eu pour conséquence la mise en place de pratiques et de normes qui, même si contradictoires et contre-productives continuent d'être pratiquées parce qu'une sorte de conformisme empêche sa remise en question. La reconnaissance obtenue par les partenaires internationaux peut aussi être perçue comme instrumentale.

En effet, les circonstances de qui décida qu'une radio participerait à solutionner le problème du chômage et de l'inactivité chez les jeunes ne sont pas claires. Les mouvements sociaux des années 1990 se sont vus proposer la radio communautaire comme porte-voix, l'alliance avec les acteurs internationaux a été circonstancielle et permise par la nature des politiques du moment. Au cours des années, cette alliance s'est façonnée, structurée, typée, jusqu'à créer un véritable milieu avec ses propres codes, savoir-faire, pratiques et non-dits. Les partenaires soutenant les radios pour qu'elles deviennent non plus seulement les voix des communautés, mais qu'elles parlent en leur voix propre. Les partenaires appuient les radios dans leur processus de reconnaissance, ils les encouragent et les forment à la capacité d'aspirer mais sans prendre en compte leur

propre présence dans le processus de consensus, leur présence apparaissant dès lors comme une évidence. Ils encouragent les radios à identifier les articulations de leur précarité tout en leur imposant des normes qu'elles ne peuvent qu'approuver au risque de tout perdre. Les organismes de développement font partie intégrante de la culture sénégalaise dans laquelle les radios communautaires naviguent. Elles en sont à la fois le produit et la force reproductrice. Les radios se retrouvent donc prises entre une loyauté aux normes dictées par les partenaires internationaux et une voix qui s'élève pour obtenir la reconnaissance du gouvernement, dans une situation de compromis.

Chapitre 3 - NÉGOCIATION DE L'EXTRAVERSION: LE COMPROMIS COMME MODE D'ACTION

L'ambivalence des radios communautaires vis-à-vis de l'autorité n'est pas la seule figure qui caractérise leur milieu. Le compromis, état de concessions réciproques, d'entre deux, traverse les actions et pratiques du milieu tout en participant de l'ambivalence. Face à l'autorité, cette figure dévoile l'identité des radios communautaires comme lieux de cristallisation des négociations de la culture sénégalaise avec les modèles extérieurs. Le compromis devient un mode d'action dans une dynamique de dépendance et de constante influence. Face à une présence incessante, les radios développent leurs stratégies pour donner forme au milieu et participer à l'établissement des structures et des règles. Nous réfléchissons dans ce chapitre à la place de la radio dans la culture sénégalaise, à travers la figure de l'extraversion et tâcherons de délimiter les contours du compromis comme mode d'action au sein du milieu.

3.1 - Compromis comme mode d'action

3.1.1 - Une multitude de programmes et d'approches

Bien que les radios communautaires et leurs partenaires forment un milieu, il n'existe pas de coordination entre les partenaires de soutien au Sénégal. L'offre est désorganisée et la demande principalement régie par des soucis financiers. Le trop plein de projets mène à la rencontre de multiples visions du développement, des radios communautaires, de l'usage de la communication pour le développement, des priorités de développement. Bien que tous les partenaires s'entendent sur la radio communautaire comme outil démocratique de développement, des nuances d'usage et d'intervention demeurent. Par

exemple, RSFRadio choisit de ne travailler que sur des projets ponctuels, ses volontaires participent aux activités de l'association en plus de leur profession. Ils veulent ainsi aller à l'encontre de la « professionnalisation » du développement, considérant leur action comme civique et non professionnalisante. Ainsi, ils choisissent d'appuyer uniquement les dimensions techniques à l'aide de formation sur des logiciels libres. L'AMARC Internationale, dans sa dimension d'ONG (en plus d'être un réseau et une association) a pour principe de ne soutenir que les structures radiophoniques et jamais les journalistes de façon individuelle. De nombreux partenaires ont en effet remarqué qu'il s'agissait souvent des mêmes journalistes envoyés par les rédactions pour suivre les formations. Ces situations sont exemplaires de la multitude d'approches. De nombreux consultants font référence à la situation du Mali où l'ARCOM (Alliance des Radios Communautaires du Mali) encourage les partenaires à travailler de concert pour éviter la multitude de programmes proposés aux radios⁵². Peut-être que cet effort de coordination fait partie d'une nouvelle phase dans la « professionnalisation » du développement. Cette situation de multiplicité met les radios communautaires dans une situation extrêmement inconfortable car les programmes ne sont pas nécessairement complémentaires : il y a donc dispersion du savoir et des capacités plus que renforcement des structures. Les consultants et partenaires d'appui s'accordent sur la nécessité d'une collaboration, mais pour l'instant, aucun projet concret n'a vu le jour. Les radios doivent mettre en place des techniques et stratégies si elles veulent mener une activité consistante et cohérente.

⁵² <http://initiatives-mali.info/spip.php?article94> Présentation de l'ARCOM.

Bien qu'il n'y ait pas d'harmonisation dans les interventions des partenaires, les radios font des soumissions, les retombées sont différentes d'un partenaire à l'autre. Elles n'empiètent pas sur les mêmes thématiques parce ce sont elles qui font les propositions, les partenaires appuient selon ce qui leur a été présenté. Il y a aussi des partenaires qui approchent les radios en leur demandant de s'intéresser à telle thématique parce qu'ils sont disposés à financer par exemple un programme sur l'éducation des filles (Oumy Cantome Sarr, Consultante)

3.1.2 - Le choix du contenu : la grille de programme et la conférence de rédaction

Aux compromis à faire dans le choix des partenaires pour conserver une cohérence dans les activités de la radio s'ajoute les relations avec les communautés. Les discussions autour de l'élaboration de la grille de programme permettent de comprendre les différentes forces en jeu.

Le partenaire fait partie de la vie de la radio. Dans la radio communautaire, on ne peut pas seulement dire qu'il y a une grille de programme propre, qu'ils fuient les partenaires, qu'ils respectent leur grille. La participation des partenaires influe beaucoup sur la programmation. Il faut distinguer deux types de partenaires: les partenaires institutionnels, tout ce qui est partenaires techniques et financiers et les partenaires autres qui donnent de leur temps pour faire des émissions, ce sont des bénévoles. Mais moi je les perçois comme des partenaires parce qu'elles sont là désignées par leurs propres organisations de la société civile (renforcement de l'implication politique des femmes, l'alphabétisation, l'éducation, etc.). Les radios font un travail en totale collaboration avec eux. (...) Les partenaires institutionnels c'est les organismes de financements. Les radios connaissent les centres d'intérêt de l'organisme, il y a un appel à proposition ou pas, elles soumettent un projet. S'il est accepté, il devient leur partenaire. Il y a des normes et des clauses qui définissent les normes de partenariat qu'il faudra respecter (date de dépôt du rapport, indicateurs, etc.). (...) Avant de finaliser le contrat, il faut discuter du contenu. Il faut que les idées du partenaire soient prises en compte. La radio peut élaborer, mais dans les séances de discussion, les partenaires peuvent avoir d'autres perceptions qu'il faudra prendre en compte. Ils arrêteront quelque chose en commun. Là c'est plus formel qu'avec les autres partenaires, mais ils collaborent, il n'y a pas de pression. (...) Les partenaires financiers nationaux viennent pour des spots, des campagnes, mais

les partenaires internationaux viennent pour des programmes qui durent pendant un ou deux ans. (Oumy Cantome Sarr, Consultante).

La conférence de rédaction est un moment au cours duquel le compromis se fait entre les sujets à couvrir, symboles des multiples partenaires, financiers et communautaires. Trois sources de sujets à couvrir sont présentes : les demandes de couverture des partenaires, de la communauté et les initiatives des journalistes émanant de leur propre ancrage dans la communauté. Les sujets peuvent, dans le meilleur des cas se recouper.

Puisqu'on est une radio communautaire, une radio des « sans voix », la courtoisie voudrait que ce soit d'abord les acteurs locaux qui ont une manifestation et qui ont fourni des demandes [que l'on aille couvrir]. (...) C'est dans ce dilemme que je me trouve chaque jour. Du côté de la direction, les demandes de partenaires priment sur tout. On va d'abord couvrir ces événements, ensuite on retourne sur le terrain pour voir d'autres choses (Moussa Niang, Rédacteur en chef Jokkoo FM).

Il faut noter que dans ces choix résident aussi l'argument des couvertures pour lesquelles le journaliste recevra une rétribution. Le compromis s'exécute au sein de la rédaction entre les forces que nous avons déjà relevées dans le chapitre précédent, à savoir l'autorité de l'État, la communauté et les partenaires internationaux. Au sein de la grille de programmes, les différentes instances sont constamment présentes, soit à travers des émissions reflétant directement à l'une ou l'autre des instances (voyance, religion pour la communauté, communiqués, spots, émissions des partenaires d'État ou internationaux), mais le plus souvent mêlant les instances. Les sujets moins axés sur le développement apparaîtront finalement comme plus endogènes : vie conjugale, religion, identité culturelle et ethnique, le respect des aînés, etc. Et encore là, les sujets peuvent se recouper: la violence faite aux femmes peut se rapporter à la vie conjugale, l'affirmation

de l'identité culturelle par la pratique des langues peut s'affilier à la représentativité de toute la société donc à la fonction démocratique de la radio. La combinaison de programmes de commande et les initiatives des journalistes crée une programmation qui illustre la rencontre entre les nombreuses forces en jeu aujourd'hui à Dakar. Cette combinaison assure la survie financière de la structure.

*Ku ëmbë sa sanxal ëmbë sa suturë*⁵³. Si un bailleur de fonds vient avec ses sous, on est obligé de céder. Si tu me donnes tout le temps à manger, je suis obligé de faire ce que tu me demandes. C'est le système donnant-donnant, *win-win*. Et on fait aussi du contenu pour aller négocier avec les partenaires, pour qu'ils nous appuient. On sait ce qu'ils veulent. (...) Chaque personne est libre de choisir ses invités. Mais la coordonnatrice peut me demander si j'ai fait une émission sur le SIDA et elle va l'utiliser pour aller démarcher des partenaires et négocier. Même si les partenaires et les bailleurs n'imposent pas directement, ils le font indirectement. Qu'on le dise ou pas, c'est ça! C'est la vie. Un partenaire a ses propres intérêts à défendre qu'on le dise ou pas. Ils viennent nous voir parce que le droit des femmes les intéresse, ils ont leurs propres objectifs. Ils nous ont ciblé avant même de venir ici, mais ils ne nous imposent rien. On aimerait qu'ils viennent toujours parce que sans eux on ne peut pas s'en sortir. C'est ce que j'ai constaté. (...) Au Sénégal quand même avec l'aide qu'on nous donne, il faut renvoyer l'ascenseur (Amadou Samba Camara, Journaliste – Présentateur, Manoore FM).

Une fois « l'ascenseur renvoyé », la radio communautaire peut s'offrir la liberté d'utiliser les plages horaires restantes pour d'autres contenus. Se pose alors la question de l'ancrage qui détermine la dimension « communautaire » du contenu.

Ce n'est pas le directeur et le chef de programme qui connaissent la communauté, la communauté se connaît elle-même. (...) Il ne faut pas être trop idéaliste! Il y a des pratiques qu'il faut revoir. (...) "Des radios et des communautés: qui cherche qui?", c'est le titre de

⁵³ Le proverbe "Ku ëmbë sa sanxal ëmbë sa suturë" ne peut être traduit littéralement. Trois traductions permettent de comprendre ses significations : 1) Celui qui te donne de l'argent achète en même temps ton silence ; 2) On ne peut pas contredire ou dire la vérité à la personne qui nous donne à manger (de l'argent) ; 3) On est toujours complaisant avec la personne qui nous donne de l'argent.

mon livre à venir. Pour que le bailleur me donne de l'argent, il faut que je crée ma communauté. (...) C'est le bailleur par ricochet qui a incité la radio à créer ces communautés fictives. Par contre, il y a des communautés qui ont un besoin profond (Oumar Seck Ndiaye, Expert consultant média/communication).

3.1.3 - La question de l'ancrage communautaire

L'ancrage communautaire est certainement la question la plus problématique et la moins quantifiable du milieu. Il n'y a pas d'études d'audience sur lesquelles s'appuyer pour connaître la popularité des radios communautaires, pas plus que d'outils mis en place sur le long terme permettant d'évaluer les impacts des radios sur les populations⁵⁴. Seuls les outils permettant d'ancrer la radio dans la communauté au moment de sa création ont été éprouvés. La MARP par exemple, s'applique tant aux radios communautaires qu'aux projets de développement. Ainsi, la radio communautaire est ancrée dans le développement. Il existe le modèle de fonctionnement participatif des radios communautaires sur lequel les dakaroises se sont fondées au départ. Un des éléments de ce modèle sont les clubs d'écoute. Censés naître avec les radios communautaires, ces clubs sont l'assurance que la programmation émanera de la communauté. Il en est de même pour les instances de gouvernance⁵⁵, de leur nomination par la communauté, de la tenue régulière d'assemblées générales consultant les populations, des comités de quartier et du renouvellement des mandats des dirigeants des radios qui sont garantes de l'ancrage communautaire. Ce modèle, prôné dans les manuels n'existe pas ou plus dans les radios rencontrées. Ces notions appartiennent à la version « idéalisée » de la radio, à des

⁵⁴ Seule l'AMARC a initié en 2007 une recherche participative visant à l'évaluation des impacts des radios. Le processus est très long, d'autant plus que le projet ambitionne de couvrir l'ensemble des manifestations de radios communautaires, partout dans le monde.

⁵⁵ L'Assemblée Générale (AG) composée de représentants de la communauté élit le Conseil d'Administration (CA) de la radio qui nomme à son tour le comité de direction.

processus théoriques idéaux. Des bribes de CA demeurent, mais les comités de direction sont souvent les mêmes depuis des années et les AG se font rares. Mais les radios savent combien ces instances et ces clubs d'écoute – appelés *fan's club*⁵⁶ à Dakar – sont chers aux bailleurs.

J'ai vu des bailleurs créer des clubs d'écoute pour les radios. Ce sont des clubs purement décoratifs qui n'ont aucun impact sur la vie de la radio parce que créés extérieurement. (...) J'ai vu des clubs d'écoute qui émanent des communautés et qui ont un réel poids sur la radio. Ils ont le pouvoir de renverser les dirigeants de la radio, de changer les grilles de programme. Et j'ai vu d'autres clubs, et pas les meilleurs, juste là pour des questions de rapports. (...) Ce sont des données quantitatives qui font bien dans les rapports des bailleurs, mais en réalité c'est une coquille vide. On a créé vingt clubs d'écoute donc c'est participatif. C'est faux! Qui les a créés? Les chefs de stations demandent à la famille, aux amis de créer des clubs d'écoute. C'est facile, mais ce n'est pas participatif. Ce sont des choses sur lesquelles il faut réfléchir. Beaucoup de bailleurs sont contents de mettre ça dans leurs rapports, mais je suis désolé, ce n'est pas vrai, il n'y a pas de contenu! Les clubs n'existent que s'ils arrivent à influencer sur la gouvernance de la radio. (...) Ça c'est la participation! (...) On peut lire beaucoup de rapports « bidons » sur la participation, c'est quelque chose d'assez rare au sens profond du terme. Il y en a qui font mieux que d'autres, mais sur six cent radios, peut-être dix sont réellement communautaires. (...) La programmation doit venir des clubs d'écoute, la radio ne doit faire que la systématisation des propositions. Elle doit prendre ces idées et les traduire en termes techniques (Oumar Seck Ndiaye, Expert consultant média/communication).

Pour pallier l'absence de ces instances assurant l'ancrage communautaire, les permanents, les bénévoles, les dirigeants n'hésitent pas à instrumentaliser d'autres pratiques. L'ancrage communautaire est alors assuré par la visite d'auditeurs à la station (certains deviendront permanents, leur histoire participera au « mythe » de l'ancrage), des

⁵⁶ L'usage de l'anglais dans ce pays francophone est tout à fait intéressant et montre la non appartenance culturelle de la pratique, surtout que des « clubs d'auditeurs » ont existé dans la francophonie africaine à partir des années 1950 (Gaba 1985; Leyris 2005; Robert sans date; Robert 2007; Bonin & Opoku-Mensah 1998 :12).

courriers, mais surtout des appels téléphoniques, particulièrement ceux reçus pendant les émissions interactives ou « à téléphone ouvert ». Les radios connaissent l'importance de ces clubs dans l'assurance de l'ancrage.

Jeanne : Il y a beaucoup d'émissions avec le téléphone ouvert?

Souleymane Bâ : Ça fait vivre la radio.

Jeanne : C'est votre façon de vous rendre compte de la réaction de l'audience?

Souleymane Bâ : Oui.

Jeanne : est-ce que votre ligne éditoriale ou la grille de programme peut être modifiée par ces appels?

Souleymane Bâ : Oui. Par exemple, il nous arrive d'avoir une émission sur une tranche horaire qui ne fonctionne pas. Quand une émission ne prospère pas parce que personne ne réagit, on l'arrête (Souleymane Bâ, Directeur, Afia FM).

Jeanne : [Les amis de Jokkoo] se sont connectés les uns avec les autres à travers les appels?

Moussa : (...) à travers les émissions interactives musicales. L'animateur jouait le rôle d'intermédiaire et de taquineur. (...) Les gens ont sympathisé en direct! Ce n'est que très récemment [qu'ils] sont venus nous dire qu'ils avaient épargné de l'argent, mais qu'ils ne savaient pas comment travailler avec nous. Cette structure se limitait à regrouper des auditeurs, chaque dimanche, ils se retrouvaient chez l'un ou l'autre pour festoyer (Moussa Niang, Rédacteur en chef, Jokkoo FM).

La plupart de nos émissions sont interactives. Les gens ont la possibilité d'interpeller l'animateur ou les invités. L'émission « Dialogue communal » par exemple, le maire d'une commune d'arrondissement est invité, il développe son programme, on fait des reportages sur le terrain au préalable pour que les populations donnent leur point de vue et les auditeurs l'interpellent. Le maire doit s'expliquer. Il nous arrive que des auditeurs viennent ici, ou nous écrive par courrier ou par courriel (Daouda Gueye, Coordonnateur général, Oxy-jeunes).

Le « téléphone ouvert » ainsi que les émissions interactives permettent à la fois à la radio une source supplémentaire de revenu tout en leur fournissant un argument d'ancrage communautaire. Quelle est donc cette communauté? Elle semble

souvent définie par ce qu'elle n'est pas ou à travers les objectifs de la radio communautaire.

Jeanne : Comment définissez-vous la communauté d'Afia?

Souleymane Bâ : C'est pas une communauté linguistique, c'est pas une communauté socio-professionnelle, c'est plus tous ceux qui s'intéressent à la grille des programmes, au contenu des émissions de la radio Afia. Vous mettez aujourd'hui la pêche, le pêcheur sera intéressé. Vous mettez la culture, les cultivés seront intéressés. Vous mettez la santé, ça intéresse la population (Souleymane Bâ, Directeur, Afia FM).

La communauté devient le plus souvent celle vivant autour du lieu d'émission de la radio quand celle-ci émet à des centaines de kilomètres à la ronde. S'en dégage un rapport au territoire fonctionnel et non médiatisé par des ondes radiophoniques. Lorsque l'on sait le temps que cela prend pour parcourir cent kilomètres au Sénégal, le territoire prend très vite une autre dimension, la communauté aussi. La diversité et le manque de clarté des réponses reçues à la question « à quelle communauté vous adressez-vous? » attestent de l'absence d'un mandat clair que les radios se donnent à elles-mêmes. Dans les différents entretiens que j'ai menés avec des consultants, lorsque j'ai soulevé la question de ce manque de clarté, ils l'ont reconnu et souligné la nécessité de réfléchir le statut et l'identité des radios communautaires. Bien que la question soit récurrente, qu'elle revienne de nombreuses fois, faisant de l'« ancrage communautaire » un problème, aucune réflexion frontale n'a été initiée, ce que déplorent de nombreux acteurs du milieu, pris dans d'autres questionnements. L'agenda des bailleurs s'attelle majoritairement à la bonne gouvernance, au renforcement des liens entre acteurs de la base et instances gouvernementales et à la transparence.

Les principes d'ancrage communautaire semblent avoir cédés leur place aux techniques de négociations dans les processus démocratiques. L'ancrage est-il alors pris pour

acquis ? La «communauté» demeure une notion abstraite dans des processus l'impliquant pourtant directement. Les réactions, ambiguës de réponses à demi données sont manifestes de certains sujets pour lesquels aucun discours n'a été préalablement mis en place, d'une absence d'affirmation identitaire, d'une insécurité par rapport aux conséquences de cette réponse. L'idéal n'est pas atteint mais à moins de questionner frontalement son absence, on n'obtient que des réponses abstraites. La situation demeure floue et les attitudes de tous sont ambiguës face à ces questions. L'ancrage communautaire semble donc instrumentalisé au profit d'un autre ancrage largement développé précédemment : celui institutionnalisé dans l'industrie du développement. Cette logique de compromis comme mode d'action fait de ces radios des gardiennes de l'ordre établi et non pas des réformatrices.

L'absence de guerre et la paix. Il peut ne pas y avoir de guerre, mais ça ne veut pas dire qu'il y a la paix. La paix, c'est à l'intérieur du corps, mais aussi à l'extérieur. La justice, les inégalités sont réduites, c'est ça un peu l'objectif recherché. Une grille de programme doit pouvoir faire en sorte de façonner un citoyen nouveau. Le citoyen doit connaître ses droits et ses devoirs. Quand les droits et les devoirs sont connus et bien discernés, on peut avoir une société moins inégalitaire et plus de paix. La radio communautaire doit contribuer à ça. Partout où il y a de la tension, faire en sorte que la tension baisse. Il ne faut pas l'attiser (Souleymane Bâ, Directeur d' Afia FM et Président de l'URAC).

3.2 - Extraversion, dépendance et autonomie

3.2.1 - Extraversion et dépendance

« L'extraversion consiste à épouser des éléments culturels étrangers en les soumettant à des objectifs autochtones » (Bayart 1996, 80). L'extraversion va de paire avec la réflexion sur la dépendance. Jean-François Bayart réfute la Théorie de la dépendance, non pas dans les rapports de pouvoir qu'elle dénonce, mais dans le positionnement

constamment périphérique qu'elle donne aux populations locales dans leur propre réalité (Bayart 1992 : 59-60; Bayart 1999⁵⁷). En effet, il considère que les populations dites dépendantes ou périphériques selon la Théorie de la dépendance ont en fait un

recours délibéré à des stratégies d'extraversion. (...) En bref, « les Africains ont été les sujets agissants de la mise en dépendance de leurs sociétés, tantôt pour s'y opposer, tantôt pour s'y associer », sans que l'on puisse pour autant, de manière anachronique, réduire de telles stratégies autochtones au « nationalisme » ou au contraire à la « collaboration » (Bayart 1999 : 98).

Très critiqué pour ses positions, il n'en demeure pas moins qu'il approche son objet dans une perspective complexe donnant aux populations constamment reléguées au statut d'oppressé par la Théorie de la dépendance le statut de « sujet agissant » qui leur revient. La Théorie de la dépendance ne cherche en effet jamais à mettre en avant, en dehors de processus de résistance, le rôle joué par les populations « périphériques » dans les dynamiques sociales et politiques qui sont les leurs. Les populations ou objets d'études périphériques apparaissent constamment opprimés et sans réelle force d'action (positive ou négative, reproductrice ou inventant une nouvelle voie) sur leur état, participant indirectement à la reproduction d'une vision négative et déshistoricisée de l'Afrique⁵⁸ :

Parce qu'il n'est pas vrai que tant au point de départ qu'au point d'arrivée, l'Afrique, monstre incomparable, ombre silencieuse et lieu muet de la nuit, se ramène à une lacune (Mbembe 2000 : 21).

⁵⁷ Cet article est une première version d'un article destiné à la publication en anglais l'année suivante dans *African Affairs* (Bayart 2000)

⁵⁸ Le choix du préfixe post- ou néo- sous-entend que l'époque contemporaine africaine ne se définit que par rapport à la présence coloniale passée et non pas dans une continuité historique, refusant aux populations colonisées une histoire propre. Leur histoire ne serait qu'une réaction à celle de ceux qui les ont colonisés. Hors, elle est plus qu'une simple réaction, elle a aussi une unicité, une ambivalence, un silence d'où notre choix d'user des deux préfixes afin de faire référence aux manifestations relevant des deux néologismes. De la même façon, il devient absurde de penser l'Afrique selon la dichotomie modernité vs tradition (bien que l'on puisse trouver des traces de pratiques plus traditionalistes).

Les usagers de la Théorie de la dépendance ont tendance à représenter les « populations périphériques » comme récipiendaires – de décisions politiques, d’actes oppressants, de programmes de développement – plus que comme des « sujets agissants » sur les actes d’oppression qui leur sont imposés. Les *critical development studies* usent de cette approche pour condamner les politiques de développement sans interroger leurs possibles effets et impacts, pas seulement en terme de développement, mais aussi et surtout en terme de réaction culturelle, économique ou sociale sur les socialités locales. Réfutant la thèse selon laquelle la société et l’État en Afrique sont un « échec » causé par le « caractère importé de ses institutions », Bayart affirme que

les conflits actuels ne proviennent pas d’une distorsion originelle entre l’État et la société, mais de l’osmose entre l’une et l’autre. Ils ne procèdent pas d’une rupture radicale, celle de la colonisation, mais de continuités historiques, celles de l’extraversion. Ils n’expriment pas la marginalisation de l’Afrique au sein de l’économie mondiale, mais les dynamiques plus ou moins anciennes, ou au contraire inédites, de son insertion dans celle-ci (Bayart 1999, 106).

Ainsi, il favorise la complexité de l’objet étudié à tout positionnement idéologique à la manière de Foucault cité chez Rabinow (1986, 240). Il ne s’agit pas d’ignorer la dimension d’imposition impliquée par la relation de pouvoir, mais plutôt de questionner les mises en application de ces impositions par rapport à des manifestations concrètes, multiples et paradoxales, en donnant à tous les acteurs en jeu les rôles qui leur reviennent.

Autrement dit, il ne s’agit pas de nier le fait de la dépendance, mais de penser la dépendance sans être dépendantiste, ce qui est très différent. (Bayart 1999, 98)

L'état d'ambivalence que nous avons décrit dans le chapitre précédent se veut justement non pas « dépendantiste », mais bien caractéristique de « l'expérience radicale de *contact* » (Kane 2008, 71) propre à l'extraversion et à la reproduction ainsi qu'à la perpétuation d'un état de dépendance. Les programmes de développement participatifs s'articulent en opposition au *development tourism* qui consistait en des visites éclairés des responsables de projets sur les sites (Chambers 1994a, 955-56). Ils revenaient ensuite avec des solutions à mettre en place sans consulter les personnes concernées. Nous étions alors dans la méthode *top down* contre laquelle la méthode participative s'est instaurée. L'état de dépendance que provoquait cette extraversion s'articulait ainsi : les populations ne s'appropriant pas les projets demeuraient dépendantes non seulement de l'existence des projets pour leur développement, mais aussi de la présence des agents des organismes de développement.

3.2.2 - Les limites de l'extraversion autonomisante. La cristallisation de la méthode active

La stratégie d'extraversion démocratique a vite trahi ses limites en étant précisément incapable d'intégrer économiquement, institutionnellement, scolairement et, en définitive, idéologiquement cette dernière catégorie sociale [jeunes, pauvres, paysans], alors même qu'elle représente la majorité de la population (Bayart 1999, 102).

Les méthodes participatives dont les radios communautaires sont les outils veulent combler ce manque d'autonomisation des populations - mettant l'accent sur les populations les plus vulnérables - face aux projets de développement et apporter une dignité aux populations, leur donnant les moyens de se prendre en main.

Placing the responsibility of designing development projects unilaterally may seem to suggest that the School's devcom was only a mask over the modernization paradigm, but Quebral (...)

emphasis on community consultation in development interventions only demonstrates the different positioning of participation as a practice (Manyozo 2006, 88).

Nous sommes là dans un processus d'extraversion autonomisante. Les populations sont impliquées et sont censées obtenir à l'aide de ces programmes une certaine autonomie, une capacité à se développer elles-mêmes, d'améliorer leur capacité à l'aspiration pour leur propre structure politique, culturelle et sociale (Appadurai 2004). Des dynamiques contradictoires entre processus d'autonomisation et tradition de la dépendance se met en place. La cristallisation de méthodes *bottom up* (l'approche participative appliquée à la communication pour le développement) à travers une institutionnalisation *top down* (la communication pour le développement telle que pratiquée par les organismes de développement) est néanmoins un risque dans cet état de compromis, d'entre deux. Bien que la notion de sujet agissant ait été prise en considération dans la création des nouvelles coopérations, les praticiens de la radio communautaire n'ont pas été consultés dans les prises de décision, ils n'ont pas opté pour cette approche. Elle leur a été proposée, souvent à travers une tendance déterministe, permettant difficilement le refus. Dans le cas spécifique de Dakar, les circonstances (la libération des ondes et les mouvements sociaux) ont permis une acclimatation sans encombre puisque servant les intérêts des deux groupes.

Il faut un renversement de perspectives. (...) La réflexion qu'ont fait les latino américains et les asiatiques, on n'arrive pas à l'intégrer réellement en Afrique. Ça se fait plus dans les pays anglophones, mais nous on est resté encore très attaché à une vision qui nous a été transmise par l'Occident. Le modèle, c'est celui de l'Occident. Ça c'est problématique. Je me dis justement une radio communautaire devrait être une radio qui parle de la vision des gens, des perspectives des gens, dans toute sa démarche participative. La démarche participative ne doit même pas être préétablie, elle doit naître avec la naissance de la parole des gens et

ça c'est extrêmement difficile parce que ça prend beaucoup de temps, parce que ça veut dire aussi qu'il faut accepter qu'une personne qui est analphabète, qui n'a pas été à l'école classique, qu'une personne qui n'a pas accès au minimum de commodités a aussi des savoirs et des connaissances. C'est pas de la superstition. Il faut gratter, il faut aller derrière pour savoir qu'est-ce que ça veut dire, qu'elle est la signification. Et que même si c'est de l'expérience et du pragmatisme, ça ressort aussi de connaissance, de savoir. Est-ce que ça marchait dans la communauté, pourquoi ça ne marche plus? C'est toute cette interrogation qu'il faudrait qu'on soit capable d'avoir (Eugénie Aw, Directrice du CESTI).

Les limites de la démarche participative s'articulent dès lors qu'elle s'extrait de ce processus réflexif et continu qui devrait être le sien. De la même façon qu'une culture ne peut pas être figée, l'activité des radios communautaires devrait sans cesse se réfléchir et se renouveler et non pas figer des pratiques qui finissent par la travestir.

On ne se rend pas compte à quel point il y a des traumatismes non dits dans les communautés. Par rapport à l'autorité, comment les gens ont été dépossédés de leur autorité, comment ils ont été dépossédés d'eux-mêmes. Et c'est aussi ça qui explique des réactions très fondamentalistes, très intégristes. On ne connaît plus la tradition, donc on s'invente une tradition qui est figée qui ne bouge plus parce que ça nous sécurise (Eugénie Aw, Directrice du CESTI).

3.3 - Processus d'appropriation

Les singularités culturelles sénégalaises propres au Sénégal⁵⁹ sont autant d'éléments qui pèsent dans la balance et permettent l'appropriation de l'extraversion par compromis et non par simple absorption. Ces singularités culturelles convoquent un pouvoir de négociation très élevé qui se manifeste, non pas autour d'une table, de façon frontale, mais au cours du processus d'appropriation des méthodes, pratiques et technologies

⁵⁹ Pour n'en citer que certaines rapportées dans plusieurs entretiens : les Nawetan (tournois de soccer entre quartiers), la lutte, le sport national, les valeurs, fêtes et confréries religieuses, le cousinage à plaisanterie, l'harmonie ethnique, la wolofisation, la crise casamançaise, l'héritage de l'idée de nation portée par Senghor ou encore le multilinguisme et les multiples possibilités d'expression qu'il permet.

exogènes. Elles sont autant de filtres qui permettent l'appropriation culturelle de l'extraversion. Nous en exposerons ici certains exemples rencontrés lors des entretiens avec les radios communautaires dakaroises.

3.3.1 - Langue officielle, langues nationales

Le Sénégal compte de nombreuses langues⁶⁰. Le wolof a le statut de *lingua franca*, phénomène rare en Afrique où les langues occidentales sont généralement les seules communes aux populations multi-ethniques (Diouf 1998). Le français est la « langue officielle », mais les autres sont appelées « langues nationales », appellation qui en dit beaucoup sur le statut complexe de la langue au Sénégal, entre pratiques officielles et réalité locale. Les langues nationales sont une pratique des communautés que les radios communautaires ont largement permis de diffuser, suivant la nécessité de mener les activités de communication pour le développement en langue locale (IPAO 2003a; Kwame Boafo 2006, 45; Sarr 2006). Elles sont pour beaucoup dans l'idée d'ancrage communautaire car elles permettent à des unités langagières de s'écouter et de s'exprimer dans les subtilités de leur langue. Elles sont un point extrêmement positif pour l'expression des communautés et un argument phare pour les radios qui mènent une politique de multilinguisme reconnue par tous comme très performante tant dans leur contenu que dans les communications internes à la radio.

Ces radios communautaires jouent un grand rôle dans la promotion des langues, puisque ce sont les langues nationales qui sont

⁶⁰ Le gouvernement du Sénégal définit la répartition des langues ainsi : « La langue officielle de la République du Sénégal est le français. Les langues nationales sont le Diola, le Malinké, le Pulaar, le Seereer, le Soninké, le Wolof et toute autre langue nationale qui sera codifiée » (<http://www.gouv.sn/spip.php?rubrique19>). Des études sur le statut des langues au Sénégal affirment qu'environ trente langues sont pratiquées, certaines en voie de disparition (Sall, 2009). Les langues les plus énumérées dans les rédactions correspondent à celles énumérées par le gouvernement sénégalais.

utilisées, ce qui leur donne une meilleure audience par rapport aux autres radios dans les milieux ruraux. (...) Ainsi, toutes les langues au Sénégal bénéficient d'un support médiatique (Papa Atou Diaw, Directeur de la Communication, Ministère de la Communication).

De plus de nombreuses avancées liées à la pratique de ces multiples langues ont eu lieu dans les salles de formation des partenaires de développement des radios. Yacine Diop, formatrice à Informorac explique que l'organisme a pour projet de faire traduire des manuels de formation en langues nationales afin de toucher plus de personnes et de résoudre le problème du fossé entre les documents et manuels de formation en français et la pratique des langues locales. Il n'est en effet pas rare qu'une personne soit capable de lire et écrire en langue nationale, mais pas en français. Les niveaux dans les différentes langues, à l'écrit ou à l'oral sont très hétérogènes dans les rédactions et reflètent la réalité des communautés.

Il faut un langage accessible. Quand vous voyez que le groupe ne comprend pas la langue française, il faut utiliser la langue locale, essayer d'expliquer les termes techniques en langue locale [même si] c'est beaucoup plus facile pour les gens qui font de la formation de le faire en français parce que les supports, la langue de travail c'est le français. (...) Il y a quelque chose de plus dans leur langue. Si une personne comprend le français, elle pourra faire une émission très pointue, mais elle pourra faire la même chose dans sa langue. Mais la personne qui ne comprend pas bien le français, elle pourra faire de très bonnes émissions dans sa langue. J'ai eu à écouter une émission en poulaar que j'ai aimé, juste un exercice sur l'excision. C'était extraordinaire et c'était dans leur langue! Ils ont fait l'apprentissage en poulaar et c'était génial (Yacine Diop, Formatrice, Informorac).

Demba Diop, formateur pour l'UNESCO dans les CMC défend la même pratique.

La présence du français demeure indispensable, surtout en milieu urbain. En effet, diffuser en français permet de faire écho à la réalité des ambitions des journalistes au sein

des rédactions, qui, en pratiquant leur activité aussi en français peuvent ensuite aspirer à intégrer d'autres rédactions.

On a besoin de la langue française. Avant de mettre sur pied la radio, il y a eu une enquête de faite sur les besoins des femmes. Il y a un besoin d'information en wolof, en français, ce sont des besoins qui ont été formulés par la population surtout féminine. Et puis les gens qui viennent à Manooré, même s'ils n'ont pas fait d'école de journalisme, ils ont fait les bancs, donc ils parlent français. Pour aspirer à autre chose, il faut parler français (Mame Diarra Da Sylva, Directrice Manooré FM).

Les langues jouent un rôle très fort en tant que filtre, d'abord parce qu'elles permettent aux populations de s'exprimer en pleine possession des subtilités de la langue et ensuite parce qu'elles permettent une intimité culturelle du fait de n'être comprise que par les membres de la communauté langagière. Parallèlement, la conservation du français permet aux radios communautaires un accès aux autorités car elle demeure la langue de négociation tant avec l'État qu'avec les partenaires.

3.3.2 - Les conflits

Bien que les affrontements ne soient pas la majorité des cas entre les radios communautaires et leurs partenaires, certaines négociations se font parfois de façon plus frontales que d'autres.

La dernière fois, j'ai "pété les plombs" avec les chargés de communication de la mairie qui ne comprenaient pas que je ne voulais pas couvrir la venue de sympathisants qui venaient féliciter le maire de sa nouvelle élection. Pour moi c'est de la propagande. Lui disait que parce qu'on était partenaire, on devait diffuser. Mais ça n'intéresse personne. (...) Ici on ne se laisse jamais intimider ni par un partenaire, ni un collaborateur (Moussa, Rédacteur en chef, Jokkoo FM).

[Les partenaires locaux ou internationaux] peuvent demander « Faites ce que nous vous demandons ». Il y a des partenaires qui sont entêtés, je dis. Dans la première phase, on peut les accompagner, mais dans la deuxième phase, quand on fera l'évaluation, il comprendra que nous avons raison et il rectifiera. (...) Le mérite qu'on aura c'est d'avoir attiré son attention, mais on ne va pas se battre. C'est son objectif, nous, nous ferons le relais. (...) Le cas de figure où vous pliez bagage et dites que vous ne reviendrez plus, tant pis pour vous (Souleymane Bâ, Directeur d' Afia FM et Président de l'URAC).

Il y a aussi des bailleurs qui viennent avec des programmes prêts à porter. Mettons un programme sur l'environnement à 5 millions CFA, pour cet argent, le gars est prêt à se travestir, même si ce n'est pas dans ses préoccupations. (...) Dès que l'argent est fini, il n'y a plus de contenus, parce que le gars n'y croyait pas (...) C'est plus courant qu'on ne le pense! La différence entre les rapports et la réalité, c'est un monde! Il y a certains bailleurs qui contribuent à travestir la radio. D'autres bailleurs par contre se soucient de la communauté. (...) Ça c'est la bonne démarche. (...) On investit dans le matériel, dans les formations pour donner les moyens de traduire les besoins de la communauté (Oumar Seck Ndiaye, Expert consultant média/communication).

De la part des bailleurs, parfois les gens viennent du Nord, ils ne connaissent rien à l'Afrique, on peut leur faire avaler n'importe quelle couleuvre. Il y a aussi ceux qui sont loin, on leur envoie les rapports, mais ils ne contrôlent rien, ils sont trop loin. Et puis il y a une certaine pudeur. Certains bailleurs n'osent pas demander de comptes, alors qu'ils investissent! Quand tu investis, tu demandes des comptes c'est normal. Ça peut être de la naïveté, de la mauvaise foi, de l'incompétence, c'est un mélange de tout! (Oumar Seck Ndiaye, Expert consultant média/communication).

Toutefois, les conflits interculturels semblent relativement rares. Ils existent souvent au cours de missions courtes pour lesquelles sont envoyés des volontaires ou des intervenants peu familiers avec les réalités locales. Les praticiens des radios communautaires considèrent que lorsqu'ils ont affaire à des interlocuteurs étrangers ces derniers font en général preuve de respect pour les normes culturelles locales. Bien sûr, certains sujets sont plus ou moins difficiles à faire accepter par les deux parties (les

positionnements par rapport à l'homosexualité, à la polygamie, à la religion, à la médecine traditionnelle, etc.), mais ils sont rarement sources de conflit dans les rédactions. Les manifestations de conflits interculturels demeurent rares et se règlent principalement sur la base de discussions individuelles, d'échanges de procédés culturels, prenant rarement le pas sur le contenu du partenariat.

3.3.3 - Les silences, la question de la religion : une omniprésence silencieuse

Une présence forte de la religion, principalement musulmane dans la région de Dakar est manifeste dans les rédactions des radios rencontrées. À travers des affiches représentant les marabouts confrériques, des imams venant pour les émissions religieuses du vendredi, la conférence de rédaction du vendredi repoussée d'une demi heure pour permettre aux hommes d'aller à la mosquée, les prières quotidiennes, les pratiques religieuses sont fortement ancrées dans la vie des radios. La religion est elle-même une extraversion dont l'appropriation s'est faite au cours des siècles et dont les confréries, modes de fonctionnement inédit sont l'aboutissement⁶¹. Sujet dont on parle peu dans la société sénégalaise (autant il est courant de demander à quelqu'un de quelle ethnie il est originaire, autant il est tabou de parler de l'appartenance confrérique), les appartenances se comprennent en observant les amulettes que portent les gens, leurs vêtements parfois ou les images des marabouts qui ornent leurs intérieurs.

La modernité se caractérise aussi par la libération du sujet connaissant et sa souveraineté face à la puissance unificatrice de la

⁶¹ La population musulmane sénégalaise s'organise autour de confréries dirigées par des marabouts. Il en existe deux principales au Sénégal : la *Mouridiyya* et la *Tidjaniyya*. Les croyances émanent de la branche soufiste de l'Islam. L'émergence et l'existence de ces confréries sont intimement liées avec des réactions aux conquêtes et influences extérieures. Pour une discussion approfondie sur les confréries religieuses et les enjeux politiques qui y sont liées voir l'ouvrage *Confréries et communauté politique au Sénégal. Pour une critique du paradigme unificateur en politique*. (Cissé 2007).

religion et à l'autorité de la foi et de la tradition (Mbembe 2000, 24).

Ces sujets ne sont jamais abordés avec les partenaires qui, prônant principalement la laïcité, évitent cette réalité en ne l'intégrant jamais dans les programmes. La religion devient zone de silence vis-à-vis des partenaires, une zone de respect ou de tolérance muette.

3.3.4 - Les initiatives participatives, la « capacité d'aspirer » en marche

Les communautés ont été encouragées à s'exprimer dans leurs langues maternelles ou encore à s'organiser autour d'instances représentatives pour renforcer leurs capacités de négociation. Elles ont été accompagnées dans leur accession au statut de voix et parfois en ont profité pour s'autonomiser. Certains journalistes, afin de négocier en avance les rétributions des partenaires se sont organisés en collectif, créant leur propre instance représentative, indépendamment de tout partenaire, mais justement pour mieux négocier avec eux. Ce réseau, dirigé au moment de l'étude par le journaliste détaché de la RTS à la présidence de la République, s'adresse aux journalistes spécialisés dans la couverture de sujets liés à la santé. Il regroupe des journalistes venant de différents organes de presses, publics, privés, communautaires, presse écrite, radio et télévisée. Une cotisation mensuelle de 2 500CFA (5CAD) permet la participation à la réunion mensuelle du réseau. L'objectif premier du réseau était d'informer les journalistes sur l'importance de leur travail de sensibilisation sur les questions de santé en les mettant en relation avec des organismes de développement ou agences gouvernementales donnant des formations sur ces questions. Dans un deuxième temps, le réseau a mis sur place un comité chargé de négocier avec les partenaires pour protéger les intérêts des journalistes après plusieurs

écueils souvent liés à l'aspect financier des couvertures tel que décrit dans le chapitre 2. Chaque mois, le réseau se réunit pour discuter des formations, conférences, séminaires et événements à couvrir et pour se partager le travail de telle façon que ce ne soit pas toujours les mêmes journalistes qui bénéficient des formations. De la même façon, l'ancrage communautaire et la levée de fonds se manifestent de façon plus authentique à travers certaines initiatives comme la retransmission des Nawetan. Les Nawetan, tournoi de football (soccer) organisé pendant les vacances scolaires, voit s'affronter des équipes de quartier. Certaines radios obtiennent un soutien financier de la communauté pour la retransmission de ces matchs. Un journaliste est envoyé dans le stade, les cartes d'appel grâce auxquelles il va pouvoir retransmettre le match sont subventionnées par des membres de la communauté.

Il y a des personnes qui veulent rester tranquillement chez eux pour écouter le match avec leur famille, 20 000CFA c'est rien pour eux et on dira à tout le monde "Si vous écoutez ce match c'est grâce à telle personne". Il obtient une fierté chez lui (Ahmet Bâ, Responsable des partenariats, Jokkoo FM).

Dans la majorité des cas, ces pratiques endogènes sont reprises comme arguments répétitifs de l'identité des radios communautaires à la fois par ses praticiens et par ceux qui travaillent à leur promotion : l'URAC, porteuse de l'agenda des bailleurs et travaillant l'ambivalence au profit des radios, les langues maintenant l'expression des communautés. Il existe dès lors un risque de cristallisation des pratiques au contraire d'une dynamisation souhaitée vers une autonomie d'action, une jouissance totale en « hommes complets » (Mbembe 2000, 275), un risque aussi de cristalliser ces pratiques au cours du processus d'appropriation, de ne pas les percevoir comme des étapes, mais des finalités, un risque similaire à celui qui touche les méthodes de communication participative.

De nombreux consultants considèrent la nécessité de définir l'identité des radios afin de souligner leur importance dans la sphère sociale, mais aussi pour renforcer leur capacité de négocier et leur argumentation à la fois dans leur dialogue avec les partenaires internationaux et avec le gouvernement sénégalais. Cela leur permettra d'élever une voix structurée et commune. Les négociations en cours font partie de cette affirmation identitaire, mais il est nécessaire pour les radios communautaires de persister dans cette dynamique de prise de voix, de marche vers la reconnaissance en l'appliquant à toutes les sources d'autorité qui jalonnent le milieu. De plus, il est indispensable que la réflexion identitaire inclue comme élément nodal la communauté.

Dans la radio communautaire, on ne peut pas toujours avoir des professionnels. Aujourd'hui même, le président de l'URAC vous le dira, il y a la question du statut de la personne qui travaille dans la radio communautaire. C'est tout un débat que nous avons ouvert dans l'ancien bureau pour essayer de définir le statut. Est-ce qu'il faut aller avec une convention de la radio communautaire ? Quels sont les postes que nous retrouvons dans la radio communautaire ? Comment appeler la personne qui est qualifiée à un niveau ? La personne qui anime et qui écrit dans sa propre langue, mais qui ne connaît pas le français, est-ce qu'il ne faudrait pas la codifier quelque part ? Nous avons engagé tout ce débat là. (...) Pourquoi on est arrivé à ce débat là ? On s'est dit que la radio communautaire constitue un vivier de talent. Aujourd'hui, toutes les personnes que vous retrouvez dans les radios ou télévisions privées viennent de la radio communautaire. On s'est dit pourquoi ne pas formaliser cela et capitaliser ces talents. (...) On veut bien faire du bénévolat, mais la radio ne fait pas vivre, c'est une des raisons essentielles des fuites dans le privé. (...) Ceux qui restent viennent de familles qui sont à Dakar, ils n'ont pas de charges, de loyer à payer, ils peuvent rester parce qu'ils ont cette stabilité sociale (Oumy Cantome Sarr, Consultante).

3.4 - L'extraversion: symbole de la glocalisation . Le « vivre au monde concret » des radios communautaires dakaroises

La notion de « vivre au monde concret » qu'Achille Mbembe développe dans son ouvrage *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique*

contemporaine permet d'approcher notre objet en mêlant temporalité et subjectivité (Mbembe 2000, 34-36). Il s'agit d'une temporalité sociale, d'un contexte dont les différentes composantes sont autant de manifestations. Il s'agit d'insérer l'héritage des représentations, comprendre la relation comme faisant partie d'un temps et non pas d'un moment précis.

Embrassant volontiers une perspective philosophique lorsqu'il le fallait, nous sommes partis de l'idée selon laquelle il y a un rapport étroit entre subjectivité et temporalité [ce qui donne l'illusion que l'Afrique est constamment en marge de l'Histoire, alors qu'elle la nourrit perpétuellement]. (...) L'intuition qui nous a guidés est qu'il existe, pour chaque temps et pour chaque époque, un « propre », un « particulier » - ou, pour reprendre un terme obscur, un « esprit » (*Zeitgeist*). Ce propre et ce particulier sont constitués par un ensemble de pratiques matérielles, de signes, de figures, de superstitions, d'images et de fictions qui, parce que proposées à l'imagination des gens et à leur intelligence, parce que réellement éprouvées par eux, forment ce que l'on pourrait appeler leur « vivre au monde concret » (Mbembe 2000, 34).

L'origine même de ces radios communautaires nous renseigne sur la dynamique centrale de la quasi-totalité des secteurs de l'économie, voir de la politique sénégalaise, à savoir l'omniprésence des institutions de développement. Les radios apparaissent comme un « lieu privilégié » de ce « vivre au monde concret », en ce sens qu'elles semblent conjuguer de nombreux éléments appartenant à la contemporanéité sénégalaise dans ce qu'elle est d'historique. Mbembe souligne l'importance de mettre en avant le « temps vécu, non pas synchroniquement ou diachroniquement, mais dans sa multiplicité et ses simultanités » (Mbembe 2000, 20) : c'est le « vivre au monde concret ».

Il existe un « vivre au monde concret » de l'institutionnalisation et la professionnalisation du développement qui s'articule entre autre dans les rédactions des radios communautaires, lieux de négociation des « mondes concrets » des développeurs dans ce

qu'il a d'investissement et d'ambition et des communautés dans ce qu'elles ont de dépendance et d'espoir. Et ainsi que le rappelle Mbembe pour ses propres cas d'étude, une temporalité, un présent, un concret est lui-même traversé de nombreuses temporalités, générations, vécus. Ainsi, il faut s'inscrire non pas dans une considération présente d'un phénomène fixe ou aspirant à un futur, mais bien dans une longue durée, aux multiples couches de temporalités (Mbembe 2000, 35-36). Il est nécessaire de rappeler, peut-être en lien avec ce que Bayart appelle « la dépendance comme mode d'action » (1999, 98), la place du compromis comme figure d'organisation sociale stabilisante et évitant à l'autorité de devenir dictatoriale dans les sociétés africaines :

Fondées sur la parenté, renforcées par la religion, les sociétés africaines sont équilibrées par le jeu de groupes de pression, qui disposent ici d'un poids spécifique relativement important : la famille, le clan regroupant les descendants d'un même ancêtre lointain, la tribu constituée par un ensemble de clans, les castes formées par certaines familles vouées à des travaux spécifiques (forgerons, griots, etc.) et que leur fonction voue au mépris, mais aussi au respect dicté par la crainte, les classes d'âge dans le cadre desquelles s'expriment des solidarités d'une force exceptionnelle, les associations, à l'occasion sociétés secrètes (Decraene 1978).

Le « vivre au monde concret » ou mode d'action des radios communautaires se manifeste par le fait de vivre en état constant de négociation avec des autorités locales et étrangères, tantôt s'y opposant, tantôt collaborant, jouant la défense de ses propres intérêts à coup de silence, d'adoption de discours, de refus de pratiques, d'ambivalence et de compromis. Les radios sont des lieux de « production d'actes signifiants » de ce « vivre au monde concret » (Mbembe 2000). Le double rôle qu'elles jouent renvoie à la dynamique de glocalisation, à savoir d'être à la fois à l'image de leur communauté d'ancrage, mais aussi la plateforme de diffusion favorisée par les agences et organismes de développement pour intégrer les volets communications de leurs programmes. Ainsi, les radios

communautaires entretiennent des liens tout à fait privilégiés avec la société civile, dont elles sont à la fois le reflet et un élément constituant afin de devenir elles-mêmes des outils de communication privilégiés à la fois pour ces acteurs et donc pour les populations.

3.5 - Conclusion

Le milieu vit selon ses règles et ne cherche pas à les remettre en question, cristallisant l'extraversion de l'industrialisation du développement. Le développement n'est pas - bien que souvent pensé selon ces critères - un aboutissement vers un meilleur, mais son institutionnalisation telle qu'on la connaît aujourd'hui est manifeste d'un nouveau type d'interactions relevant à la fois de l'extraversion autonomisante et de la négociation liée à l'appropriation du compromis comme mode d'action. Les radios, si elles ne sont pas la voix de la communauté, en sont le média, au sens de médiateur et qu'en ceci, elles reflètent les négociations quotidiennes des populations, de la société civile perpétuellement balancée entre l'autorité gouvernementale et une autre, moins saisissable, plus floue, caractérisée par les multiples acteurs du « développement ». La radio communautaire dakaroise est bien celle de la communauté, non pas comme son porte-parole, mais dans le sens où elle reflète les processus de négociation et de compromis de la société dakaroise, et peut-être aussi de la société sénégalaise. Les radios communautaires sont un acteur vital de la société sénégalaise à travers lesquelles ses différents acteurs et forces peuvent se rencontrer, se médier, fusionner, s'affronter, participant à la réarticulation sociale, politique et culturelle constante. Ce sont des lieux de médiation, d'interaction entre de nombreux acteurs (gouvernement, bailleurs de fonds internationaux, des ONG locales, société civile, etc.) et enjeux culturels. Les radios ne

sont pas seulement un outil de développement, mais un lieu où la société et le développement se rencontrent à travers les figures de l'ambivalence et du compromis. Leur activité se situe entre la revendication de reconnaissance du gouvernement et de la loyauté envers les partenaires. La radio communautaire est par deux fois le média de la communauté: en tant que radio, elle diffuse des messages appropriés tout en étant le médiateur des forces sociales, politiques et culturelles en amont de la diffusion de ces messages. Ces radios communautaires sont bien les radios de «la communauté pour la communauté», car elles illustrent le compromis et l'ambivalence du peuple sénégalais vis-à-vis du gouvernement, des partenaires de développement internationaux, dans sa relation aux politiques publiques et à l'autonomie, récurrence historique. C'est par ce processus de négociation et de compromis qu'elles s'ancrent dans leur sphère sociale et non pas à travers les outils participatifs proposés par les partenaires.

CONCLUSION

Trois mois de recherche sur le terrain nous ont permis de nous familiariser avec un milieu, ses codes, ses normes, ses modes d'action, ses accomplissements et ses limites. Nous avons posé ici des réflexions, des intuitions qui mériteraient d'être à nouveau confrontées au terrain, approfondies, remises dans de nouvelles perspectives. De la même façon que la culture n'est pas figée, qu'elle est en mouvance constante; de la même façon que la communication participative de laquelle sont issues les radios ne doit jamais se figer, la recherche non plus. Dans ce domaine, la communication participative pour le développement qui prône tant les approches réflexives, il me semblait indispensable d'aborder la question de la relation entre les partenaires et les radios. Cette question pourrait se poser à d'autres objets d'études, en particulier à tous les projets de développement usant de l'approche participative visant à inclure les communautés. Dans le contexte africain, nous l'avons vu, la relation entre les réalités locales et les influences extérieures sont récurrentes.

Notre paradigme [l'extraversion] permet notamment de dépasser la distinction stérile entre la dimension interne des sociétés africaines et leur insertion dans le système international. Le rapport de l'Afrique au reste du monde n'est pas d'ordre relationnel. Il ne relève pas de l'extranéité. Il est au contraire consubstantiel à sa trajectoire historique. Il ne fait d'ailleurs qu'amplifier l'une des données fondamentales de la globalisation, qui se déploie à l'interface entre les relations internationales ou transnationales et les processus internes des sociétés politiques. Il se peut que cette relation organique entre l'« interne » et l'« externe » ait changé de nature à la suite de l'intensification, de l'accélération et de la systématisation des échanges mondiaux, comme le pensent les théoriciens de la globalisation. Mais elle figure au coeur de la production politique ou culturelle des sociétés (Bayart 1999, 105).

L'ambivalence face aux autorités et les pratiques déjà ancrées dans les relations radios-partenaires est manifeste, non pas d'une imposition de système, mais bien d'un processus d'appropriation qui nécessite au préalable les diverses mises en place dans lesquelles se trouvent en ce moment même les radios communautaires dakaroises, jeunes de seulement une dizaine d'années. L'appropriation des méthodes participatives, des pratiques de la bonne gouvernance et des programmes de développement participent de cette dynamique de compromis. Le contenu et les techniques provenant des différents partenaires par l'intermédiaire des diverses formations, conférences et séminaires sont traités et culturellement absorbés dans les programmations. Le compromis, l'état intermédiaire, la transition vers la prise de possession de son propre développement encouragé par les méthodes participatives sont illustrés par les discussions autour des grilles de programme et la valeur de l'ancrage communautaire.

La grille de programme est le condensé de la mission et la vision de la radio. (...) La grille de programme reflète la ligne éditoriale de la radio (Souleymane Bâ, Directeur d' Afia FM).

À ce titre, en effet la grille programme est le condensé de la mission et de la vision de la radio : un compromis entre la communauté, la population et les partenaires, de la même façon que dans l'application de toutes les politiques publiques : un compromis entre une main mise de l'État, un interventionnisme constant de la part des acteurs du développement et des populations en mal d'autonomie. Les radios, à ce titre, sont bien celles de la communauté. Elles sont ancrées non pas grâce à des outils de la communication participative qu'elles ont depuis longtemps abandonnées, mais par le fait qu'elles participent aux modes d'action de leurs communautés. C'est bien là que résident les limites du compromis lorsqu'il devient état, statut et non plus processus, lorsque l'état

intermédiaire qu'il symbolise se fige et devient un statut en tant que tel. C'est là que réside d'ailleurs une des limites de la communication participative : perdre sa dimension réflexive indispensable à la survie de ses techniques et de sa pertinence. Il y a un fort risque de devenir statique en ne dynamisant plus ses rapports à la communauté, en faisant des pratiques consensuelles des pratiques acceptées et arrêtées.

Mbembe l'exprime poétiquement ainsi :

Parti pour répondre à la question de savoir ce qui, en ce début de siècle, reste de la quête africain d'auto-détermination, nous voici donc renvoyés aux figures de l'ombre, dans ces espaces où l'on voit, l'on aperçoit quelque chose, mais où cette chose est impossible à saisir, comme dans un fantasme, à l'exact point de divorce entre le visible et le saisissable, le perçu et le préhensible (Mbembe 2000, 273).

Le risque de cristalliser le compromis que nous évoquions et par conséquent les dynamiques en place dans les radios communautaires dakaroises rencontrées nous semblent participer de ces « figures de l'ombre », de cet « impossible à saisir », de ce « fantasme » d'une action non plus dans la dépendance comme l'affirme Bayart, mais dans cette « auto-détermination » à laquelle rêve Mbembe. Nous préférons pour la présente étude parler de transition et considérer le compromis amené par la communication pour le développement comme une étape vers une autonomisation, bien qu'une certaine désillusion transparaisse dans les propos des partenaires. Nous parlerons donc de compromis comme mode d'action car dans une dynamique d'extraversion constante, tout en n'ignorant pas le risque du compromis comme état d'être.

Le processus d'appropriation de la capacité d'autonomie ou capacité d'aspirer peut prendre du temps et la persistance d'un rapport ambivalent est peut-être signe d'un état de transition, de compromis dans lequel se trouvent les radios communautaires.

La conscience de la nécessité d'un travail de fond sur l'identité des radios communautaires, sur leur mandat et mission est présente et mérite d'être approfondie, certainement par l'URAC qui a déjà initié cette dynamique. Il est néanmoins nécessaire d'inclure dans ces réflexions la place des partenaires et de les considérer non pas comme figures nodales du milieu, mais comme ce que les méthodes participatives prônent, de simples facilitateurs qui n'œuvrent qu'à la mise en autonomie totale des projets qu'ils accompagnent. Les radios doivent prendre possession de leur pleine capacité d'aspirer. De nombreux exemples ont déjà montré leur aptitude et énergie à le faire, il semble maintenant nécessaire de s'atteler à la composition même du milieu.

Il existe un débat sur les techniques journalistiques universelles ou culturelles. Les pratiques enseignées par les partenaires sont les méthodes de journalisme classiques ou adaptées à la communication sociale. Il n'y a pas d'enseignement du journalisme africain, pourtant des techniques et des traditions existent (Péricard 2003; Shaw 2009 ; Shepperson & Tomaselli 2009; Sock 1977; Tomaselli 2009). Nous concluons sur cette ouverture, en espérant voir cette question explorée et mise en pratique.

Dans la radio le silence est un bruit, donc il faut le couper. Hors chez les africains, le silence est le moment où tout le monde intègre la parole, ce qui vient d'être dit. Le silence fait partie du processus de l'histoire. Donc le silence ne devrait pas être coupé. (Eugénie Aw, Directrice du CESTI, prestigieuse école publique de journalisme d'Afrique de l'ouest)

BIBLIOGRAPHIE

- AMARC (Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires). 2000. *The African Community Radio Manager's Handbook. A Guide to Sustainable Radio*. Dakar: AMARC Afrique. Consulté le 9 novembre 2010. http://www.amarc.org/documents/manuals/The_African_CR_Manager.pdf.
- . 2007. *Community Radio Social Impact Assessment. Removing Barriers increasing effectiveness*. Montréal: AMARC. Consulté le 28 novembre 2010. http://www.amarc.org/documents/articles/evaluation_2007.pdf.
- . 2008. *L'empouvoirement citoyen pour la bonne gouvernance à travers la radio communautaire en Afrique de l'Ouest. Cadres législatifs et réglementaires*. Dakar : AMARC Afrique. Consulté le 26 novembre 2010. http://africa.amarc.org/documents/livre_AMARC_OSIWA_FR.pdf.
- Appadurai, Arjun. 2004. "The Capacity to Aspire: Culture and the Terms of Recognition." In *Culture and Public Action*, edited by Vijayendra Rao and Michael Walten, 59-84. Stanford: Stanford University Press.
- Aw, Eugénie. 1992. "Pluralist Responses for Africa." In *A Passion for Radio. Radio Waves and Community. An AMARC Project*, edited by B. Girard, 141-149. Montreal/New York: Black Rose Books, 1992.
- Baraldi, Claudio. 2006. "New Forms of Intercultural Communication in a Globalized World." *The International Communication Gazette* 68 (1): 53-69.
- Barber, Karin. 2009. "Orality, the Media and New Popular Cultures in Africa." In *Media and Identity in Africa*, edited by Kimani Njogu and John Middleton, 3-18. Edinburgh: Edinburgh University Press for the International African Institute.
- Bayart, Jean-François. "The Historicity of African Societies." *Journal of International Affairs* 46 (1): 55-79.
- . 1996. *L'Illusion identitaire*. Paris : Fayard.
- . 1999. « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion ». *Critique internationale*. 5: 97-120.
- . 2000. "Africa in the World : A History of Extraversion." *African Affairs* 99: 217-67.
- . 2008. Préface à la nouvelle édition de *La politique par le bas en Afrique noire. Édition revue et augmentée*, par Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Toulabor, 9-18. Paris : Karthala.
- Bessette, G., and C.V.Rajasunderam. 1996. *La communication participative pour le développement. Un agenda ouest-africain*. Ottawa : Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI-IDRC).
- Bonin, Marie-Hélène, and Aida Opoku-Mensah, eds. 1998. *What is Community Radio? A Resource Guide*. Dakar/Lusaka (Zambia): AMARC Africa/Panos Southern Africa. Consulté le 10 novembre 2010 http://www.amarc.org/documents/manuals/What_is_CR_english.pdf.
- Boulc'h, Stéphane. 2008. « Pour une remise en question des modèles de financement et de formation des médias de proximité ». *Échos du COTA*.

- Bulletin trimestriel d'information du COTA ASBL* 118: 17-24. Consulté le 9 novembre 2010 http://www.cota.be/SPIP/IMG/pdf/Echos118_redux.pdf.
- Brousseau, Jean-Michel, et Jacques Soncin. 1998. *Créer, gérer et animer une radio*. Paris : GRET/Ministère des affaires étrangères française – Coopération et francophonie/Commission Européenne/Agence de la Francophonie.
- Chae, Young-Gil, and Karin Gwinn Wilkins. 2007. "Questioning Development Industry Attention to Communication, Technology and Democracy." *International Journal of Communication* 1: 342-59.
- Chakravartty, Paula. 2007. "Governance Without Politics: Civil Society, Development and the Postcolonial State." *International Journal of Communication* 1: 297-317.
- Chambers, Robert. 1994a. "The Origins and Practice of Participatory Rural Appraisal." *World Development* 22 (7): 953-69.
- . 1994b. "Participatory Rural Appraisal (PRA): Analysis of Experience." *World Development* 22 (9): 1253-68.
- . 1994c. "Participatory Rural Appraisal (PRA): Challenges, Potentials and Paradigm." *World Development* 22 (10): 1437-54.
- Cissé, Blondin. 2007. *Confréries et communauté politique au Sénégal. Pour une critique du paradigme unificateur en politique*. Paris : l'Harmattan.
- Da Matha, J. 2001. "CIERRO: A 23-year contribution to the development of rural radio and local rural radio in Africa." Paper presented at the International Workshop on Farm Radio Broadcasting, Rome, Italy. February 2001. Consulté le 23 juin 2010 http://www.fao.org/docrep/003/x6721e/x6721e09.htm#P5_1.
- Decraene, Philippe. 1978. « Les sources du consensus dans les États Africains ». *Éthiopiennes. Revue socialiste de culture négro-africaine* 16. Consulté le 22 septembre 2010 <http://ethiopiennes.refer.sn/spip.php?article706>.
- Deflander, Johan, and Ibrahima Sané. 2006. *Heeding the Voiceless. A Guide to Use Oral Testimonies for Radio Documentaries*. Dakar : IPAO.
- Dia, Saidou. 1987. « De la TSF à l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Sénégal (ORTS) : évolution de la place et du rôle de la radio au Sénégal (1911-1986) ». Thèse de doctorat, Université de Bordeaux III.
- . 2002. *Radio Broadcasting and New Information and Communication Technologies: Uses, Challenges, Prospects*. Genève: UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development).
- Diagne, Yacine. 2005. « Radios communautaires: outils de développement au Sénégal ». Thèse de DEA, Université Paris 13.
- Diallo, P.M.D. 2009. « Sénégal: Suspension de deux mois : Oxy-jeunes et Afia FM font les frais de la campagne ». *PressAfrik. L'Info dans toute sa diversité / Seneweb. Le Senegal dans le web / OSIRIS (Observatoire sur les Systèmes d'Information, les Réseaux et les Inforoutes au Sénégal)*. Consulté le 16 mars 2009 http://www.pressafrik.com/Senegal-suspension-de-deux-mois-Oxy-jeunes-et-Afia-FM-font-les-frais-de-la-campagne_a1678.html / <http://www.seneweb.com/news/article/21677.php> / <http://www.osiris.sn/article4268.html>.

- Diouf, Babacar. 2009. « Sénégal : Une radio pour défendre l'identité de la minorité seereer ». *Site Média Sénégal*. Consulté le 23 septembre 2010 http://www.panos-ao.org/ipao/spip.php?page=article_actu_sn&id_article=15403&lang=fr.
- Diouf, Makhtar. 1998. *Sénégal, Les ethnies et la nation*. Dakar : Les Nouvelles Éditions Africaines du Sénégal.
- Enda Graf Sahel. 2001. *Une Afrique s'invente. Recherches populaires et apprentissages de la démocratie*. Paris/Dakar : Karthala/Enda Graf Sahel.
- . 2005. *Changement politique et social. Éléments pour la pensée et l'action*. Dakar : Enda Graf Sahel.
- Escobar, Arturo. 1984-1985. "Discourse and Power in Development : Michel Foucault and the Revelance of his Work to the Third World." *Alternatives* Winter : 377-400.
- Fanon, Frantz. 1952. *Peau noire. Masques blancs*. Paris: Éditions du Seuil.
- Fardon, R., and G. Furniss, eds. 2000. *African Broadcast Cultures. Radio in Transition*. Oxford: James Currey Publisher.
- Gaba, Salet. 1985. « Comment meurt la radio en Afrique noire francophone. Le cas de Radiotchad ». Mémoire de maîtrise, Université Paris 2.
- Guignard, Thomas. 2007. « Le Sénégal, les Sénégalais et Internet : médias et identité ». Thèse de doctorat, Université Lille 3.
- Ilboudo, J. 2000. "Prospects for Rural Radio in Africa: Prospects to Relate Audience Research to the Participatory Production of Radio Programs." In *African Broadcast Cultures: Radio in Transition*, edited by R. Fardon and G. Furniss, 42–71. Oxford: James Currey.
- . 2003. "After 50 years: The role and use of rural radio in Africa." In *The One to Watch: Radio, New ICTs and Interactivity*, edited by G. Girard, 209–20. Rome: FAO.
- Irogbe, Kema. 2005. "Globalization and the Development of Underdevelopment of the Third World." *Journal of Third World Studies* XXII (1): 41-67.
- IPAO (Institut Panos Afrique de l'Ouest). 2001. « Radio et démocratisation en Afrique ». *Médi@ctions* 28. Consulté le 12 octobre 2008 <http://www.panos-ao.org/ipao/spip.php?rubrique168>.
- . 2003a. « Médias, langues nationales et décentralisation. Les voix d'une nouvelle citoyenneté ». *Medi@ction* 33. Consulté le 23 septembre 2010 <http://www.panos-ao.org/ipao/spip.php?article2561>.
- . 2003b. « Editorial. Des radios communautaires en quête de communauté ». *Medi@ction* 34. Consulté le 9 novembre 2010 <http://www.panos-ao.org/ipao/spip.php?rubrique87&lang=fr>.
- . 2004. *Les médias et Internet en Afrique de l'Ouest. La presse en ligne et la connectivité des radios communautaires*. Dakar : IPAO.
- . 2008. *Radio and ICT in West Africa : Connectivity and Use*. Dakar: IPAO.
- Kane, Oumar. 2008. « Économie de la régulation postcoloniale du secteur des télécommunications sénégalaises dans le cadre de la gouvernance globale: le cas des ressources communes ». Thèse de doctorat, UQAM.

- Kothari, Uma. 2006. "An Agenda for Thinking about 'Race' in Development." *Progress in Development Studies* 6 (1): 9-23.
- Kwame Boafo, S.T. 2006. "Participatory Development Communication : An African Perspective." In *People, Land, and Water. Participatory Development Communication for Natural Resource Management*, edited by Guy Bessette, 41-48. Ottawa: International Development Research Centre.
- Leye, Veva. 2007. "UNESCO, ICT Corporations and the Passion of ICT for Development: Modernization Resurrected." *Media, Culture and Society* 29(6): 972-93.
- Leyris, Thomas. 2005. « La radio comme outil du développement dans l'Afrique des Indépendances (années 1950-1970). Approche générale et étude de cas : l'exemple des radio-clubs du Niger ». Mémoire de maîtrise, Université Toulouse II-Le Mirail.
- Lewis, David. 2001. *The Management of Non-Governmental Development Organizations*. London/New York : Routledge.
- Manyozo, Linje. 2006. "Manifesto for Development Communication : Nora Quebral and the Los Baños School of Development Communication." *Asian Journal of Communication* 16 (1): 79-99.
- . 2009. "Mobilizing Rural and Community Radio in Africa." *Ecquid Novi: African Journalism Studies* 30(1): 1-23.
- Marcus, G.E. 1986. "Contemporary Problems of Ethnography in the Modern World System." In *Writing Culture. The Poetics and Politics of Ethnography*, edited by J. Clifford and G.E. Marcus, 165-93. Berkeley: University of California Press.
- Mattelart, Armand et Michèle. 2004. *Histoire des théories de la communication. 3^e édition*. Paris : La Découverte.
- . 2005. *Diversité culturelle et mondialisation*. Paris : La Découverte.
- Mbembe, Achille. 2000. *De la Postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris : Karthala.
- . 2004. « Sujet et expérience ». In *L'expérience*, sous la direction de Nadia Tazi, 99-114. Paris : La Découverte.
- Mhlanga, Brilliant. 2009. "The Community in Community Radio : A case Study of XK FM, Interrogating Issues of Community Participation, Governance, and Control." *Ecquid Novi: African Journalism Studies* 30 (1): 58-72.
- Milhouse, Virginia H., Molefi Kete Asante, and Peter O. Nwosu. 2001. *Transcultural Realities. Interdisciplinary Perspectives on Cross-Cultural Relations*. Thousand Oaks : Sage Publications.
- Myers, Mary. 1998. "The Promotion of Democracy at the Grass-roots: The Example of Radio in Mali." In *Democratization and the Media*, edited by V. Randall, 200-16. London/Portland, Or.: Frank Cass.
- . 2000. "Community Radio and Development. Issues and Examples from Francophone West Africa." In *African Broadcast Cultures. Radio in Transition*, edited by Richard Fardon and Graham Furniss, 90-101. Oxford/Harare/Cape Town/Westport, Conn. : James Currey/Baobab/David Philip/Praeger.

- Najar, Ridha. 1977. « Pour un nouvel ordre mondial de l'information. Voix du tiers monde ». *The UNESCO Courier: a window open on the world* XXX (4): 21-23. Consulté le 23 septembre 2010 www.unesco.org/courier/2001_12/fr/medias.html.
- Ndong, B. 2009. « Le CNRA suspend Oxyjeunes et Afia Fm ». *Le Quotidien*. Consulté le 16 mars 2009 http://www.lequotidien.sn/index.php?option=com_content&task=view&id=5506&Itemid=9.
- Ngom, Mbagnick. 2004. « Voix alternatives, les radios communautaires au Sénégal: un secteur en quête d'affirmation ». *Médi@ctions* 37 Consulté le 23 septembre 2010 <http://www.panos-ao.org/ipao/spip.php?article43>.
- Nye, Joseph. 2004a. *Soft Power. The Means to Success in World Politics*. New York: Public Affairs.
- . 2004b. *Power in the Global Information Age. From realism to globalization*. London/New York: Routledge.
- Ogan, Christine L., Manaf Bashir, Lindita Camaj, Yunjuan Luo, Brian Gaddie, Rosemary Pennington, Sonia Rana and Mohammed Salih. 2009. "Development Communication: The State of Research in an Era of ICTs and Globalization." *International Communication Gazette* 71(8): 655-70.
- Ojebode, Ayobami, and Akin Akingbulu. 2009. "Community Radio Advocacy in Democratic Nigeria: Lessons for Theory and Practice." *Ecquid Novi: African Journalism Studies* (30)2: 204-18.
- Paye, Moussa. 2002. « De Radio Mali aux stations FM ». In *La société sénégalaise entre le global et le local*, sous la direction de Moumar-Coumba Diop, 465-89. Paris : Karthala.
- Péricard, Alain. 2003. "Media and Cultures in Francophone West Africa : Journalists, Chiefs, Elders, and Marginals." In *The Francophone World. Cultural Issues and Perspectives*, edited by Michelle Beauclair, 11-29. New York : Peter Lang.
- Pieterse, Jan Nederveen. 2010. *Development Theory. Deconstructions/Reconstructions*. Second Edition. London: Sage Publication.
- Quebral, Nora C. 1973/72. "What Do We Mean by 'Development Communication'." *International Development Review* 15 (2): 25-28.
- Rabinow, Paul. 1986. "Representations Are Social Facts : Modernity and Post-Modernity in Anthropology." In *Writing Culture. The Poetics and Politics of Ethnography*, edited by James Clifford et George E. Marcus, 234-261. Berkeley : University of California Press.
- RNTC (Radio Netherland Training Center). Sans date. « Radio communautaire. Force de changement », 1-7. Consulté le 13 mars 2010 <http://www.informorac.org/downloads/INFORMORAC%20FRA%20low%20res.pdf>.
- Robert, Guy. Sans date. *Les radios clubs du Niger*. Paris : Ocora (Office de Coopération Radiophonique).
- . 2007. *Le vent qui soufflé dans la boîte. De la coopération radiophonique aux coulisses de RFI*. L'Harmattan : Paris.

- Sall, Adjaratou Oumar. 2009. "Multilingualism, Linguistic Policy, and Endangered Languages in Senegal." *Journal of Multicultural Discourses* 4(3): 313-30.
- Sarr, Abdoulaye Hamady. 2006. « La gestion des langues nationales dans des radios communautaires. Cas de Oxy-jeunes ». Mémoire pour l'obtention du certificat d'études supérieures en radio rurale et communautaire, CESTI.
- Sock, Boubacar Mor. 1977. « Griot-griotisme et la pratique du journalisme africain ». *Éthiopiennes. Revue socialiste de culture négro-africaine* 11. Consulté le 22 septembre 2010 <http://ethiopiennes.refer.sn/spip.php?article558>.
- Shafiul Alam Bhuiyan, A.J.M. 2008. "Peripheral View: Conceptualizing the Information Society as a Postcolonial Subject." *The International Communication Gazette* 70(20): 99-116.
- Shaw, Ibrahim Seaga. 2009. "Towards an African Journalism Model: A Critical Historical Perspective." *International Communication Gazette* 71(6): 491-510.
- Shepperson, Arnold, and Keyan G. Tomaselli. 2009. "Media in Africa: Political, Cultural and Theoretical Trajectories in the Global Environment." *The International Communication Gazette* 71 (6): 473-89.
- Spain, P., Jamison, D., and McAnany, E. eds. 1977. *Radio for Education and Development: Case studies*. Washington, DC: World Bank.
- Tomaselli, Kenyan G. 2009. "(Afri)ethics, Communitarianism and Libertarianism." *The International Communication Gazette* 71 (7): 577-94.
- Traoré, Abdoulaye. 2006. *Manuel de financement des radios communautaires. Neuvième édition*. Dakar : IPAO.
- Traoré, Mamadou Hady. 2006. *Manuel de maintenance à l'usage des techniciens des radios locales*. Dakar : IPAO.
- Tudesq, André-Jean. 2002. *L'Afrique parle, l'Afrique écoute. Les radios en Afrique subsaharienne*. Paris : Karthala.
- UNESCO (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization). 2001. "Part III. Community Broadcasting." In *African Charter on Broadcasting*, 3. Paris: UNESCO. Consulté le 9 novembre 2010 http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-URL_ID=5628&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html.
- . 2005. *Centres multimédias communautaires. Renforcer les communautés via la radio et les TIC*. Paris : UNESCO. Consulté le 2 novembre 2010 http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL_ID=1263&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html.
- . 2008. *Rapport du directeur général sur un projet de plan stratégique pour le programme information pour tous (PIPT). Plan stratégique 2008-2013*. Paris : UNESCO. Consulté le 20 octobre 2010 <http://unesdoc.unesco.org/images/0016/001618/161860f.pdf>.
- United Nations. 2007. *Demographic Yearbook 2007*. New York: United Nations. Consulté le 28 juin 2010 <http://unstats.un.org/unsd/demographic/products/dyb/dyb2007.htm>.
- Vargas, Lucila. 1995. *Social Uses and Radio Practices. The Use of Participatory Radio in Ethnic Minorities in Mexico*. San Francisco: Westview Press.
- Winston, Brian. 2007. "Let them Eat Laptops: The Limits of Technicism." *International Journal of Communication* 1: 170-176.

Yayoba, Abou. 2000. "Senegal: Oxy-Jeunes Is in the Air!" *The UNESCO Courier*, 25-27.

Sites Internet consultés

AMARC (Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires)
<http://www.amarc.org/>

ARCOM (Alliance des Radios Communautaires du Mali)
<http://initiatives-mali.info/spip.php?auteur16>

CRDI (Centre de Recherche pour le Développement International)
http://www.idrc.ca/fr/ev-1-201-1-DO_TOPIC.html

FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations)
<http://www.fao.org/>

FED (Fond Européen de Développement)
http://europa.eu/legislation_summaries/development/overseas_countries_territories/r12102_fr.htm

Forum Kurukan Fugan
<http://www.forumkf.net/>

Gouvernement du Sénégal
<http://www.gouv.sn/spip.php?rubrique19>

Enda Tiers Monde
<http://www.enda.sn/>

Informorac
<http://www.informorac.org/index.php>

IPAO (Institut Panos Afrique de l'Ouest)
<http://www.panos-ao.org/ipao/spip.php?rubrique1>

PIDC-UNESCO
http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.phpURL_ID=18654&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

URAC (Union des Radios Associations et Communautaires du Sénégal)
www.uracs.org

ANNEXE 1 - LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES ET INTERVIEWÉES DANS LE CADRE DE LA RECHERCHE

Les personnes listées ci-dessous sont celles ayant acceptées que leur nom apparaisse dans la présente étude.

J'ai ajouté les personnes m'ayant accueillies dans le cadre d'activités, même lorsque aucun entretien n'a eu lieu. Je considère que ma présence à l'activité a été aussi riche en informations qu'un entretien aurait pu l'être.

Je tiens à remercier chaleureusement toutes les personnes ayant pris le temps de me recevoir. Je tiens également à préciser que lorsque je n'ai pas cité les paroles des interviewés, ce n'est que par souci de formulation et de style, ayant parfois préféré la périphrase à la citation. Toutes les personnes citées ici ont participé activement à ma compréhension du milieu des radios communautaires dakaroises et je les en remercie chaleureusement.

Radios

Afia FM (Dakar, quartier de Grand Yoff)

Alassane, Baldé (Rédacteur en chef)
Bâ Souleymane (Directeur et Président de l'URAC)
Diagne, Adji Mayé (Journaliste)
Diagne, Mame Coumba (Responsable de la technique)
Dieng, Amadou Moustapha (Journaliste)
Diop, Thiané (Journaliste)
Ka, Thierno (Stagiaire journaliste)
Kamara, Lena Koty (Secrétaire comptable)
Mbaye, Modou Faye (Journaliste)
Ndiaye, Fatou (Journaliste)
Osseynou, Kalissa (Journaliste, responsable du desk Sport)
Sougou, Penda Ngane (Responsable des programmes)
Timera, Abdoulaye (Journaliste – Présentateur)

Jokkoo FM (Rufisque)

Bâ, Ahmet (Responsable des partenariats)
Konté, Bédy Mbow (Directrice)
Niang, Moussa (Rédacteur en chef)

Oxy-jeunes (banlieue de Dakar, Pikine)

Aïdara, Adja (Journaliste) m'a reçu en entretien et emmené en reportage sur le terrain
Diouf, Mame Mbagnick (Journaliste en santé – Responsable desk société)
Faye, Adama (Journaliste – Présentatrice)
Gueye, Daouda (Coordonnateur général) m'a reçu plusieurs fois en entretien et a accepté que j'assiste avec lui à un séminaire d'Équitas)

Manooré FM (Dakar, quartier Liberté)

Camara, Amadou Samba (Journaliste – Présentateur)

Cissokho, Coumba (Assistante de direction)

Da Sylva, Mame Diarra (Directrice)

Dieng, Maguette (Chef technique - Journaliste)

Ndef Leng (Dakar, quartier HLM)

Diouf, Babacar (Directeur) (cité pp.25 et 50)

Associations de journalistes**Association des journalistes en santé**

Cissé, Alassane (Journaliste détaché à la présidence) a accepté que j'assiste à une rencontre mensuelle de l'association des journalistes en santé

URAC – Union des Radios Associatives et Communautaires du Sénégal

Voir Bâ, Souleymane chez Afia FM

Consultants

Bernard, Éric (Consultant)

Cantome Sarr, Oumy (Consultante)

Ndiaye, Oumar Seck (Expert consultant média/communication)

Niang, Souleymane (Consultant)

Ly Sow, Sophie (Consultante sur les conditions du dialogue sociale)

Sané, Ibrahima (Consultant)

Institutions d'enseignement et de recherche

CESTI – Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'information (Campus de l'Université Cheikh Anta Diop, Dakar)

Aw, Eugénie Rokhaya (Directrice du CESTI) m'a reçu en entretien et m'a donné accès à la bibliothèque du CESTI où j'ai pu consulter de nombreuses études sur les radios communautaires ouest africaines

Université Gaston Berger (St Louis)

Faye, Mor (Professeur en sociologie des médias)

Partenaires d'appui et bailleurs de fonds**Coopération française**

Rougerie, Étienne (Attaché régional de coopération média)

Développement et Paix (Montréal)

Perreault, Julie (Chargée de programmes Afrique) – 22 mars 2010

Enda Graf (Dakar, quartier de Grand Yoff)

Adomayakor, Kevin (Chargé de programmes) m'a reçu en entretien et m'a invité à assister au séminaire « Comment améliorer et rendre plus efficace la participation des ANE aux mécanismes et dispositifs de régulation des politiques publiques? » le 15 octobre 2009. Forum National sur la régulation organisé par Enda Graf, Le Forum Kurukan Fugan, le GRET (Groupe de Recherche et d'Échange Technologique), La Plate-forme des acteurs non étatiques pour le suivi de l'Accord de Cotonou au Sénégal, le Programme d'Appui au Programme National de Bonne Gouvernance et l'Union Européenne
Ndione, Emmanuel Seyni (Secrétaire exécutif)

**Equitas - Centre international d'éducation aux droits humains /
International Centre for Human Rights Education**

Présence à l'atelier-formation en droits humains du 19 au 21 octobre 2009.

Formation de formateurs.

Autorisation de délivrer des informations signée par Ian Hamilton (Directeur général)

FES – Friedrich Ebert Stiftung (Dakar)

Sambou, Pascal (Directeur des programmes) m'a reçu en entretien et m'a invité à assister à la conférence de presse présentant le « Baromètre des médias Africains, Sénégal, édition 2008 » le 5 novembre 2009.

Informorac (Thiès)

Diop, Yacine (Formatrice)

Ndiaye, Paul (Secrétaire exécutif)

Ndione, Suzanne Penda (Secrétaire)

Touré, Moctar (Formateur technique et responsable de la manutention)

IPAO – Institut PANOS Afrique de l'Ouest (Dakar, Plateau)

Bend, Pauline (Directrice des programmes) a accepté que j'assiste au séminaire sur les normes internationales et les bonnes pratiques en matière de communication et de gouvernance

RFI – Radio France Internationale

Chenuaud, Bernard (Responsable d'actions de formation - RFI Talent+ Formation internationale)

UNESCO-BREDA - Bureau régional pour l'éducation en Afrique

Diop, Demba (Consultant – Formateur)

Gouvernement

CNRA – Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel

Ngom, Modou (Responsable du secteur des Médias, de la Publicité et des Radios)

Ministère de la Communication

Diaw, Papa Atou (Directeur de la Communication)

ANNEXE 2 - THÉMATIQUES ABORDÉES LORS DES ENTRETIENS

Radios

Le parcours personnel des journalistes, des membres de la direction (formation, investissement communautaire, intérêt pour le journalisme, pour les métiers de la communication)

Histoire de la radio

Conséquences des formations sur le travail dans la rédaction (transmission de connaissances, modification des habitudes de travail, mise en place de nouvelles méthodes)

Aspect financier (montants perçus par mois au sein des rédactions, grâce à la participation à des séminaires, conférences, état financier de la radio, méthodes utilisées pour la recherche de financement)

Opinion quant à la pratique du journalisme (valeur universelle des techniques journalistiques, singularités africaines, radiophoniques, communautaires)

Organisation interne de la radio (horaires, planning, grille de programmes, attribution des responsabilités, gestion des partenariats, étapes de production de contenu)

Relation de la radio avec la communauté (existence de *fan's clubs*, fréquence des rencontres, langues utilisées dans la production, pour la diffusion)

Relation avec les partenaires (nature, opinion)

À propos des formations suivies (combien de temps, où, avec qui, pourquoi, ce qu'ils en ont retirés, comparaison entre les formations suivies, interrogation sur les éventuelles incompréhensions interculturelles)

Détails sur la situation des élections de mars 2009, sur les négociations du cahier des charges, de l'accès à l'aide à la presse, sur le statut légal des radios

Associations de journalistes

Mandat, activités, objectifs

Consultants

Parcours personnels, histoire du mouvement des radios, opinion sur l'état des radios communautaires au Sénégal, comparaison avec d'autres situations connues, discussion sur la nécessité d'une réflexion sur l'identité des radios, priorités et utilité des radios, description du milieu des radios, opinion sur l'autonomie des radios dans le contexte plus large de l'industrie du développement

Institutions d'enseignement et de recherche

Opinion sur l'autonomie des radios dans le contexte plus large de l'industrie du développement
Confrontation avec mes hypothèses de recherche

Partenaires d'appui et bailleurs de fonds

Parcours personnels, opinion sur l'état des radios communautaires au Sénégal, comparaison avec d'autres situations connues, priorités et utilité des radios, description du milieu des radios dans le contexte sénégalais, description des activités de l'organisme représenté, définition des radios communautaires dans la perspective des activités pratiquées par l'organisme, raison du financement des radios, nature des relations, nature de l'usage des radios dans les activités de l'organisme

Gouvernement

Histoire du mouvement des radios communautaires au Sénégal, particularité dans le paysage médiatique sénégalais, discussion autour des événements de mars 2009

ANNEXE 3 - LISTE DES DOCUMENTS OBTENUS LORS DU TERRAIN DE RECHERCHE

Sont listés ici les documents remis lors des entretiens et au fil des rencontres du terrain. Ils ne sont pas cités en bibliographie, mais ont participé à la compréhension du milieu. Dans certains cas, leur seule existence a permis de confirmer des intuitions de recherche.

Radios

Afia FM (Dakar, quartier de Grand Yoff)

- Grille de programmes;
- Discours de clôture d'une formation suivie par une journaliste au CESTI.

Jappoo FM

- Copie de la comptabilité de Jappo FM – octobre 2009;
- Convention de partenariat entre l'IPAO et la radio Jappoo FM dans le cadre du programme « Consolider et élargir la communication citoyenne pour une gouvernance démocratique du Sénégal »;
- Statuts de la radio;
- Documents légaux attestant des étapes juridiques du procès de la radio contre l'ONG Connexion Sand Frontière (requête, signification);
- Grille de programme.

Jokkoo FM (Rufisque)

- Présentation des activités, objectifs, partenaires, forces et faiblesses de Jokkoo FM;
- Grille de programmes.

Oxy-jeunes (banlieue de Dakar, Pikine)

- Grille de programmes.

Ndef Leng (Dakar, quartier HLM)

- Grille de programme;
- Communiqué de presse annonçant le lancement d'une nouvelle station de Ndef Leng à Fatick;
- Un exemplaire de *Nqel Ne*, magazine bilingue (français-seereer) produit par l'ONG Ndef Lend - Union des Associations Culturelles Seereer. n°3, juillet 2003;
- Un exemple de demande de financement d'aménagement et d'équipements de studios de production et de diffusion;
- Un descriptif du mandat de l'Union des Associations Culturelles Seereer;
- L'historique et la personnalité juridique de l'Union des Associations Culturelles Seereer.

Associations de journalistes

Association des journalistes en santé

- Mémoire d'entente entre l'Association des Journalistes en santé et population et IntraHealth Sénégal.

URAC – Union des Radios Associatives et Communautaires du Sénégal

- Plaidoyer de l'URAC pour une amélioration du cadre juridique des radios associatives et communautaires au Sénégal;
- Projet de cahier des charges applicable aux radios associatives et communautaires, issu des rencontres ayant eu lieu à l'issue de la mise sous scellé des émetteurs de certaines radios au cours de la campagne des élections municipales de mars 2009. Nouveau cahier des charges proposé conjointement par l'URAC et la Plateforme Communication du programme Kurukan Fugan d'Enda Graf;
- la Déclaration de Thiès, du 26 septembre 2008, signée par 16 radios communautaires, l'URAC et Informorac. Cette déclaration fait état des revendications du milieu (accès à la carte de presse, aide à la presse, remaniement du cahier des charges, etc.);
- Charte de la radio communautaire datant du 29 avril 2009, définissant ce que doit être une radio communautaire dans le contexte sénégalais : des radios de développement, indépendantes, laïques, citoyennes, démocratiques, culturelles;
- Le décret 2004-837 du 2 juillet 2004 fixant les redevances pour assignation de fréquences radioélectriques au Sénégal.

Consultants

- Note de présentation du syndicat des professionnels de l'information et de la communication du Sénégal – SYNPICS.

Institutions d'enseignement et de recherche

CESTI – Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'information (Campus de l'Université Cheikh Anta Diop, Dakar)

- Accès à la bibliothèque en particulier aux mémoires présentés pour l'obtention du certificat d'études supérieures en radio rurale et communautaire.

Université Gaston Berger (St Louis)

Ouvrage de Mor Ngom. 2010. *Presse privée écrite en Afrique francophone. Enjeux démocratique*. Paris : l'Harmattan.

Partenaires d'appui et bailleurs de fonds

Enda Graf (Dakar, quartier de Grand Yoff)

- Comptes rendus d'ateliers;

- Étude sur le secteur de la communication sociale au Sénégal effectuée par M. Souleymane Niang dans le cadre du programme Kurukan Fugan intitulée « Médias et participation citoyenne au Sénégal. Défis, contraintes et opportunités »;
- Description de la plateforme Communication du programme Kurukan Fugan.

Equitas - Centre international d'éducation aux droits humains / International Centre for Human Rights Education

- Protocole d'engagement aux formations d'Équitas.

FES – Friedrich Ebert Stiftung

- Différentes communications données lors d'ateliers organisés par la FES sur l'éthique et la déontologie journalistique;
- Baromètre des médias au Sénégal, études menées en 2006 puis 2008;
- Déclaration des devoirs et des droits des journalistes, texte fondateur publié à Munich en 1971.

Informorac (Thiès)

- Un Film de présentation des activités d'Informorac (DVD).

IPAO – Institut PANOS Afrique de l'Ouest (Dakar, Plateau)

- Manuels de formations et publications de l'IPAO (voir bibliographie pour détail).

RFI – Radio France Internationale

Documentation de travail utilisée dans le cadre des diagnostics et études préliminaires des radios, remise par Sahadou Zato Consultant formateur, coach en management et gestion des radios communautaires, basé au Bénin :

- Guide d'entretien;
- Check-list d'auto-diagnostic;
- Document d'orientation méthodologique;
- Canevas de rapport de mission;
- Manuel de procédure.

Gouvernement

CNRA – Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel

- le texte de la loi cadre n°2006-04 portant création du Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel (CNRA);
- Le cahier des charges applicable aux radios communautaires;
- La liste des radios « communautaires » du Sénégal.

ANNEXE 4 – EXEMPLES DE PARTENARIATS

Le présent tableau a été effectué à partir d'informations extraites des entretiens listés en annexe 1 et des documents obtenus au cours du travail de terrain listés en annexe 3. Les informations ci-dessous sont données à titre d'exemples, mais ne sont en aucun cas exhaustives.

Radio	Partenaire	Durée	Conditions du partenariat	Retombées pour la radio et la communauté
Afia	RFI - Radio France Internationale : Mandaté : Paul Ndiaye (directeur d'Informorac) pour effectuer le diagnostic en tant que consultant indépendant	10 jours de diagnostic (projet en cours)	Sélection - Diagnostique organisationnel	Plan de renforcement des capacités sous formes de formations
Afia	APICS	2 ans - une émission par semaine	Production et diffusion de <i>spots</i> informatifs sur les conséquences de la construction d'une autoroute pour les populations	Financière. Allocation sur deux ans.
Afia	CNLS - Conseil National de Lutte Contre le Sida	une dizaine d'émissions pour trois mois - partenariat renouvelé depuis un an	Production d'émissions avec formation au préalable par exemple sur la communication non stigmatisante	Financière

Afia - Un journaliste responsable du projet: Abdoulaye Timera	IPAO - Institut Panos Afrique de l'Ouest		Production d'émissions sur la bonne gouvernance	Financière
Afia	Enda Graf, financé par l'Union Européenne dans le cadre du 9e FED pour Kurukan Fugan	depuis 2 ans	Production d'émissions sur la bonne gouvernance	Financière
Afia	Radio Sans Frontière	Depuis 2005	Envoi de contenu pour partage avec d'autres radios partenaires depuis la plateforme du site de Radio Sans Frontière	Formations à Audacity, logiciel de montage libre - rémunération des droits d'auteur sur du contenu déjà produit - don d'ordinateurs
Afia	Les districts de santé	inconnu	Production d'émissions pour relayer des programmes de santé nationaux: lutte contre la tuberculose, lutte contre le paludisme, etc. (en fonction de l'actualité médicale)	Financière
Afia	Fédération des Associations de Femmes du Sénégal	inconnu	Production d'émissions sur la lutte contre le paludisme	Financière
Afia	Proquelec	inconnu	Production d'émissions pour lutter contre les installations électriques amateurs.	Financière
Afia	AMARC International	Débuté le 30 septembre 2009	Envoi de contenu	Appui matériel, financier et formation
Afia	Informorac	2007	Faire un plan de mobilisation de la communauté autour de la radio	Formation sur l'intégration communautaire dans le but de renforcer l'ancrage communautaire

Oxy-jeunes	Développement et Paix Canada	Depuis la création d'Oxy-jeunes en 1999	Participe à la mission de l'organisme de soutenir les initiatives locales de changement de condition. Gestion démocratique de la structure, ancrage communautaire, imputabilité financière et organisationnelle	Partenaire stratégique : formations - diagnostique - matériel - subvention annuelle permettant de financer à hauteur d'environ 70% l'infrastructure et le fonctionnement de la radio
Oxy-jeunes	Jeunesse du Monde Canada		Animation par les stagiaires canadiens d'une émission "Je me souviens" dans laquelle les jeunes donnaient leur opinion sur leur expérience au Sénégal. Échange interculturel. Radio en charge de l'accueil logistique des stagiaires	Envoi d'une dizaine de jeunes stagiaires canadiens tous les deux ans pendant trois mois à Oxy-jeunes et dans d'autres structures sénégalaises en fonction de leurs champs de compétence. Envoi de stagiaires sénégalais au Canada pour expérience immersion culturelle. Engagements financiers: appui institutionnel pour organisation de projets. Ex: organisation de débats publics appuyés par les stagiaires.
Oxy-jeunes	ACDI (Agence Canadienne de Développement International)	6 mois au moment de la création de la radio 1999		Une formatrice canadienne présente six mois pour la formation du personnel, la mise en place de la radio, de la programmation.
Oxy-jeunes	Equitas	Depuis 2007	Travail de réseautage, de diffusion des bonnes pratiques pour la défense des droits de l'homme au Sénégal, organisation de formations sous-régionales	Formation reçue à Montréal par le coordonnateur général de la radio

Oxy-jeunes	Oxfam America	2005-2006		Soutien financier au programme organisé par Oxy-jeunes "Parole citoyen" (confrontation d'élus locaux avec les populations). Un journaliste d'Oxy-jeunes couvrait ces événements
Oxy-jeunes	OSIWA (Open Society Initiative for Western Society)	2005-2006		Soutien financier au programme "Parole citoyen"
Oxy-jeunes	IPAO - Institut Panos Afrique de l'Ouest		Envoi de deux membres de la direction de la radio pour effectuer des formations dans d'autres pays de la sous-région auprès de jeunes radios communautaires. Projet de radio-école.	Multiples formations thématiques et techniques
Oxy-jeunes	USAID	2000	"Ma carte d'électeur c'est ma force" (un des slogans): organisation d'une campagne d'encouragement au geste civique d'aller voter (tee-shirts, slogans, etc.)	Sensibilisation des populations pour encourager la participation aux élections présidentielles. En partenariat avec une dizaine d'organismes de la société civile sénégalaise. Oxy-jeunes: responsable du volet communication
Oxy-jeunes	Banque Mondiale		Production d'émissions sur le SIDA	Financement (3 millions CFA)
Oxy-jeunes	Free Voice par l'intermédiaire d'IPAO	2008		Don de matériel: émetteur neuf
Oxy-jeunes	RFI – Radio France Internationale	Interrompu car matériel tombé en panne	Diffusion de contenu RFI	Don de matériel pour diffusion de contenu RFI

Oxy-jeunes	RFI – Radio France Internationale	Novembre 2004 - 15 jours	Accueil de la formation dans les locaux de la radio: une quarantaine de journalistes provenant de toute la sous-région. Formateurs français	Formation d'un journaliste sur les questions de santé
Manooré	OSIWA (Open Society Initiative for Western Society)	Une à deux fois par mois sur plusieurs années	Formation sur les violences faites aux femmes, sur l'éthique et déontologie du journalisme	Formation donnée sous forme de séminaires par des journalistes et techniciens de la RTS en montage, production de magazines et formations thématiques. Financement de formations techniques et d'activités d'implications des femmes dans la vie politique
Manooré	CNLS - Conseil National de Lutte Contre le Sida	2005-2007	Production de contenu sur le SIDA, sensibilisation à travers des kiosques, des jeux concours dans chaque quartier de Dakar chaque samedi	Financière
Manooré	Carrefour Canadien International	Inconnue	Accueil de volontaires canadiens, en particulier un groupe de femmes canadiennes en 2007, précédant les élections présidentielles	Formation audio-visuelle, don de matériel, accompagnement dans l'implication politique des femmes
Manooré	Oxfam America et Oxfam Grande Bretagne	Du démarrage de la radio jusqu'en 2008		Matériel, financement de l'infrastructure, financement d'activités d'implication des femmes dans la vie politique. En relation avec ALTERCOM, association sénégalaise de femmes pour la communication alternative

Manooré	Deutsche Welle - Radio internationale allemande	Depuis 2004	Diffusion de contenu provenant de la Deutsche Welle	Don de matériel pour diffusion des émissions de la Deutsche Welle. Formation d'un journaliste à la Deutsche Welle en Allemagne
Manooré	RFI - Radio France Internationale	Inconnu	Diffusion de contenu provenant de RFI	Don de matériel pour diffusion des émissions de RFI. Formation d'un journaliste chez RFI en France
Manooré	Fondation Friedrich Ebert			Don de matériel
Manooré	IPAO - Institut Panos Afrique de l'Ouest	2009-2010 (un an)	Production d'émissions sur des sujets liés à la santé	1 million CFA distribué en 3 tranches (2x 300 000 CFA + 1x 400 000). Invitation à de nombreux séminaires de formation, de documentation
Manooré	Radio Sans Frontière		Envoi de contenu pour partage avec d'autres radios partenaires depuis la plateforme du site de Radio Sans Frontière	Formations sur Audacity, logiciel de montage libre - rémunération des droits d'auteur sur du contenu déjà produit - don d'ordinateurs
Jokko	ACDI – Agence Canadienne de Développement International	Démarrage en 2003		Financement de l'installation (matériel, formation). Pas de suivi (entretien du matériel). Omar Seck Ndiaye, alors directeur d'Oxy-Jeunes était responsable de la formation. Remise d'attestations

Jokko	Mairie de Rufisque	Depuis 2003	Couverture d'évènements organisés par le municipalité, d'activités de développement. Marge de manœuvre et possibilité de refuser des couvertures jugées trop partisans ou sans intérêt pour les populations	Subvention de fonctionnement de 11 millions CFA par an, en cours de négociation car nouvelle équipe municipale à la suite des élections municipales de mars 2009
Jokko	UNESCO	Démarrage en 2003		Subvention pour aider au démarrage des activités de la radio
Jokko	Enda Graf, Programme de nutrition communautaire pour lutter contre la malnutrition chez les enfants		Production d'émissions	Forfait pour production d'émissions (les forfaits varient selon les partenaires et peuvent aller jusqu'à un million CFA pour un maximum d'un an)
Jokko	Préfecture de département de Rufisque		Tutelle: autorité suprême du département. "On est pas sous ses ordres, mais il a un droit de regard et s'il a des communiqués, il fait passer au bénéfice des populations, mais sans soutien financier" (Mme Konté, directrice Jokko)	Soutien moral de la préfecture. Aucune rétribution financière
Jokko	IPAO		Production d'émissions sur la bonne gouvernance et les institutions sénégalaises "par rapport au bien commun" (Mme Konté)	Don d'ordinateurs et d'enregistreurs
Jokko	Deutsche Welle		Diffusion de programmes de la Deutsche Welle sur les ondes de Jokko	Formation en production radiophonique dans les locaux de radio Dounia à Dakar

Jokko	PLAN International	Inconnue	Production d'émissions sur les enfants: plage le mercredi dans la grille de programme pour l'émission "Antenne Jeunes". Production d'émission sur le trafic d'enfants	Don de matériel - Jokko est allé au festival Ondes de Liberté de Bamako, Mali avec son reportage sur le trafic d'enfants
Jokko	APICS (partenariat incluant Afia, Oxy-jeunes et Jokko entre autres, toutes des radios se trouvant le long de l'autoroute en construction)	inconnue	Production et diffusion de spots et de communiqués informatifs sur les conséquences de la construction d'une autoroute sur les populations	
Jokko	Friedrich Ebert Stiftung et IPAO	inconnue	Participation à des séminaires (Mbour, Kaolack, Sally, etc.)	Formation pour les techniques de diffusion par le net, sur les radios communautaires et les TIC, sur la couverture électorale